Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

2022

Nations Unies

COPYRIGHT :
Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/77/1, soixante-dix-septième session)
Publié par l'Organisation des Nations Unies
New York, NY 10017, États-Unis d'Amérique

Copyright © 2022 Nations Unies
Tous droits réservés

La présente publication dans son intégralité ne peut être reproduite ni transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou tout autre système informatisé de mise en mémoire ou de recherche des données connu ou encore à inventer, sans la permission écrite de l'éditeur.

Toute demande de renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, doit être envoyée à l'adresse suivante :
United Nations Publications
405 East 42nd Street, S-09FW001
New York, NY 10017
United States of America

Courriel : permissions@un.org; **site Web** : http://shop.un.org

Les demandes de reproduction d'extraits ou de photocopie
doivent être envoyées au Copyright Clearance Center (www.copyright.com).

eISBN 978-92-1002123-4

Online ISSN 2617-2844

Conception et réalisation :
Division de la gestion des conférences, Office des Nations Unies à Genève
Département de la communication globale, Organisation des Nations Unies, New York
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences,
Organisation des Nations Unies, New York

Crédits :
Toutes les photographies utilisées dans la présente publication proviennent du Secrétariat de l'ONU ou d'autres entités des Nations Unies. Sauf indication contraire, toutes les données émanent de l'Organisation des Nations Unies.

Couverture :
Avec le concours de l'ONU, des agricultrices du nord du Sénégal participent à des discussions et à une formation sur les moyens de mieux s'adapter aux changements climatiques et d'adopter des pratiques agricoles différentes (Saint-Louis (Sénégal), juillet 2022). © ONU-Femmes/Alioune Ndiaye

Note : Le ciel sur cette photo a été retouché numériquement.

Table des matières

INTRODUCTION 6

ACTION EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE 24

MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES 44

DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE 62

PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS HUMAINS 70

EFFICACITÉ DE LA COORDINATION DES OPÉRATIONS D'ASSISTANCE HUMANITAIRE 82

PROMOTION DE LA JUSTICE ET DU DROIT INTERNATIONAL 96

DÉSARMEMENT 102

LUTTE ANTIDROGUE, PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME 110

BON FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISATION 120

PRINCIPAUX PROGRAMMES PORTEURS DE TRANSFORMATION*

Les objectifs à long terme de l'Organisation des Nations Unies s'articulent autour de programmes porteurs de transformation qui ont reçu l'approbation ou l'adhésion des États Membres.

1995

DÉCLARATION ET PROGRAMME D'ACTION DE BEIJING
Quatrième Conférence mondiale sur les femmes

2000

LES FEMMES ET LA PAIX ET LA SÉCURITÉ
Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité

DÉCLARATION DU MILLÉNAIRE
Sommet du Millénaire et objectifs du Millénaire pour le développement

2001

DÉCLARATION ET PROGRAMME D'ACTION DE DURBAN, et document final de la Conférence d'examen de Durban de 2009

2002

CONSENSUS DE MONTERREY
Conférence internationale sur le financement du développement

2005

DÉCLARATION ET STRATÉGIE DE MAURICE
Poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement

DOCUMENT FINAL DU SOMMET MONDIAL
Développement, paix et sécurité collective, droits humains et état de droit, et renforcement de l'Organisation des Nations Unies

2008

DÉCLARATION DE DOHA
Conférence internationale de suivi sur le financement du développement

2011

DÉCLARATION ET PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL
en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011–2020

2012

CONFÉRENCE RIO+20 L'AVENIR QUE NOUS VOULONS
Conférence sur le développement durable

2014

ORIENTATIONS DE SAMOA
Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Conférence sur les petits États insulaires en développement)

2015

DÉCLARATION DE DOHA
Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

PROGRAMME D'ACTION D'ADDIS-ABEBA
Troisième Conférence internationale sur le financement du développement

DÉCLARATION ET PROGRAMME D'ACTION DE VIENNE
en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014–2024

CADRE DE SENDAI
pour la réduction des risques de catastrophe (2015–2030)

ACCORD DE PARIS
sur les changements climatiques, adopté par les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies

PROGRAMME 2030
Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Un plan d'action commun pour la paix et la prospérité des peuples et de la planète, aujourd'hui et pour l'avenir, s'articulant autour de 17 objectifs de développement durable

2016

PÉRENNISATION DE LA PAIX
Adoption d'un nouveau cadre de pérennisation de la paix dans des résolutions jumelles : la résolution 70/262 de l'Assemblée générale et la résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité

LUTTE CONTRE LES DROGUES
Engagement commun à aborder et combattre efficacement le problème mondial de la drogue (résolution S-30/1 de l'Assemblée générale)

2017

NOUVEAU PROGRAMME POUR LES VILLES
Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III)

RÉSOLUTION SUR L'OCÉAN
L'océan, notre avenir : appel à l'action

2018

PROGRAMME 2030 ET AGENDA 2063
Cadre du nouveau partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique 2017–2027, à l'appui de l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons

LES JEUNES ET LA PAIX ET LA SÉCURITÉ
Résolutions 2419 (2018) et 2250 (2015) du Conseil de sécurité

ACTION EN FAVEUR DU MAINTIEN DE LA PAIX
Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies

2019

MIGRATIONS
Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

RÉFUGIÉS
Pacte mondial sur les réfugiés

UNIS EN FAVEUR DE LA RÉFORME
Mise en œuvre du programme de réformes du Secrétaire général dans les domaines du développement, de la gestion et de la paix et de la sécurité

2020

DÉCENNIE D'ACTION
pour la réalisation des objectifs de développement durable

DROITS HUMAINS
Appel à l'action du Secrétaire général en faveur des droits humains

2021

CESSEZ-LE-FEU ET SOLIDARITÉ MONDIALE DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19
Résolution 74/270 de l'Assemblée générale et résolution 2532 (2020) du Conseil de sécurité

TRAITÉ SUR L'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES
Entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires

PAUSE DURABLE DES CONFLITS AUX FINS DE LA VACCINATION CONTRE LA COVID-19
Appel à une pause humanitaire des parties aux fins de la vaccination contre la COVID-19 (résolution 2565 (2021) du Conseil de sécurité)

2022

NOTRE PROGRAMME COMMUN
Rapport du Secrétaire général présentant sa vision d'une coopération mondiale redynamisée en faveur d'un avenir meilleur, plus sûr et plus vert

PROGRAMME D'ACTION DE DOHA
Résolution 76/258 de l'Assemblée générale sur le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés

** Le diagramme montre certains programmes porteurs de transformation adoptés depuis 1995 et n'est pas exhaustif. Le programme de travail de l'ONU est guidé par plusieurs autres mandats arrêtés par les organes délibérants.*

Une vue du drapeau des Nations Unies devant la salle de l'Assemblée générale au Siège de l'Organisation au quatrième jour du débat général de la soixante-seizième session de l'Assemblée (New York, septembre 2021).
© Photo ONU/Loey Felipe

Introduction

GRANDES PRIORITÉS FIXÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

- Action en faveur d'une croissance économique soutenue et du développement durable
- Maintien de la paix et de la sécurité internationales
- Développement de l'Afrique
- Promotion et protection des droits humains
- Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire
- Promotion de la justice et du droit international
- Désarmement
- Lutte antidrogue, prévention de la criminalité et lutte contre le terrorisme

L'Article 98 de la Charte des Nations Unies prévoit que le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale un rapport annuel sur l'activité de l'Organisation. Les grandes priorités couvertes par le rapport correspondent aux huit priorités fixées par l'Assemblée générale à chaque exercice biennal, auxquelles vient s'ajouter un ultime chapitre sur le bon fonctionnement de l'Organisation.

L'Assemblée générale tient une séance sur la Déclaration politique sur l'accès équitable aux vaccins contre la COVID-19 partout dans le monde, sous la direction du Président de l'Assemblée à sa soixante-quinzième session, Volkan Bozkır (New York, mars 2021). © Photo ONU/Eskinder Debebe

INTRODUCTION

L'année écoulée* a été marquée par des crises profondes et interdépendantes, qui ne cessent de s'amplifier et de s'aggraver. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sévit toujours et, le taux de vaccination dans les pays à faible revenu étant inférieur à 20 %, le relèvement est inégal. La guerre en Ukraine, qui a plongé dans la détresse des millions de personnes dans le pays et bien au-delà, n'a fait qu'exacerber les effets de la crise climatique et les inégalités, qui persistent partout dans le monde. Autant de défis qui dépassent les frontières et que seule une action collective énergique permettra de relever.

Dans le rapport intitulé Notre Programme commun (A/75/982), où sont formulées et reprises des recommandations de long terme, nous proposons des solutions aux niveaux national, régional et mondial pour bâtir un monde plus égalitaire, plus résilient et plus durable, ayant pour socle le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable ainsi que les droits humains. Les propositions qui y sont faites portent notamment sur les moyens de renforcer la cohésion sociale et la solidarité, de prévenir et de gérer les crises et de faire face aux menaces persistantes ou nouvelles qui pèsent sur la sécurité. Les États Membres ont approuvé les propositions pouvant être mises immédiatement en place et sont pleinement engagés sur celles pour lesquelles un travail et un dialogue supplémentaires sont nécessaires pour réaliser Notre Programme commun.

Tout au long de l'année, l'ONU, plateforme de coopération et de solidarité internationales, s'est employée à réunir les parties prenantes et à piloter les efforts de mobilisation et de coopération menés à l'échelle mondiale pour réduire la pauvreté, lutter contre les changements climatiques et faire progresser la transformation énergétique et numérique, réformer les systèmes alimentaires, réduire les inégalités et mobiliser des moyens et des coalitions d'action dans le but d'accélérer et de renforcer les investissements en faveur du développement durable et ainsi de remettre les pays sur la bonne voie. Collectivement, à l'échelle du système des Nations Unies, nous avons proposé des mesures et des solutions, contribué à la définition de stratégies et été les porte-voix de celles et de ceux qui sont en première ligne ou qui sont marginalisés.

« En ces temps troublés, l'action de l'ONU est plus que jamais nécessaire pour réduire les souffrances, prévenir les crises, gérer les risques et bâtir un avenir durable pour toutes et tous. »

António Guterres, Secrétaire général

Entre l'action menée en vue de combler le déficit de financement et d'investissement pour les pays en développement, l'organisation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, tenu en septembre 2021, l'établissement de partenariats ciblés pour renforcer l'action climatique et l'adoption du nouveau Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés, nous nous sommes attachés à aider les pays à se relever de la pandémie, à donner la priorité aux enjeux cruciaux que sont les transitions énergétique et numérique, et à accélérer la réalisation du développement durable. Le système des Nations Unies pour le développement a apporté un appui opportun et cohérent aux États Membres, qui ont salué les réformes mises en œuvre pour permettre aux équipes de pays de faire bloc et de mettre à profit le savoir-faire et l'expérience de toutes les entités du système des Nations Unies pour relever les défis interdépendants auxquels le monde fait face.

À la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Glasgow (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), les États Membres se sont engagés à redoubler d'efforts pour limiter l'augmentation des températures à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels, pour atteindre l'objectif de réduire à zéro les émissions nettes et pour éliminer progressivement les subventions inefficaces aux combustibles fossiles. Désormais, nous nous mobilisons

** Suivant le budget ordinaire de l'ONU, la période considérée va du 1er janvier au 31 décembre 2021. L'exercice budgétaire des opérations de maintien de la paix allant du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022 et la présentation du rapport à l'Assemblée générale se faisant en septembre, quelques faits marquants des premiers mois de 2022 sont également retracés.*

pour que les pouvoirs publics et le secteur privé soient fidèles à ces engagements et assurent une transition rapide et juste vers les énergies renouvelables.

L'architecture de paix et de sécurité est mise à rude épreuve. La guerre en Ukraine en est une récente illustration. La convergence des menaces, la concurrence géostratégique et les inégalités systémiques ont des conséquences dévastatrices, et pas seulement pour les vies prises au piège de la violence. L'ONU a déployé toute une série d'outils pour prévenir, atténuer, gérer et régler les conflits, pour protéger les civils, pour faire face aux menaces particulières qui touchent les femmes et les enfants et pour tracer les voies conduisant des conflits et des crises à la paix et au développement durable. Au Yémen, nous avons facilité la conclusion d'une trêve reconductible de deux mois qui a permis d'apaiser la violence dans le pays. En Libye et au Soudan, nous avons appuyé le dialogue politique et les consultations pour aider ces pays à traverser les périodes marquées par un regain de tensions. Simultanément, nous avons soutenu les moyens de subsistance des populations et contribué à renforcer la résilience des ménages.

Dans le cadre de notre action humanitaire, nous avons cherché à aider les millions de personnes précipitées dans le besoin par les conflits nouveaux ou prolongés, les catastrophes naturelles dévastatrices, les retombées des changements climatiques et les conséquences de la pandémie de COVID-19. En 2021, les plans d'intervention coordonnés par l'ONU ont nécessité un budget de 37,7 milliards de dollars pour fournir une assistance et une protection vitales à 174 millions de personnes dans 60 pays. Grâce au soutien généreux des donateurs et avec le concours de nos partenaires, nous avons mobilisé un montant record de 20,25 milliards de dollars et apporté notre aide à quelque 107 millions de personnes.

Parmi les initiatives que nous avons prises pour mettre fin à la discrimination à l'égard des femmes et des filles, on peut citer le Forum Génération Égalité, qui s'est soldé par l'annonce d'engagements en matière de politiques, de programmes et d'activités de sensibilisation, ainsi que par le déblocage de financements à hauteur de 40 milliards de dollars. Dans le cadre de l'action que nous menons pour prévenir les violences fondées sur le genre et accompagner les personnes rescapées, l'Initiative Spotlight a alloué 48 millions de dollars à la société civile et aux organisations de femmes sur le terrain et renforcé les plans d'action nationaux visant à éliminer la violence contre les femmes et les filles dans plus de 30 pays.

Le Secrétaire général, António Guterres, prend la parole à l'ouverture de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Glasgow (Royaume-Uni), novembre 2021). © Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques/Kiara Worth

RÉSULTATS DE LA COP26* : IL FAUT FAIRE PLUS FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE

- Le **Pacte de Glasgow pour le climat** engage les États à accroître leurs contributions déterminées au niveau national d'ici à 2022
- Accord sur l'abandon progressif du **charbon** et la suppression progressive des **subventions** inefficaces **aux combustibles fossiles**
- Engagement renouvelé de mobiliser **100 milliards de dollars en faveur du financement de la lutte contre les changements climatiques** dans les pays en développement
- 137 pays se sont engagés à **arrêter** et à **inverser les pertes forestières** d'ici à 2030
- 103 pays ont signé le **Pacte mondial sur le méthane**

** Vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.*

Les idées et la voix des jeunes étaient au premier plan des négociations de l'ONU sur le climat à l'approche de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties, avec l'adoption du manifeste Youth4Climate dans les jours précédant le sommet (Glasgow (Royaume-Uni), novembre 2021). © Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques/Connect4Climate/Leigh Vogel

“En œuvrant pour tenir la promesse des objectifs de développement durable, nous riposterons et nous nous relèverons plus rapidement et mieux de la pandémie de COVID-19. Ensemble, nous pouvons faire en sorte que les objectifs profitent à la planète et à l’humanité partout dans le monde.”

Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale

La Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse (Jeunesse 2030) a pris de l'envergure dans tout le système des Nations Unies. La voix des jeunes a été au cœur de l'action que nous avons conduite sur le front climatique. Au niveau national, les équipes de pays des Nations Unies sont désormais mieux armées pour développer les programmes qui associent les jeunes et bénéficient aux jeunes.

Dans le prolongement de mon appel à l'action en faveur des droits humains, nous avons intensifié le soutien que nous apportons aux États Membres pour abroger les lois discriminatoires et prendre des mesures spéciales temporaires, l'objectif étant de renforcer la participation des femmes. Dans tout le système des Nations Unies, les hauts responsables ont pris en compte la voix des jeunes pour faire progresser l'action et la justice climatiques. Les équipes de pays des Nations Unies travaillent d'une manière plus stratégique et plus collective sur les questions de droits humains sur le terrain.

Au Secrétariat, nous avons lancé avec succès le plan d'action stratégique visant à éradiquer le racisme et à promouvoir la dignité de toutes et tous. Dans l'ensemble du système des Nations Unies, nous avons mis au point des orientations sur une approche de la lutte contre le harcèlement et l'exploitation et les atteintes sexuelles qui soit axée sur les personnes rescapées.

Le désarmement reste au centre de notre action. Alors que les dépenses militaires ont atteint 2 100 milliards de dollars, niveau le plus élevé depuis la fin de la guerre froide, nous avons soutenu les travaux intergouvernementaux visant à garantir un cyberespace sûr, sécurisé et pacifique,

“Des changements climatiques à la pandémie de COVID-19 en passant par les conflits, les membres du personnel des Nations Unies se mobilisent pour protéger les personnes les plus vulnérables, encourager l’action collective et bâtir un avenir durable pour toutes et tous.”

E. Courtenay Rattray, Chef de Cabinet

“Il faut réussir à résoudre la tension entre le court et le long terme. Tout occupés que nous sommes à relever les défis urgents d’aujourd’hui, nous ne devons cependant pas perdre de vue le temps long si l’on ne veut pas être frappés encore plus durement par le prochain choc.”

Volker Türk, Secrétaire général adjoint aux politiques

appuyé les débats d'experts sur les systèmes d'armes létaux autonomes et contribué à la mise en place d'un nouveau mécanisme intergouvernemental ayant vocation à réduire les menaces militaires dans l'espace.

Dans l'ensemble du Secrétariat, des missions de paix et du système des Nations Unies pour le développement, nous avons continué à relever les défis liés à la pandémie mondiale en rationalisant les modes de fonctionnement, en améliorant les communications et les mécanismes de gestion des ressources humaines et en renforçant les chaînes d'approvisionnement.

Plus de
35 000
membres du personnel du Secrétariat de l'ONU s'emploient à obtenir des résultats dans 8 domaines prioritaires

Développement durable

Sous la direction des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, les équipes de pays des Nations Unies œuvrent dans **162** pays et territoires en faveur de la réalisation du Programme 2030.

Paix et sécurité

50 opérations de maintien de la paix, missions politiques spéciales et bureaux d'appui sont déployés pour prévenir les conflits et appuyer les efforts de consolidation de la paix.

Développement de l'Afrique

Un appui est apporté à **54** pays pour les aider à surmonter les défis du développement et à se relever plus rapidement et de manière durable et équitable après la COVID-19.

Droits humains

Plus de 46 000 victimes de la torture ont bénéficié d'une aide à la réadaptation et **plus de 13 000** victimes de formes contemporaines d'esclavage ont reçu une assistance.

Aide humanitaire

20,3 milliards de dollars ont été mobilisés pour aider **174 millions** de personnes dans **60** pays et territoires.

Justice et droit international

En 2021, **639** traités multilatéraux concernant des questions d'intérêt mondial avaient été déposés auprès du Secrétaire général.

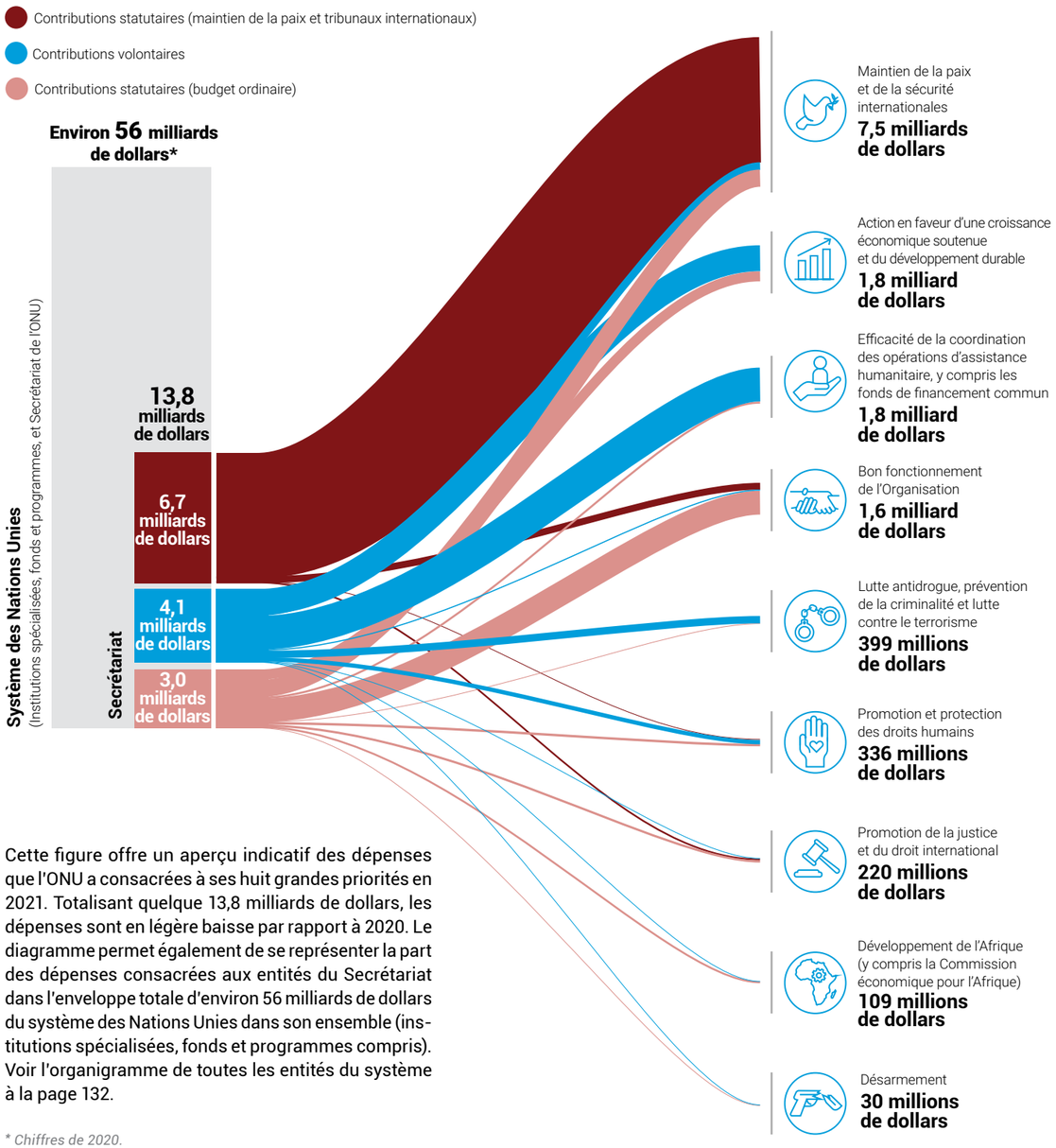
Désarmement

Des financements destinés à **104** projets liés à la maîtrise des armements au profit de **145** pays ont été mobilisés.

Drogue, criminalité et terrorisme

Plus de 14 000 points de mesure en temps réel sur les saisies de drogues individuelles dans **plus de 125** pays ont été regroupés sur une plateforme de surveillance des drogues ouverte et multisource.

DÉPENSES DANS LES GRANDS DOMAINES PRIORITAIRES EN 2021



Cette figure offre un aperçu indicatif des dépenses que l'ONU a consacrées à ses huit grandes priorités en 2021. Totalisant quelque 13,8 milliards de dollars, les dépenses sont en légère baisse par rapport à 2020. Le diagramme permet également de se représenter la part des dépenses consacrées aux entités du Secrétariat dans l'enveloppe totale d'environ 56 milliards de dollars du système des Nations Unies dans son ensemble (institutions spécialisées, fonds et programmes compris). Voir l'organigramme de toutes les entités du système à la page 132.

** Chiffres de 2020.*

Cette figure n'est présentée qu'à titre illustratif. Les exercices ne courent pas sur la même période pour le budget ordinaire (2021) et pour les opérations de maintien de la paix (2020/21). La répartition des ressources par domaine prioritaire correspond au budget-programme de l'Organisation. Les données pour le système des Nations Unies sont fondées sur des rapports indicatifs présentés au secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Pour des informations détaillées, se reporter aux états financiers audités.

Pour en savoir plus

Après avoir été longuement fermées en raison de la COVID-19, les écoles ont rouvert leurs portes dans de nombreux pays en 2021. L'accès ininterrompu à l'éducation a été au cœur des priorités de l'ONU pendant la pandémie (Gikongoro (Rwanda), décembre 2021). © Photo ONU/Martin Thaulow

Face à la pandémie de COVID-19, nous avons renforcé les moyens diagnostiques et thérapeutiques ainsi que les mécanismes d'évacuation sanitaire et la vaccination pour le personnel. Nous avons facilité un retour au bureau en toute sécurité et la mise en place de modalités de travail hybrides adaptées aux situations locales dans le monde entier. À la faveur de notre travail de communication, l'ONU s'est imposée comme une voix de premier plan dans la riposte à la pandémie. L'initiative Verified nous a ainsi permis de diffuser des informations fiables, fondées sur des données scientifiques, de renforcer la confiance dans la communication sanitaire et de combattre la pandémie parallèle de désinformation.

Dans toute notre action, nous sommes restés guidés par la Charte des Nations Unies, les cadres relatifs aux droits humains, les objectifs de développement durable et les autres engagements convenus au niveau international qui visent à assurer un avenir durable, pacifique et inclusif ainsi que la prospérité pour toutes et tous, en harmonie avec la nature, et à ne laisser personne de côté.

En ces temps troublés, l'action des Nations Unies est plus nécessaire que jamais. Nous sommes parfaitement conscients qu'adopter une attitude attentiste face aux crises, c'est trahir les peuples du monde. L'année prochaine, nous poursuivrons le travail que nous menons pour aider à renforcer la résilience et à atténuer les souffrances, tout en mettant en œuvre les stratégies à long terme exposées dans Notre Programme commun, dans le but de prévenir les crises, de gérer les risques et de bâtir un avenir durable pour toutes et tous.

La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo aide un groupe de femmes du Nord-Kivu à fabriquer des masques de protection destinés à générer des revenus et à freiner la propagation de la COVID-19 (Beni (République démocratique du Congo), mai 2021). © Photo ONU/Michael Ali

Dans le camp de déplacés de Teh, des enfants participent à une action de solidarité à l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale (Edleb (République arabe syrienne), octobre 2021). © OCHA/Ali Haj Suleiman

Zoom sur Notre Programme commun

Le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun » a été présenté à l'Assemblée générale en septembre 2021, comme suite à la résolution 75/1 contenant la déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU et à une demande des États Membres. Ce rapport expose la façon dont le Secrétaire général conçoit l'avenir de la coopération mondiale et la manière dont un multilatéralisme revitalisé pourrait être davantage efficace, inclusif et interconnecté.

Ne laisser personne de côté

- **Un nouveau contrat social ancré dans les droits humains**
- Une nouvelle ère pour **la protection sociale universelle, comprenant la couverture sanitaire et la garantie des moyens d'existence**, en faveur des 4 milliards de personnes qui en sont actuellement privées
- Renforcement de l'action en faveur **du logement convenable, de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie, et du travail décent**
- **Inclusion numérique**
- **Sommet social mondial en 2025**
- Définition **d'indicateurs venant compléter le PIB**

Protéger notre planète

- Réunion des dirigeants avant le bilan mondial prévu en 2023
- Engagement à atteindre l'objectif de 1,5 °C et à **parvenir d'ici 2050 au plus tard à une réduction à zéro des émissions**
- Déclaration **d'urgence climatique** et consécration d'un **droit à un environnement sûr, propre et sain**
- **Mesures de soutien aux pays en développement**
- Mesures d'adaptation et de résilience
- Fin de la construction de nouvelles centrales au charbon après 2021 et élimination progressive des subventions aux énergies fossiles
- **Prise en compte de l'environnement dans les modèles économiques**, mécanismes de fixation du prix du carbone et engagements crédibles de la part des acteurs financiers
- **Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020**
- **Transformation des systèmes alimentaires** aux fins de la durabilité, de la nutrition et de l'équité
- Décision de l'Assemblée générale sur la question des **menaces que font peser les changements climatiques sur le territoire** des États et sur la prévention des déplacements environnementaux, la protection des déplacés environnementaux et les solutions à apporter aux situations créées par ces déplacements

Promouvoir la paix et prévenir les conflits

- **Nouvel agenda pour la paix :**
  - Réduire les risques stratégiques (armes nucléaires, cyberguerre, armes autonomes)
  - Renforcer la prospective internationale
  - Refonder la lutte menée contre toutes les formes de violence
  - Investir dans la prévention et la consolidation de la paix, y compris le Fonds pour la consolidation de la paix et la Commission de consolidation de la paix
  - Appuyer la prévention régionale
  - Placer les femmes et les filles au cœur de la politique de sécurité
- **Utilisation pacifique, sûre et durable de l'espace extra-atmosphérique**, notamment dans le cadre d'un dialogue multipartite sur l'espace extra-atmosphérique

Respecter le droit international et faire régner la justice

- Recours aux droits humains comme moyen de **remédier aux problèmes**, y compris l'adoption d'un ensemble complet de lois antidiscriminatoires et la promotion de la participation
- Application des **droits humains** au cyberespace, aux questions nouvelles et aux nouvelles technologies
- Reconnaissance de l'**accès universel** à Internet comme droit humain
- Plus grande stabilité financière des **mécanismes de protection des droits humains**
- Garantie d'une **identité juridique pour toutes et tous**, fin de l'apatridie et protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, des réfugiés et des migrants
- Nouvelle vision de **l'état de droit**
- **Plan d'action mondial** pour le développement et l'application effective du droit international

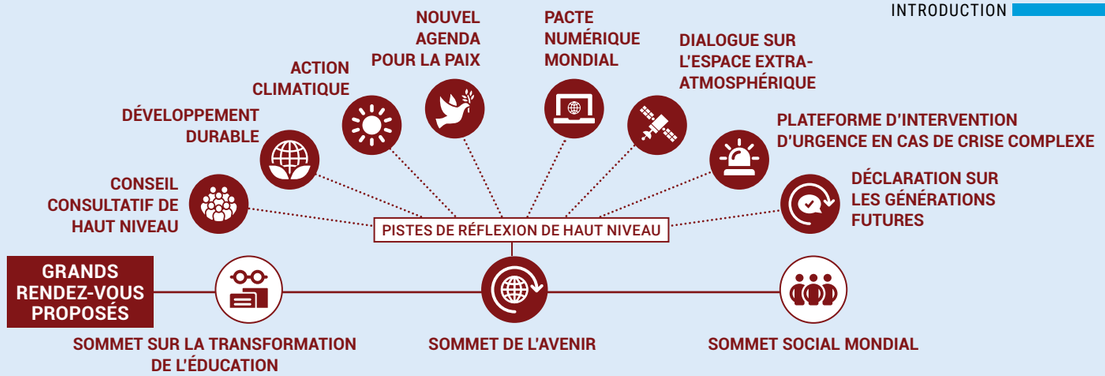
Attribuer une place centrale aux femmes et aux filles

- Abroger les lois discriminatoires à l'égard des femmes
- **Promouvoir la parité des genres**, y compris par des quotas et des **mesures spéciales**
- **Favoriser** l'inclusion économique des femmes, notamment en investissant dans les services à la personne et en apportant un appui aux entrepreneuses
- Donner la **parole aux jeunes femmes**
- Éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles, notamment au moyen d'un **plan d'intervention d'urgence**

Instaurer un climat de confiance

- **Code de conduite mondial visant à promouvoir l'intégrité de l'information publique**
- Amélioration de l'accueil du public dans les **institutions publiques et des services essentiels**
- **Campagnes nationales visant à recueillir la parole des citoyennes et citoyens,** qui seront invités à donner leur **vision de l'avenir**
- Mesures de lutte contre la **corruption** dans le cadre posé par la Convention des Nations Unies contre la corruption
- Taxe minimale mondiale sur les sociétés et impôts de solidarité
- Réforme du **système fiscal international**
- **Structure commune dédiée à l'intégrité financière et à la lutte contre les flux financiers illicites**

Pour en savoir plus



Améliorer la coopération numérique

- **Pacte numérique mondial :**
  - **Connecter toute la population à Internet**, y compris toutes les écoles
  - Éviter la fragmentation d'Internet
  - **Protéger les données**
  - **Appliquer les droits humains dans le cyberespace**
  - Prévoir une mise en jeu de la responsabilité en cas de diffusion de contenus discriminatoires et trompeurs
  - **Œuvrer à la réglementation** de l'intelligence artificielle
  - Reconnaissance des communs numériques comme biens publics mondiaux

Moderniser l'Organisation des Nations Unies

- **Conseil consultatif de haut niveau pour un multilatéralisme efficace**, dirigé par d'anciens chefs d'État et de gouvernement
- Politique à l'échelle du système qui **place les personnes au centre**, compte tenu de l'âge, du genre et des éléments de la diversité
- Accroître l'écoute, la participation et la concertation (y compris par voie numérique), dans le prolongement de la déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU et de Notre Programme commun
- **Réalisation de la parité hommes-femmes** au sein du système des Nations Unies d'ici 2028
- Rétablissement, auprès du Secrétaire général, du **Conseil consultatif scientifique**
- Les **cinq axes du changement** pour l'ONU 2.0 : innovation, données, prospective stratégique, souci du résultat, sciences comportementales

Assurer un financement durable

- **Sommet biennal entre le Groupe des Vingt, le Conseil économique et social, le Secrétaire général et les chefs des institutions financières internationales** en vue d'œuvrer à une économie mondiale durable, inclusive et résiliente, notamment par les moyens suivants :
  - **Stimuler l'investissement dans les objectifs de développement durable,** y compris au moyen d'une « **alliance de la dernière ligne droite** » visant à aider les grands oubliés des efforts déployés pour atteindre les objectifs
  - Prévoir des incitations plus souples en matière de recherche-développement
  - Remédier aux **faiblesses de l'architecture de la dette**
- Rendre le **système commercial** multilatéral plus équitable et plus résilient et revitaliser l'Organisation mondiale du commerce
- Élaborer de **nouveaux modèles d'activité**
- Améliorer le **processus budgétaire de l'ONU**

Favoriser les partenariats

- Réunions annuelles entre l'ONU et les dirigeants de toutes les **organisations régionales**
- **Renforcement** de la collaboration entre le système des Nations Unies, les institutions financières internationales et les banques régionales de développement
- Intensification des échanges avec **les parlements, les autorités infranationales et le secteur privé**
- Désignation de **points de contact avec la société civile** dans toutes les entités des Nations Unies
- Action du Bureau des Nations Unies pour les partenariats en vue de **renforcer l'accès et l'inclusion,** y compris l'accessibilité en ligne

Être à l'écoute des jeunes et travailler à leurs côtés

Jeunes

- **Supprimer les obstacles à la participation politique** et mesurer les progrès accomplis au moyen de **l'indicateur « Les jeunes en politique »**
- **Bureau des Nations Unies pour la jeunesse**
- Sommet sur la transformation de l'éducation en 2022
- **Baromètre du redressement** pour suivre l'évolution des jeunes sur le marché de l'emploi et leurs parcours professionnels
- **Coalition de grande ambition** pour la création d'emplois dans l'économie verte et l'économie numérique

Générations futures

- Sommet de l'avenir en 2023
- **Assurer une réflexion à long terme**, notamment dans le cadre d'un **Laboratoire** des Nations Unies **pour l'avenir**
- **Assurer la représentation des générations futures**, notamment en **revisitant la mission du Conseil de tutelle**, en **adoptant une Déclaration sur les générations futures** et en **désignant un(e) Envoyé(e) spécial(e) des Nations Unies pour les générations futures**

Se préparer

- **Création d'une Plateforme d'urgence** qui sera activée en cas de crise mondiale complexe
- Publication tous les cinq ans par l'ONU d'un **Rapport de prospective stratégique et d'étude des risques mondiaux**
- **Santé publique mondiale :**
  - **Établir un plan de vaccination mondial**
  - Renforcer les moyens d'action de l'Organisation mondiale de la Santé
  - Renforcer la sécurité sanitaire et la préparation aux urgences sanitaires partout dans le monde
  - Accélérer la mise au point de produits et l'accès aux technologies de la santé dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire
  - Prévoir une **couverture sanitaire universelle** et prendre en compte les déterminants de la santé

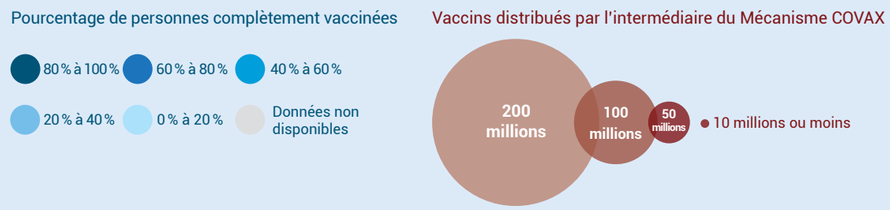
Zoom sur le Mécanisme COVAX : Accès équitable aux vaccins contre la COVID-19

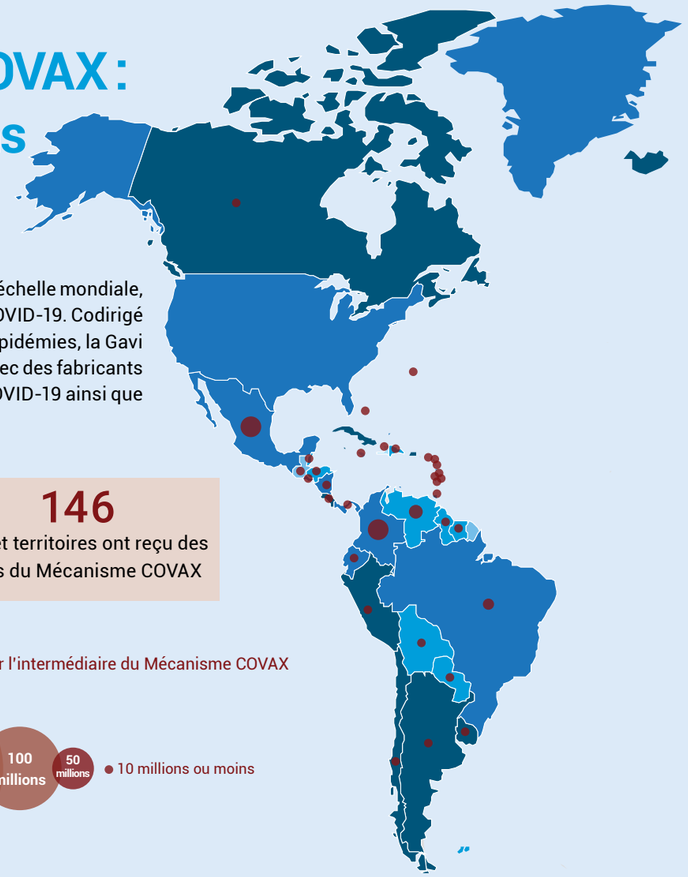
Si l'on veut pouvoir endiguer la pandémie et soutenir le relèvement à l'échelle mondiale, il est essentiel de garantir un accès équitable aux vaccins contre la COVID-19. Codirigé par la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies, la Gavi Alliance et l'ONU, le Mécanisme COVAX* s'emploie, en collaboration avec des fabricants et des partenaires, à assurer l'achat de doses de vaccins contre la COVID-19 ainsi que le transport, la logistique et le stockage.

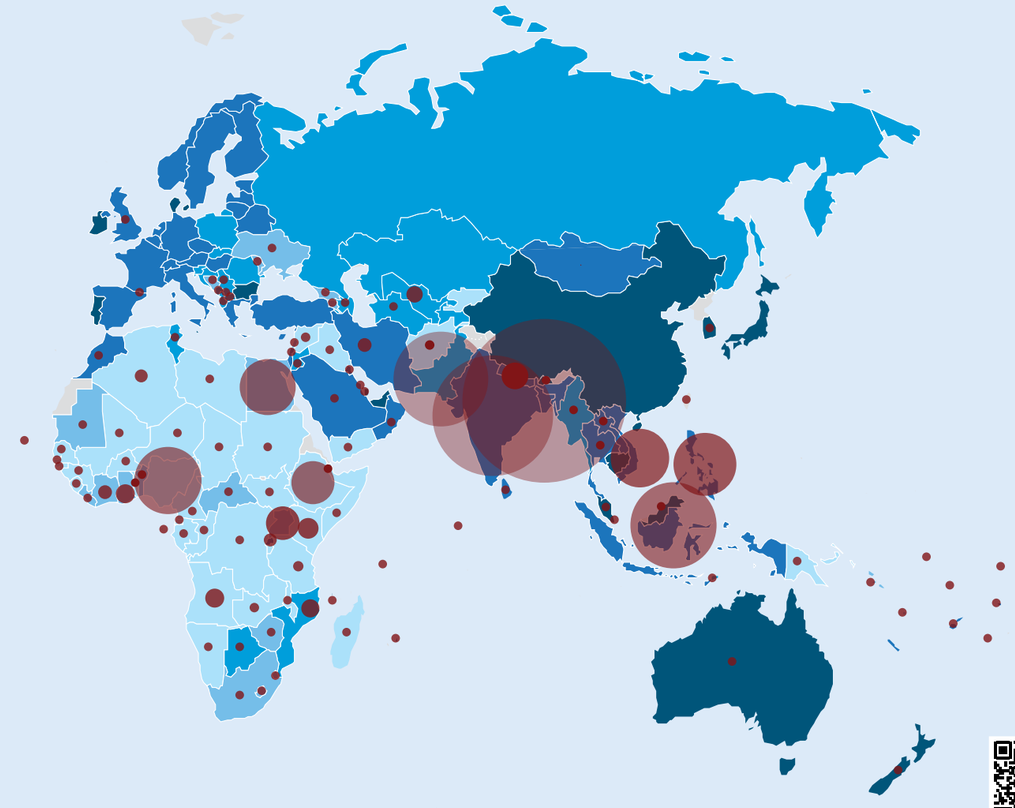
2,8 milliards
de doses ont été obtenues par le Mécanisme COVAX

1,5 milliard
de doses ont été distribuées par le Mécanisme COVAX

146
pays et territoires ont reçu des doses du Mécanisme COVAX







Pour en savoir plus

* *Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19.*

Grâce à son savoir-faire technique en matière d'approvisionnement, de logistique et de programmation, l'ONU aide un médecin à atteindre l'île de Munroe pour procéder à une séance de vaccination contre la COVID-19 (Kerala (Inde), juillet 2021). © UNICEF

Une soignante et un enfant qui vient de se faire vacciner contre la COVID-19 partagent un moment de joie (Lalitpur (Népal), novembre 2021). © UNICEF

Zoom sur le système des Nations Unies au sens large

Le Secrétariat de l'ONU fait partie du système des Nations Unies au sens large, qui compte plus de 100 entités, dont une trentaine d'organismes, fonds et programmes. Chaque année, le système des Nations Unies dépense environ 56 milliards de dollars, dont quelque 41 milliards pour l'action humanitaire et les activités de développement et 9 milliards pour les opérations de paix.

Dans le nord de l'Éthiopie, l'UNICEF travaille en étroite collaboration avec les autorités locales pour fournir des services de santé et un soutien psychosocial et mener des activités visant à réunir les familles et à prévenir la violence fondée sur le genre (Debarq (Éthiopie), août 2021). © UNICEF

ACTION DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES : CHIFFRES CLEFS DE L'ANNÉE 2021

Action climatique

6,2 millions de personnes ont bénéficié d'une aide pour leur permettre de **faire face aux risques naturels** et d'assurer un relèvement durable dans 58 pays et territoires

41 pays ont reçu un soutien destiné à favoriser la **transition vers une économie verte inclusive**

500 grandes entreprises ont rejoint **l'engagement en faveur d'une nouvelle économie du plastique**

10 000 milliards de dollars d'actifs ont été gérés par l'initiative des Nations Unies « **Net-Zero Asset Owner Alliance** »

Femmes

7,6 millions d'adolescentes dans 47 pays ont bénéficié de **services de prévention et de soins destinés à mettre fin au mariage des enfants**

Plus de 231 initiatives de réforme législative ont été soutenues, dont plus de 50 pour cent portaient sur des lois discriminatoires et 60 pour cent ont été adoptées

61 pays ont élaboré des **politiques** et des **programmes en faveur de la protection de l'emploi et du relèvement tenant compte des questions de genre**

Sécurité alimentaire

115,5 millions de personnes dans 84 pays **ont reçu une aide alimentaire**

104 pays ont bénéficié d'un soutien destiné à permettre la création de **systèmes alimentaires efficaces**, visant notamment à réduire les pertes et le gaspillage de nourriture

22 pays ont reçu un soutien visant à favoriser la **création de perspectives d'emplois décents en milieu rural** dans l'alimentation, l'agriculture et les secteurs connexes, y compris pour les femmes et les jeunes

Droits humains

19,7 millions de réfugiés, de demandeurs d'asile, de déplacés et autres personnes en situation préoccupante **ont eu accès à des services de protection**, y compris dans les domaines de la protection de l'enfance, de la prévention de la violence fondée sur le genre et de la lutte contre de tels faits

Plus de 47 400 **victimes de la torture** dans 79 pays ont reçu une aide à la réadaptation

Plus de 15 800 victimes de **formes contemporaines d'esclavage** ont reçu une assistance dans 31 pays

Paix et sécurité

50 opérations de maintien de la paix, missions politiques spéciales et bureaux d'appui ont apporté leur concours à la consolidation de la paix ainsi qu'à la prévention, à la gestion et à la résolution des conflits

Une équipe d'évaluation des Nations Unies fait le point sur les besoins humanitaires dans la région de la plaine de la Ruzizi en République démocratique du Congo (Plaine de la Ruzizi (République démocratique du Congo), février 2022). © OCHA/Antoine Lemonnier

42 pays ont bénéficié d'un soutien en matière de **prévention de l'extrémisme violent**, y compris des actions visant à mettre fin aux discours de haine dans 40 pays

71 pays ont reçu un soutien destiné à favoriser l'inclusion dans le cadre des processus politiques et des processus de paix, au moyen de la médiation, de l'appui électoral et des partenariats

Enfants

133 millions d'enfants dans 95 pays ont bénéficié de **programmes de transferts en espèces**, dont 19 millions d'enfants touchés par un conflit ou une catastrophe

48,7 millions d'enfants non scolarisés (dont la moitié sont des filles) **ont eu accès à l'éducation**, y compris 6,4 millions d'enfants en situation de déplacement et 31,7 millions d'enfants se trouvant dans des situations de crise humanitaire

Plus de 183 millions d'enfants ont bénéficié d'un soutien en matière d'**apprentissage à distance ou à domicile**

Eau propre et assainissement

16 millions de personnes ont eu accès à des **services leur permettant de disposer d'une eau propre** dans des contextes humanitaires

33,2 millions de personnes ont eu accès à de l'eau propre destinée à la boisson, à la cuisine et à l'hygiène personnelle

19,9 millions de personnes ont eu accès à des **services d'assainissement de base**

Prévention des maladies

1,5 milliard de **doses de vaccins** contre la COVID-19 **ont été distribuées** à 146 pays et territoires par l'intermédiaire du Mécanisme COVAX

Plus de 52 millions de personnes ont eu accès à des services de santé essentiels (hors COVID-19), dont la **vaccination**

Moyens de subsistance

118 pays ont reçu un soutien leur permettant d'adapter et de maintenir les **programmes de nutrition des mères et des enfants**

138 millions de travailleurs dans le monde ont bénéficié d'une protection grâce à des **mesures visant à réduire les risques de décès, de blessures et de maladies liés au travail**

200 000 personnes vivant dans des taudis et des établissements informels dans 45 pays **ont reçu une aide leur permettant d'avoir accès aux services de base**

58 pays ont reçu un soutien visant à **améliorer l'accès des ruraux pauvres** aux services, au financement, aux connaissances, aux technologies, aux infrastructures, aux marchés et aux ressources naturelles

Sources : « Measuring the UN contribution towards the SDGs: Overview of key results on the UN contribution to advance the SDGs, including through the socioeconomic response to COVID-19 » (avril 2022); et publications officielles produites par diverses entités de l'ONU.

La COVID-19 a eu des effets délétères sur l'éducation dans le monde entier. Il est essentiel de rétablir l'accès des enfants à une éducation de qualité pour pouvoir réaliser le Programme 2030 (Plaine de la Ruzizi (République démocratique du Congo), février 2022). © OCHA/Antoine Lemonnier

Action en faveur d'une croissance économique soutenue et du développement durable

PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Appui aux organes directeurs mondiaux
- Coopération internationale pour le développement
- Coopération régionale pour le développement
- Égalité des sexes et autonomisation des femmes

RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

1,8 milliard de dollars
508 millions de dollars (budget ordinaire) et
1,3 milliard de dollars (contributions volontaires)

PRINCIPAUX MANDATS

- Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, résolution 70/1 de l'Assemblée générale
- Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, résolution 69/313 de l'Assemblée générale
- Déclaration politique sur l'examen de haut niveau à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne, résolution 74/15 de l'Assemblée générale
- Répondre aux besoins prioritaires des petits États insulaires en développement grâce à la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, résolutions 74/3 et 76/203 de l'Assemblée générale
- Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, résolution 75/233 de l'Assemblée générale
- Examen du fonctionnement du système redynamisé des coordonnateurs résidents, et notamment de ses modalités de financement, résolution 76/4 de l'Assemblée générale
- Nouveau Programme pour les villes, résolution 71/256 de l'Assemblée générale
- Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés, résolution 76/258 de l'Assemblée générale

PRINCIPALES ENTITÉS

- Département des affaires économiques et sociales
- Bureau de la coordination des activités de développement
- CNUCED
- Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
- Commissions régionales
- ONU-Femmes
- ONU-Habitat
- Programme des Nations Unies pour l'environnement

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires a rassemblé des acteurs du monde entier dans l'objectif de tirer parti du potentiel que recèlent les systèmes alimentaires pour progresser dans la réalisation de tous les objectifs de développement durable (Rome, septembre 2021). © Photo ONU

LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

La pandémie de COVID-19 a eu des effets désastreux sur la vie des gens et sur l'action menée pour réaliser les objectifs de développement durable. Entre 2019 et 2021, 77 millions de personnes ont été précipitées dans l'extrême pauvreté. L'urgence climatique menace l'existence et les moyens de subsistance de nombreuses autres personnes et des générations futures. On assiste à une montée de l'instabilité dans le monde. Face à ces crises interdépendantes, il n'y a qu'une solution à l'échelle mondiale : la coopération internationale.

GRANDS OBJECTIFS

L'Organisation encourage la coopération internationale dans le cadre de programmes mondiaux porteurs de transformation, notamment le Programme 2030, l'Accord de Paris, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), la Déclaration de Copenhague sur le développement social et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social, le Programme d'action de Beijing, le Programme d'action d'Addis-Abeba, le Nouveau Programme pour les villes, le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés, le Programme d'action de Vienne et les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa). Présents dans 162 pays et territoires, les coordonnatrices et coordonnateurs résidents à la tête des équipes de pays des Nations Unies mobilisent les entités du système des Nations Unies pour le développement en vue de concrétiser les cadres de coopération arrêtés avec les gouvernements hôtes et ainsi de réaliser les objectifs de développement durable.

« Guidées par les coordonnatrices et coordonnateurs résidents, les équipes de pays des Nations Unies ont surmonté une autre année difficile, ripostant à la COVID-19 tout en préservant les objectifs de développement durable, en dispensant de meilleurs conseils aux gouvernements et générant des avantages directs pour des millions de personnes. »

Robert Piper, ancien Sous-Secrétaire général à la coordination des activités de développement

« Nous affrontons des crises interconnectées sans précédent. Si nous n'inversons pas rapidement le cours des choses, le Programme 2030 risque de devenir inatteignable. C'est une bataille que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre. »

Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Mise en œuvre du Programme 2030

L'édition 2021 du *World Economic Situation and Prospects* (Situation et perspectives de l'économie mondiale), qui était centrée sur la résilience et le relèvement dans le contexte de la COVID-19, a mis en évidence plusieurs impératifs : renforcer les finances publiques et la soutenabilité de la dette; mobiliser les investissements privés; revitaliser le commerce; lutter contre les inégalités; étendre la protection sociale; promouvoir l'action climatique; réduire la fracture numérique. Autant de priorités qui supposent un système multilatéral fort et plus efficace, capable de compléter les efforts nationaux afin de placer le monde sur une trajectoire ferme de développement durable.

Tant pour éclairer la riposte à la pandémie et en souligner l'urgence que pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, nous avons contribué à une initiative montrant que, à l'échelle mondiale, le nombre de décès excédentaires causés par la COVID-19 en 2020 et 2021 avoisinait les 15 millions, chiffre trois fois supérieur aux bilans officiels.

RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : BILAN

110 représentants gouvernementaux de haut niveau se sont réunis en 2021

42 pays ont examiné leurs progrès

276 manifestations parallèles sur les objectifs ont été organisées

Plus de 4 500 articles de presse ont été publiés sur le sujet

Un programme de prévention de la COVID-19 permet de sensibiliser les femmes et les enfants aux moyens de se protéger et de protéger les autres contre la maladie (Peace Village de Nglinggi à Klaten (Indonésie), février 2021).
© ONU-Femmes/Putra Djohan et Ali Lutfi

ACTION EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2021, qui était axé sur le relèvement après la COVID-19, a mis en évidence l'aggravation des inégalités et exhorté au renforcement du multilatéralisme et de la solidarité. De son côté, le forum de la jeunesse du Conseil économique et social a fait la preuve de son utilité. Cet espace, qui permet aux jeunes de dialoguer avec les États Membres sur les enjeux de développement, a rassemblé plus de 19 000 personnes.

La Barbade a accueilli la quinzième session quadriennale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui a débouché sur l'adoption du Pacte de Bridgetown, dont l'objet est multiple : remédier au fardeau de la dette; rendre les économies plus diversifiées, plus durables et plus résilientes; améliorer le financement du développement; réinventer le multilatéralisme afin d'affronter les défis mondiaux communs.

Pour tirer le plus grand parti des examens nationaux volontaires sur la réalisation des objectifs de développement durable, nous avons organisé trois ateliers mondiaux et cinq ateliers régionaux à l'intention des 42 pays qui présentaient leur examen en 2021.

Nous avons répondu à l'appel des États Membres en faveur de données nationales plus solides sur l'innovation dans le contexte de la COVID-19. Plus de 50 pays en développement ont participé à l'enquête 2021-2022 du Forum pour la coopération en matière de développement, ce qui nous a aidés à aligner les ressources de la coopération pour le développement sur l'action menée contre la pandémie et les efforts de relèvement.

COMITÉ DES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

Par son travail actif de communication et de diplomatie proactive, l'ONU a contribué à l'accroissement du nombre de pays membres du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. L'Angola, le Bangladesh, le Koweït, le Panama et la Slovénie sont les derniers États à avoir rejoint le Comité, ce qui porte à 100 le nombre total de membres de cette plateforme intergouvernementale et en fait l'un des organes dont la croissance est la plus rapide au sein du système des Nations Unies.

COMITÉ DES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE : ÉVOLUTION DU NOMBRE DE MEMBRES

PROGRAMME « ESPACE 2030 »

Adopté dans une résolution spécifique de l'Assemblée générale, le « Programme "Espace 2030" : l'espace comme moteur de développement durable » vise à tirer parti des possibilités qu'offre l'espace pour le développement et à aligner les politiques spatiales sur les objectifs de développement durable.

« Alors que l'espace ne cesse de gagner en importance, l'ONU reste déterminée à y faciliter un avenir durable et à en promouvoir les avantages au service d'un avenir meilleur pour toutes et tous, partout. »

Niklas Hedman, Directeur par intérim du Bureau des affaires spatiales

Accroissement du financement du développement

L'édition 2021 du *Financing for Sustainable Development Report* (Rapport sur le financement du développement durable) a montré que le relèvement mondial après la pandémie risquait d'être très inégal et indiqué qu'il fallait agir sans tarder si l'on voulait éviter de perdre une autre décennie pour le développement. Y est également soulignée la nécessité de financer les investissements dans la durabilité et la résilience.

Dans le cadre de l'Initiative pour le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après, j'ai publié une note de synthèse sur les solutions aux problèmes de liquidités et d'endettement et convoqué, conjointement avec les Premiers Ministres canadien et jamaïcain, une réunion des chefs d'État et de gouvernement sur l'architecture internationale de la dette et sur les liquidités dans le but de faire progresser la réflexion et l'action sur ces solutions. Conscient que 4,2 milliards de personnes sont dépourvues de toute forme de protection sociale et que l'économie numérique, l'économie des services à la personne et l'économie verte sont de nature à assurer une reprise riche en emplois, j'ai publié une note de synthèse sur le sujet et lancé, à l'occasion d'une réunion avec les chefs d'État et de gouvernement, l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale à l'appui d'une transition juste, initiative appuyée par l'Organisation internationale du Travail.

FONDS COMMUN POUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Depuis sa création, le Fonds commun pour les objectifs de développement durable a distribué 236 millions de dollars à des entités des Nations Unies opérant dans 117 pays et territoires. Ce financement est destiné à des programmes conjoints qui prévoient de nouveaux moyens de venir en aide aux plus vulnérables et de développer des instruments financiers en faveur des objectifs de développement durable. En 2021, le Fonds a lancé un guichet de financement réservé à 42 petits États insulaires en développement à hauteur de 30 millions de dollars.

1,7 milliard de dollars
de financements supplémentaires en faveur des objectifs ont été mobilisés par l'intermédiaire du Fonds

JOINT SDG FUND

147 millions
de personnes dans 39 pays ont accédé à la protection sociale ou ont bénéficié d'une protection étendue

Pour en savoir plus

“Il faut tirer parti du commerce, de l'investissement, de la finance et de la technologie pour lutter contre les inégalités, enrayer la crise de la dette, réduire la fracture numérique et favoriser l'adaptation aux changements climatiques, au profit notamment des pays en développement.”

Rebecca Grynspan, Secrétaire générale de la CNUCED

“Instance intergouvernementale la plus représentative de l'Asie et du Pacifique depuis 75 ans, la Commission plaide en faveur de la complémentarité des approches de développement qui restent cruciales pour la transformation régionale.”

Armida Alisjahbana, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

INVESTISSEURS MONDIAUX EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Convoquée par l'ONU, l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable, composée de dirigeants de grandes sociétés et institutions financières du monde entier, se propose d'accroître les financements et les investissements à long terme dans le développement durable et de mieux aligner l'écosystème de la finance et de l'investissement sur les objectifs de développement durable. Elle compte plusieurs réalisations à son actif : élaboration d'orientations à l'intention des propriétaires d'actifs sur l'intégration à leurs mandats des considérations de durabilité et des objectifs de développement durable; définition de paramètres alignés sur les objectifs pour huit secteurs; instauration d'une collaboration constante dans l'optique de créer un fonds de financement mixte destiné à mobiliser des capitaux au profit de projets d'infrastructure durable.

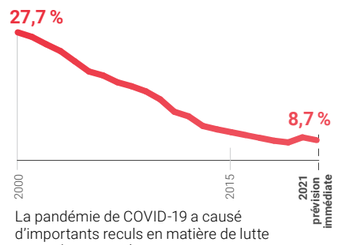
La Vice-Secrétaire générale, Amina J. Mohammed, participe à la réunion de haut niveau sur l'emploi et la protection sociale aux fins de l'élimination de la pauvreté, tenue sous l'égide de l'Initiative pour le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après (New York, septembre 2021). © Photo ONU/Eskinder Debebe

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030 : APERÇU

Les dates limites diffèrent d'un graphique à l'autre en raison des différences de fréquence dans la collecte des données relatives aux objectifs.

1 PAS DE PAUVRETÉ

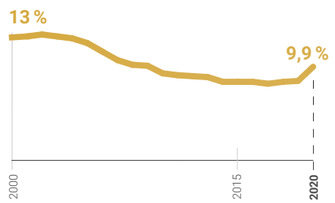
Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international (en pourcentage)



La pandémie de COVID-19 a causé d'importants reculs en matière de lutte contre la pauvreté.

2 FAIM « ZÉRO »

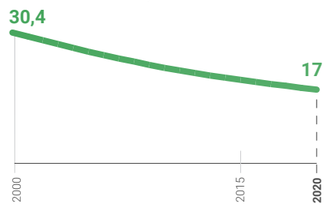
Prévalence de la sous-alimentation (pourcentage de la population)



La sous-alimentation recule dans le monde depuis l'an 2000. Les estimations sont établies par extrapolation.

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

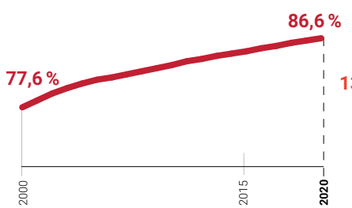
Taux de mortalité néonatale (décès pour 1 000 naissances vivantes)



Le taux de mortalité néonatale est en constante diminution.

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

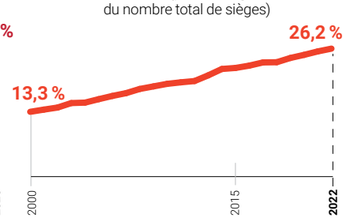
Taux d'achèvement du cycle primaire



L'accès universel et équitable à l'enseignement primaire n'est pas encore une réalité.

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

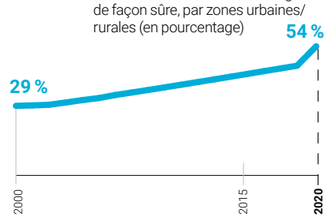
Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (pourcentage du nombre total de sièges)



D'importants progrès ont été accomplis dans la lutte contre la sous-représentation des femmes dans les parlements nationaux.

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

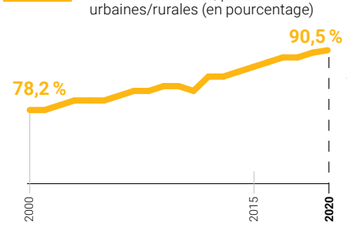
Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés de façon sûre, par zones urbaines/rurales (en pourcentage)



Aujourd'hui, davantage de personnes ont accès à des services d'assainissement gérés de façon sûre qu'en l'an 2000.

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE

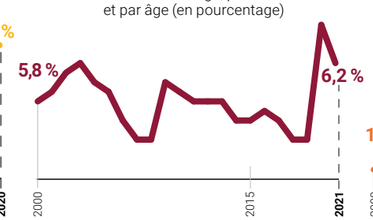
Proportion de la population ayant accès à l'électricité, par zones urbaines/rurales (en pourcentage)



La grande majorité de la population mondiale a aujourd'hui accès à l'électricité.

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

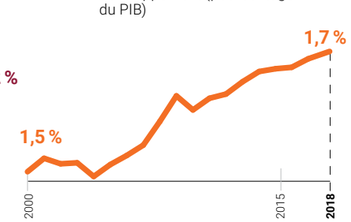
Taux de chômage, par sexe et par âge (en pourcentage)



Le chômage mondial a progressé en raison de la pandémie de COVID-19, qui a effacé les progrès accomplis au cours des 20 dernières années.

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

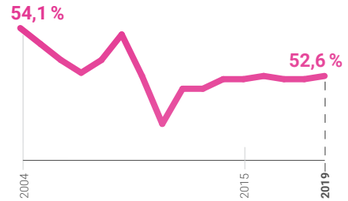
Dépenses de recherche-développement (pourcentage du PIB)



Dans le monde entier, la priorité est de plus en plus donnée à la recherche et au développement.

10 INÉGALITÉS RÉDUITES

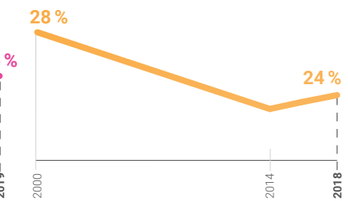
Part du travail dans le PIB (en pourcentage)



La part du travail dans le revenu national connaît une tendance à la baisse.

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

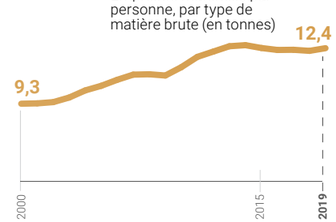
Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis (en pourcentage)



Le nombre de personnes vivant dans des établissements urbains informels diminue depuis l'an 2000.

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

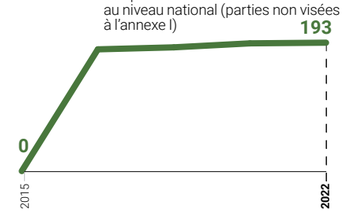
Empreinte matérielle par personne, par type de matière brute (en tonnes)



L'empreinte matérielle mondiale par personne a augmenté.

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

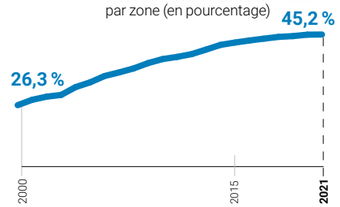
Nombre de pays ayant communiqué leur première contribution déterminée au niveau national (parties non visées à l'annexe I)



Les 191 signataires de l'Accord de Paris et l'Érythrée ont communiqué leur première contribution déterminée au niveau national.

14 VIE AQUATIQUE

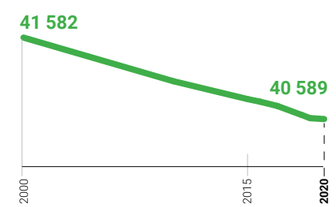
Proportion moyenne des zones marines clefs pour la biodiversité qui sont protégées ou font l'objet d'autres mesures de conservation par zone (en pourcentage)



La proportion des zones clefs faisant l'objet de mesures de conservation est en augmentation depuis 2000.

15 VIE TERRESTRE

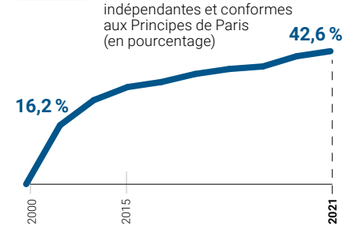
Zones forestières (en milliers de km²)



Il faut faire plus pour conserver et restaurer les forêts du monde entier.

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

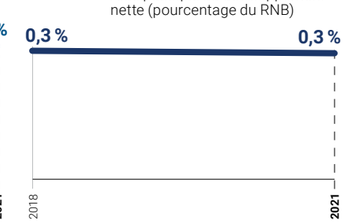
Pays disposant d'institutions nationales des droits humains indépendantes et conformes aux Principes de Paris (en pourcentage)



Moins de 50 % des pays disposent d'institutions des droits humains conformes aux Principes de Paris.

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

Aide publique au développement nette (pourcentage du RNB)



L'objectif visant à consacrer collectivement 0,7 % du revenu national brut (RNB) à l'aide au développement n'est pas encore atteint.
Source : Organisation de coopération et de développement économiques.

ACCÉLÉRATION DES PROGRÈS

Les objectifs de développement durable ne sont pas en voie d'être atteints d'ici à 2030, malgré les avancées enregistrées dans certains domaines. La pandémie de COVID-19 a ralenti le rythme des progrès, entraînant même parfois des reculs au niveau des 17 objectifs. Aussi est-il d'autant plus urgent que les États Membres et les autres partenaires contribuent à la Décennie d'action.

Pour en savoir plus

À la Foire de l'investissement en faveur des objectifs de développement durable, huit pays ont présenté aux institutions financières et aux entreprises plus de 10 milliards de dollars de possibilités d'investissement dans des domaines aussi divers que les infrastructures durables, la santé, les énergies vertes et l'agrobusiness. La Foire de l'investissement commence à s'imposer comme une plateforme permettant de présenter des projets d'investissement prêts à être engagés et aide ainsi à canaliser des ressources au profit d'investissements conformes aux objectifs de développement durable.

Ne laisser personne de côté

Conjuguée à des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité, la pandémie menace de mettre un coup d'arrêt aux progrès en matière de développement. En mars 2022, le Groupe des Nations Unies pour le développement durable a publié à l'intention des équipes de pays des Nations Unies une note sur les bonnes pratiques à suivre en vue d'aider les États Membres à tenir la double promesse de ne laisser personne de côté et d'assister les plus défavorisés en premier. L'édition 2021 du *World Social Report* (Rapport sur la situation sociale dans le monde) définit des stratégies visant à renforcer la résilience face aux chocs, à préserver les ressources naturelles et à réduire l'inégalité des chances en milieu rural. Le cinquième volume du *State of the World's Indigenous Peoples* (La situation des peuples autochtones dans le monde) a mis en évidence les inégalités auxquelles se heurtent les peuples autochtones dans l'exercice de leurs droits à la terre, aux territoires et aux ressources.

Publié en septembre 2021, Notre Programme commun avait également pour vocation de contribuer à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Y sont formulées des recommandations spécifiques sur les moyens de renforcer nos efforts communs pour que personne ne soit laissé de côté, notamment grâce à une « alliance de la dernière ligne droite » visant à aider les plus défavorisés et à stimuler l'investissement.

Un nouveau Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031 a été adopté en mars 2022. Il renouvelle les engagements pris pour ce qui est de lutter contre la pandémie, d'en inverser les effets socioéconomiques, de faire face aux changements climatiques et d'aider les pays à sortir de la catégorie des pays les moins avancés.

Pour soutenir les pays en développement sans littoral, nous avons intensifié l'application du plan d'action visant à accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne, notamment l'exécution de mégaprojets sur les énergies renouvelables et les infrastructures de transport.

Le soutien aux petits États insulaires en développement a été renforcé par la mise en œuvre d'une feuille de route sur les bureaux multipays, notamment la création en 2021 d'un bureau multipays dans les États fédérés de Micronésie, et la poursuite des travaux sur un indice de vulnérabilité multidimensionnel.

« Priorité absolue doit être donnée aux besoins des personnes les plus vulnérables. En signant le Programme d'action de Doha, nous disons au monde : la solidarité ne peut être un jeu à somme nulle. »

Heidi Schroderus-Fox, Haute-Représentante par intérim pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement

« Les urgences sanitaires, la crise climatique et les conflits frappent les villes de manière disproportionnée. Nous devons mobiliser localement pour nous remettre sur la voie d'un relèvement durable. »

Maimunah Mohd Sharif, Directrice exécutive d'ONU-Habitat

ACTION EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Certaines écoles émergent des décombres après des années de guerre. À Qaminas, cette école, encore très endommagée, a pu rouvrir ses portes grâce à son directeur et à des enseignants volontaires (Edleb (République arabe syrienne), avril 2022). © OCHA/Anwar Abdullatief

Une sculpture géante rejetant des plastiques collectés dans le bidonville de Kibera a accueilli les 1 500 représentantes et représentants de 193 pays réunis dans le cadre de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement pour débattre d'un traité mondial sur les plastiques (Nairobi, février 2022). © PNUE

ACTION EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action climatique

À la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Glasgow, les États Membres se sont engagés à redoubler d'efforts pour limiter l'augmentation des températures à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels et pour atteindre l'objectif de réduire à zéro les émissions nettes d'ici à 2050. Ils se sont également engagés à réduire progressivement le nombre de centrales au charbon dépourvues de dispositif d'atténuation et à éliminer peu à peu les subventions inefficaces aux combustibles fossiles. Nous militons à présent pour que les pouvoirs publics et le secteur privé tiennent parole et assurent une transition crédible, rapide et juste vers les énergies renouvelables. Pour appuyer ces efforts, nous avons coordonné, en amont de la vingt-sixième session, cinq tables rondes régionales consacrées aux enjeux et aux perspectives liées à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les États Membres ont également exhorté les pays développés à multiplier au moins par deux, entre 2019 et 2025, les financements destinés à aider les pays en développement à s'adapter aux changements climatiques. Notant qu'il est urgent de rattraper le retard pris dans la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris, la Conférence des Parties a invité le Secrétaire général à réunir les dirigeants mondiaux en 2023 pour faire le point sur les ambitions à l'horizon 2030.

Les jeunes jouent un rôle clef dans la lutte contre la crise climatique. Ils sont expressément visés dans la sixième édition du *Global Environment Outlook* (Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial), qui propose des outils et des informations qui doivent permettre de construire un avenir plus durable.

La Commission de statistique a adopté un ensemble mondial de statistiques et d'indicateurs sur les changements climatiques, ainsi que le Système de comptabilité environnementale et économique pour les écosystèmes, cadre essentiel pour mesurer la contribution de la nature à l'économie et soutenir les solutions fondées sur la nature.

Sachant que 37 % des rejets de gaz à effet de serre proviennent de la production alimentaire, j'ai demandé l'organisation du premier Sommet sur les systèmes alimentaires, en septembre 2021, qui a préparé le terrain pour la transformation des systèmes alimentaires mondiaux en vue de favoriser le relèvement après la pandémie de COVID-19 et de nous aider à atteindre les objectifs de développement durable.

« Il est de notre responsabilité de remédier à la triple crise planétaire causée par les changements climatiques, la perte de diversité biologique et la pollution. Pour y arriver, il nous faut sauvegarder ce sur quoi repose l'ensemble du programme de développement durable : l'environnement. »

Inger Andersen, Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement

En ce qui concerne la réduction des risques de catastrophe, l'édition 2021 du *Global Assessment Report: Special Report on Drought* (Bilan mondial sur la réduction des risques de catastrophe : rapport spécial sur la sécheresse) propose une analyse du caractère systémique de la sécheresse et de ses effets sur les existences et les écosystèmes. Ce rapport a contribué à l'évaluation des risques, notamment dans les États arabes ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le dialogue de haut niveau sur l'énergie, que nous avons organisé en septembre 2021, a débouché sur l'annonce, par les pouvoirs publics, les entreprises et autres organisations, de plus de 150 pactes pour l'énergie et sur la prise de nouveaux engagements à hauteur de plus de 400 milliards de dollars. J'ai également présenté un plan d'action mondial pour que toutes et tous aient accès à de l'énergie propre d'ici à 2030 (objectif de développement durable n° 7), plan qui pose les grands jalons de cette action.

La deuxième Conférence mondiale sur les transports durables, tenue sous forme hybride en octobre 2021, a été l'occasion de considérer le transport durable comme un moyen essentiel pour atteindre les objectifs de développement durable et les objectifs de l'Accord de Paris.

Zoom sur l'égalité des genres

La pandémie a fait apparaître de profondes inégalités structurelles, inversé le cours de décennies de progrès en matière de participation des femmes au marché du travail, accru le nombre de femmes vivant dans l'extrême pauvreté et accentué la vulnérabilité des femmes et des filles à la violence.

Nous avons mené un travail de mobilisation pour prévenir et combattre la violence fondée sur le genre et aider les personnes rescapées, en renforçant les investissements dans les systèmes de protection sociale et en mettant en œuvre des programmes complets et porteurs de transformation grâce à notre partenariat avec l'Union européenne dans le cadre de l'Initiative Spotlight, initiative phare qui s'inscrit dans le prolongement des réformes du système des Nations Unies pour le développement. Dans les pays participant à cette initiative, le nombre de condamnations pour violence fondée sur le genre a doublé et nous avons sensibilisé 1,3 million d'hommes et de garçons à la masculinité positive, débloqué 48 millions de dollars au profit de la société civile et d'organisations de femmes sur le terrain, et renforcé les plans d'action nationaux visant à éliminer la violence contre les femmes et les filles dans plus de 30 pays. En outre, le fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes a contribué au financement de projets d'une valeur de près de 74 millions de dollars au profit de plus de 41 millions de personnes.

Notre enquête représentative à l'échelon national sur la COVID-19 et la violence à l'égard des femmes nous a permis de faire entendre la voix des femmes âgées et de mettre en évidence les conséquences de la pandémie sur leurs conditions de vie. Grâce à la base de données COVID-19 Global Gender Response Tracker et aux 78 évaluations rapides de l'incidence de la pandémie sur les femmes et les filles, plus de 20 pays ont adopté des politiques tenant compte des questions de genre.

Nous avons lancé un plan d'application des recommandations formulées par l'Équipe spéciale de haut niveau chargée de la question du financement de la promotion de l'égalité des genres. Les objectifs de ce plan sont multiples : renforcer la prise en compte des questions de genre dans les fonds de financement commun; intégrer l'égalité des genres dans les plans stratégiques et les cadres budgétaires; harmoniser à l'échelle du système les rapports sur les budgets en faveur de l'égalité des genres; élargir l'utilisation du marqueur de l'égalité des genres.

Nous avons amélioré l'intégration des considérations de genre dans nos activités de développement. Plus de 60 % des équipes de pays des Nations Unies ont recours au marqueur de l'égalité des genres pour suivre les progrès réalisés dans ce domaine. Par ailleurs, 113 des 130 équipes de pays ont indiqué mettre en œuvre un ou plusieurs programmes conjoints axés sur l'égalité des genres.

Marquant le vingt-cinquième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing, le Forum Génération Égalité a débouché sur la prise d'engagements ambitieux en matière de politiques, de programmes et de sensibilisation, ainsi que sur l'annonce d'engagements financiers à hauteur de 40 milliards de dollars.

Grâce au programme Les femmes comptent, nous avons soutenu neuf enquêtes et renforcé les systèmes de données nationaux en vue d'accroître la production d'indicateurs tenant compte des questions de genre dans le suivi de la réalisation des objectifs de développement durable.

Afin de garantir un lieu de travail sûr à notre personnel, nous avons élaboré des orientations sur une approche de la lutte contre le harcèlement sexuel dans le système des Nations Unies qui soit centrée sur les personnes rescapées.

“Lorsque nous favorisons la résilience et les droits des femmes et investissons dans ces domaines, nous construisons à la fois les défenses de demain et les ressources d'aujourd'hui.”

Sima Bahous, Directrice exécutive d'ONU-Femmes

INITIATIVE SPOTLIGHT

Malgré une recrudescence mondiale des violences fondées sur le genre pendant la pandémie de COVID-19, l'Initiative Spotlight a permis de continuer de faire des progrès notables sur la voie de l'élimination de la violence contre les femmes et les filles.

Initiative Spotlight
Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles

Pour en savoir plus

130 millions
de personnes ont été touchées grâce à des campagnes menées dans plus de 29 langues

Plus de 1,6 million
de femmes et de filles ont eu accès à des services de protection contre les violences fondées sur le genre

198
lois ou politiques sur les violences à l'égard des femmes ont été signées ou renforcées dans 41 pays

5 000
condamnations ont été prononcées contre des auteurs de violences fondées sur le genre en 2021, soit plus du double par rapport à 2020

Plus de 1,3 million
d'hommes et de garçons ont participé à des programmes et à des activités transformatrices sur le genre visant à promouvoir une masculinité positive en 2021

Plus de 2,5 millions
de jeunes ont participé à des programmes scolaires et extrascolaires destinés à promouvoir des normes, attitudes et comportements respectueux de l'égalité des genres depuis 2019

179 millions de dollars
ont été versés à des organisations de la société civile (49 % de fonds consacrés à des activités) depuis le lancement de l'Initiative

Des femmes participent à une manifestation sur le thème « Combattre la violence politique contre les femmes » (Mouaqqar (Jordanie), décembre 2021). © ONU-Femmes/Ye Ji Lee

Appui régional

Dans toutes les régions, il existe désormais des plateformes de collaboration qui permettent de mieux soutenir les pays, en fonction de leur demande. Par ailleurs, des avancées ont été réalisées dans plusieurs domaines : la mobilisation en temps utile d'experts et de savoir-faire par l'intermédiaire de centres régionaux de gestion des connaissances; le renforcement de la cohérence de l'architecture des données relatives aux objectifs de développement durable; l'élaboration de stratégies opérationnelles régionales destinées à soutenir les initiatives visant à obtenir des gains d'efficience. Il est rendu compte des réalisations obtenues dans les rapports sur les résultats présentés par les plateformes.

Les progrès se poursuivront dans les années à venir, l'objectif général étant d'assurer le déploiement optimal de nos actifs régionaux pour répondre à la demande des équipes de pays en temps réel et ainsi favoriser la réalisation des objectifs de développement durable.

Les forums régionaux pour le développement durable organisés chaque année par les cinq commissions régionales ont offert l'occasion de réfléchir à la manière de reconstruire en mieux après la pandémie de COVID-19 tout en mettant en œuvre le Programme 2030 et de préparer les contributions régionales au forum politique de haut niveau.

“Les écarts se sont creusés en matière d'accès aux vaccins, de financement et de capacités de redressement économique. Les pays à revenu intermédiaire sont touchés de manière disproportionnée. Nous avons besoin d'une accélération des efforts et d'un multilatéralisme efficace pour transformer le modèle de développement actuel.”

Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

“Nous avons l'obligation d'offrir à nos enfants un avenir de promesses. Le devoir de ne pas les accabler de nos échecs, car nos échecs d'aujourd'hui sont leurs crises de demain.”

Rola Dashti, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

“Avec les répercussions économiques et financières multiformes de la guerre en Ukraine, qui viennent s'ajouter à la crise climatique et à la pandémie prolongée de COVID-19, la région paneuropéenne se trouve à un moment crucial pour le développement durable.”

Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe

ACTION EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La protection du bien-être et des droits des enfants est au cœur de l'action que mène l'ONU pour faire progresser la réalisation des objectifs de développement durable (Terekeka (Soudan du Sud), avril 2021). © Photo ONU/Gregorio Cunha

Zoom sur le Système des Nations Unies pour le développement

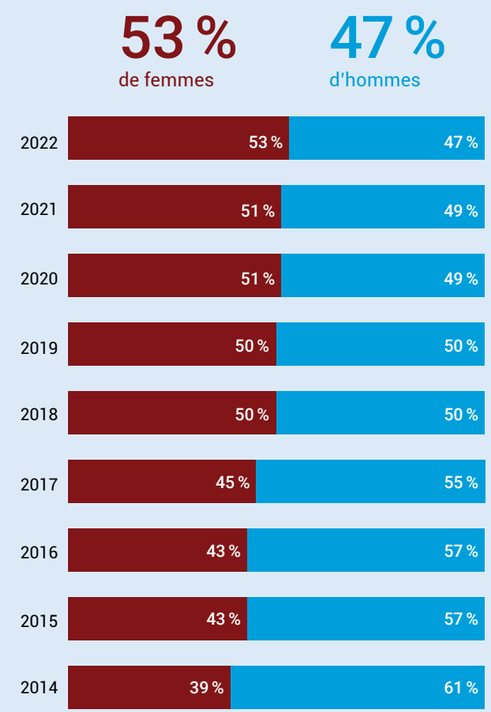
Face à la complexification des défis mondiaux, une nouvelle génération d'équipes de pays des Nations Unies, placée sous la direction redynamisée, indépendante et impartiale du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, a vu le jour. Les ressources des Nations Unies sont ainsi déployées de façon optimale pour aider les pays à sauver les objectifs de développement durable et réaliser le Programme 2030.

Fortes d'un système de coordination du développement plus solide, les équipes de pays sont désormais en mesure d'obtenir des résultats à plus grande échelle. Plus intégrée et plus efficace, notre action dépasse les approches sectorielles et tire un meilleur parti de l'expertise de l'ensemble du système. Les gouvernements hôtes sont gagnants lorsque les entités des Nations Unies collaborent mieux et peuvent apporter des solutions intégrées conformes aux priorités des pays.

Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ainsi que leurs équipes améliorent leurs capacités de direction, de coordination et de mobilisation. Près de 90 % des gouvernements hôtes déclarent que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents dirigent efficacement les équipes de pays dans l'exécution de leur mandat, tandis que 92 % indiquent que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont assuré une riposte sanitaire, humanitaire et socioéconomique cohérente face à la pandémie. Le succès du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents a été confirmé en 2021 lors de l'examen par l'Assemblée générale de son fonctionnement et de son financement. Pour soutenir les efforts visant à atteindre les objectifs de développement durable, il sera essentiel d'assurer un financement suffisant et prévisible du système des Nations Unies pour le développement.

Une fillette de huit ans fait ses devoirs dans un espace adapté pour les enfants déplacés (Hérat (Afghanistan), décembre 2021).
© OCHA/Sayed Habib Bidell

COORDONNATRICES ET COORDONNATEURS RÉSIDENTS : UN SYSTÈME PARITAIRE AU BÉNÉFICE DES PAYS



89 % déclarent que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents dirigent efficacement les équipes de pays des Nations Unies

92 % disent que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont piloté une riposte cohérente face à la pandémie de COVID-19

96 % indiquent que les cadres de coopération assurent l'adéquation entre l'appui apporté par l'ONU et les priorités définies au niveau national

85 % s'accordent à dire que le personnel des équipes de pays des Nations Unies dispose de l'ensemble des capacités et compétences nécessaires pour soutenir le développement du pays

87 % disent que la riposte socioéconomique du système des Nations Unies pour le développement face à la COVID-19 a été rapide

Résultats de l'enquête menée auprès des pays participant à l'examen quadriennal complet 2021 des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies.

LUTTE CONTRE LA COVID-19 ET RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : L'AIDE DE L'ONU

162 pays et territoires ont reçu un soutien permettant de sauver les objectifs

17 milliards de dollars ont été consacrés aux activités opérationnelles de développement

77 millions de tonnes d'émissions de dioxyde de carbone ont été évitées grâce à des initiatives en matière d'énergie propre menées avec le concours de l'ONU

95 millions de dollars d'accords d'investissement commercial ont été facilités grâce à un appui aux accords Sud-Sud

138 millions de travailleurs et de travailleuses ont été protégés contre les décès, les accidents et les maladies liés au travail

183 millions d'enfants ont bénéficié d'un soutien visant à favoriser l'accès à l'apprentissage à distance

Séance du Conseil de sécurité
au Siège de l'ONU (New York, avril 2022).
© Photo ONU/Manuel Elías

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Appui aux organes directeurs mondiaux
- Prévention, gestion et règlement des conflits
- Appui à la consolidation de la paix
- Politiques, évaluation et formation
- Protection des civils
- État de droit et institutions chargées de la sécurité
- Assistance électorale

RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

7,5 milliards de dollars
862 millions de dollars (budget ordinaire),
6,3 milliards de dollars (budgets des opérations de maintien de la paix, 2020/2021)
et 385 millions de dollars (contributions volontaires)

PRINCIPAUX MANDATS

- Restructuration du pilier Paix et sécurité de l'Organisation des Nations Unies, résolutions 72/199 et 72/262 C de l'Assemblée générale
- Consolidation et pérennisation de la paix, résolution 72/276 de l'Assemblée générale et résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité, résolution 75/201 de l'Assemblée générale et résolutions 2558 (2020) et 2594 (2021) du Conseil de sécurité
- Les femmes et la paix et la sécurité, résolutions 1325 (2000) et 2493 (2019) du Conseil de sécurité
- Les enfants et les conflits armés, résolutions 1612 (2005) et 2427 (2018) du Conseil de sécurité
- Violences sexuelles en période de conflit armé, résolutions 1820 (2008) et 2467 (2019) du Conseil de sécurité
- Les jeunes et la paix et la sécurité, résolutions 2250 (2015), 2419 (2018) et 2535 (2020) du Conseil de sécurité
- Sûreté et sécurité du personnel de maintien de la paix, résolution 2518 (2020) du Conseil de sécurité
- Cessation des hostilités dans le contexte de la pandémie de COVID-19, résolution 2532 (2020) du Conseil de sécurité
- Étude d'ensemble des missions politiques spéciales, résolution 75/100 de l'Assemblée générale

PRINCIPALES ENTITÉS

- Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
- Département des opérations de paix
- Opérations de maintien de la paix, missions politiques spéciales et bureaux d'appui

Les soldats de la paix des Nations Unies effectuent des patrouilles pour protéger les populations locales (Ménaka (Mali), juin 2021).
© MINUSMA/Gema Cortes

LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

L'environnement de paix et de sécurité dans lequel opère l'ONU est le résultat d'un faisceau convergent de menaces : le caractère évolutif des conflits; l'urgence climatique; l'absence de règlementation du cyberespace; l'intensification de la compétition géostratégique. Les effets de la pandémie continuent de se faire sentir, exacerbant les vulnérabilités et les facteurs de conflit existants et entravant le bon fonctionnement de l'architecture mondiale de sécurité collective. Il en résulte une remise en question de la capacité de l'ONU à répondre aux menaces, à prévenir, gérer et atténuer les conflits et à remplir sa mission de paix. Ces tendances sont à l'œuvre depuis un certain temps, et la guerre en Ukraine n'a fait que les accentuer. Comme je le préconise dans Notre Programme commun et dans mon appel à l'action en faveur des droits humains, il est crucial de renouveler l'engagement en faveur du multilatéralisme et de la Charte pour relever ces défis.

GRANDS OBJECTIFS

L'ONU soutient les États Membres en menant un ensemble d'activités dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, conformément aux principes énoncés dans la Charte et aux mandats de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Par notre action dans le domaine politique et en matière de rétablissement, de consolidation et de maintien de la paix, nous œuvrons en faveur de la prévention des conflits et répondons aux conflits et aux crises politiques au fur et à mesure qu'ils surviennent. L'Organisation s'emploie également à faire progresser la participation des femmes et des jeunes aux processus politiques et aux processus de paix, à prévenir et à combattre les violences sexuelles liées aux conflits, les violations des droits de l'enfant dans le contexte des conflits armés et l'exploitation et les atteintes sexuelles et, plus largement, à prévenir le génocide et les autres atrocités criminelles.

“À l'échelle mondiale, nous consacrons beaucoup plus d'énergie et de moyens à la gestion des conflits qu'à leur prévention. Il nous faut revoir la définition de nos priorités et l'affectation de nos ressources et investir davantage dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix.”

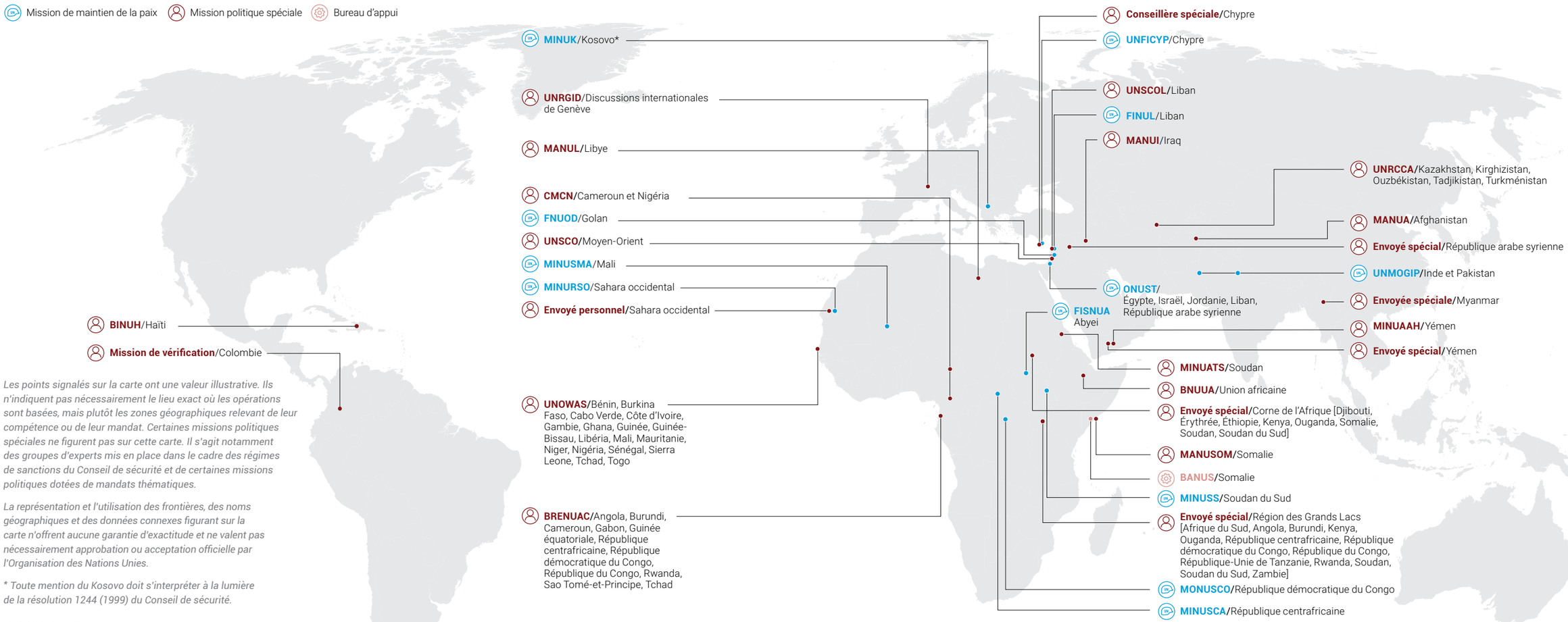
Rosemary A. DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix

“Malgré l'accroissement des tensions à l'échelle mondiale et la complexification des conflits, nos missions continuent de s'employer à trouver des solutions politiques et à instaurer une paix durable. Transformer le maintien de la paix pour faire en sorte que les opérations soient plus innovantes et plus efficaces est une priorité absolue.”

Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint aux opérations de paix

MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX, MISSIONS POLITIQUES SPÉCIALES ET BUREAUX D'APPUI



Les points signalés sur la carte ont une valeur illustrative. Ils n'indiquent pas nécessairement le lieu exact où les opérations sont basées, mais plutôt les zones géographiques relevant de leur compétence ou de leur mandat. Certaines missions politiques spéciales ne figurent pas sur cette carte. Il s'agit notamment des groupes d'experts mis en place dans le cadre des régimes de sanctions du Conseil de sécurité et de certaines missions politiques dotées de mandats thématiques.

La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur la carte n'offrent aucune garantie d'exactitude et ne valent pas nécessairement approbation ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

** Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.*

ACRONYMES

BANUS	Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie
BINUH	Bureau intégré des Nations Unies en Haïti
BNUUA	Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
BRENUAC	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale
CMCN	Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MANUI	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
MANUL	Mission d'appui des Nations Unies en Libye
MANUSOM	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie
MINUAAH	Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda
MINUATS	Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo*
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNMOGIP	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan
UNOWAS	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
UNRCCA	Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale
UNRGID	Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève
UNSCO	Bureau du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient
UNSCOL	Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban

En plus des missions énumérées ici, un envoyé personnel du Secrétaire général participe aux efforts de rétablissement de la paix au Mozambique.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Prévention, gestion et règlement des conflits

Face à la dégradation continue de l'environnement mondial de paix et de sécurité, l'ONU a redoublé d'efforts pour prévenir, gérer et régler les conflits et pour promouvoir une paix durable, notamment par le truchement de ses 38 bureaux et missions politiques spéciales et de ses 12 opérations de maintien de la paix. Mes représentants et envoyés spéciaux sont intervenus auprès des parties aux différents conflits en vue de parvenir à des cessez-le-feu et à des règlements politiques durables. Au Yémen, mon envoyé spécial a aidé à négocier une trêve de deux mois applicable dans tout le pays, qui a permis à la fois de réduire considérablement la violence et d'ouvrir les voies du dialogue. En Libye, les bons offices ont continué de contribuer grandement à faciliter un règlement du conflit qui soit dirigé et contrôlé par les Libyens en soutenant les efforts faits pour organiser des élections nationales, tandis qu'en Haïti, ils ont favorisé l'instauration d'un espace de dialogue après l'assassinat du Président, Jovenel Moïse. En Afghanistan, notre action a consisté à promouvoir des institutions de gouvernance inclusives, les droits humains, en particulier les droits des femmes et le droit des filles à l'éducation, et la lutte contre le terrorisme, ainsi qu'à coordonner les efforts engagés pour faire face à la crise bancaire et à la crise de liquidités.

En Ukraine, l'ONU a continué de soutenir les efforts diplomatiques déployés dans le cadre du format Normandie et du Groupe de contact trilatéral dirigé par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, conformément à la résolution 2202 (2015) du Conseil de sécurité. Face à la montée des tensions, elle a appelé à la désescalade et à l'utilisation de la voie diplomatique pour répondre aux préoccupations légitimes et aux questions en suspens, dans le respect de la Charte. Après le déclenchement de la guerre en Ukraine, nous n'avons eu de cesse de réaffirmer notre soutien à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du pays conformément à la Charte et de rappeler la nécessité de respecter le droit international et de rendre des comptes. Nous avons soutenu le peuple ukrainien par une aide humanitaire et notamment par des efforts diplomatiques visant à assurer un accès humanitaire sans entrave, la protection urgente des civils et l'évacuation en toute sécurité des civils pris au piège dans les zones de combat, y compris dans le cadre d'une opération menée conjointement par l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge pour évacuer les personnes de Marioupol. Nous avons également pris une part active aux négociations destinées à faciliter la libre exportation de céréales, d'autres produits alimentaires et d'engrais afin d'aider à affronter la crise alimentaire mondiale. Ce travail a débouché sur la conclusion de l'Initiative sur les céréales en mer Noire, signée le 22 juillet 2022 sous les auspices de l'ONU par l'Ukraine, la Fédération de Russie et la Türkiye. Nous avons entretenu un dialogue étroit avec les dirigeants en vue de régler le conflit. Conformément à la Charte, l'Organisation a continué de soutenir l'activité diplomatique déployée pour que les parties engagent des négociations et un dialogue de bonne foi. Nous avons également mis en place le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière pour faire face aux effets de la guerre sur l'approvisionnement alimentaire et énergétique mondial, les chaînes logistiques et les marchés financiers, dans un contexte déjà marqué par les fortes tensions socio-économiques liées aux répercussions de la pandémie de COVID-19 et de l'urgence climatique.

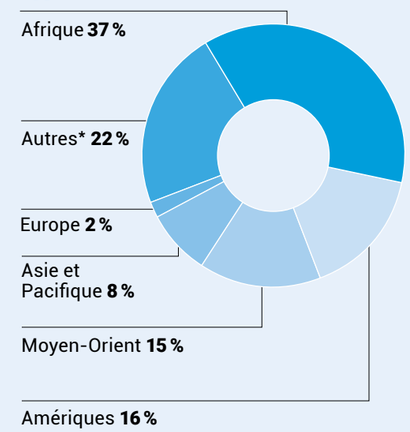
APPUYER LA MÉDIATION

Plus de 120
occasions de médiation ont été soutenues

27
contextes différents

L'appui a porté sur plusieurs domaines : conception des processus de médiation; égalité des genres et inclusion; élaboration de constitutions; cessez-le-feu et arrangements en matière de sécurité

Nous apportons un appui dans les régions suivantes :



** Missions non spécifiques à telle ou telle région, principalement liées au renforcement des capacités.*

Le partenariat étroit que nous avons noué avec les organisations régionales demeure crucial. Au Soudan, nous avons travaillé de concert avec l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement en vue de trouver une solution pacifique à la crise provoquée par le coup d'État d'octobre 2021 en soutenant la restauration de l'ordre constitutionnel. En République centrafricaine et au Soudan du Sud, nous avons collaboré avec l'Union africaine et les organismes régionaux sur les accords de paix, les transitions politiques et les processus de réconciliation. Dans la région des Grands Lacs, mon envoyé spécial a aidé à organiser le dixième sommet du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.

L'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général et sa stratégie de mise en œuvre Action pour le maintien de la paix Plus ont progressé. Nous avons reconfiguré nos capacités de maintien de la paix pour en renforcer la souplesse et la réactivité. En République démocratique du Congo, nous nous sommes efforcés de désamorcer les tensions liées aux changements intervenus dans la coalition gouvernementale et avons soutenu la préparation des élections et la participation des femmes à la vie politique.

Nous avons travaillé avec les États Membres à promouvoir la participation politique des groupes traditionnellement exclus de la prise de décision. Nous avons ainsi soutenu les femmes dirigeantes en Asie centrale et contribué à l'instauration d'un climat de confiance entre communautés par l'élaboration de supports mettant à l'honneur de jeunes acteurs du changement au Kosovo*.

Dans des contextes autres que les missions, notre action s'est poursuivie. Au Myanmar, depuis que les militaires ont pris le pouvoir en février 2021, mes envoyés spéciaux successifs ont œuvré à résoudre la crise en collaboration avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Dans le Pacifique, nous avons soutenu l'application de l'Accord de paix de Bougainville.

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, mon représentant spécial a appuyé les efforts de prévention des conflits et de pérennisation de la paix, notamment par la promotion de transitions politiques inclusives, en collaboration avec les organisations régionales et d'autres partenaires. Un nouveau coordonnateur spécial pour le développement au Sahel a été nommé afin d'améliorer la coordination et d'accroître la disponibilité des ressources destinées à mettre en œuvre la stratégie intégrée des Nations Unies

Le Secrétaire général, António Guterres, lors de son déplacement en Ukraine (Région de Kyïv (Ukraine), avril 2022).
© Photo ONU/Eskinder Debebe

** Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999).*

pour le Sahel. Cette nomination s'est traduite par l'annonce d'une contribution de 1,6 milliard de dollars pour la sous-région, qui sera distribuée par l'intermédiaire du Thriving Sahel Fund. La stratégie a fait l'objet d'un recalibrage pour mieux répondre à l'évolution des besoins et des priorités des populations et des gouvernements des pays du Sahel et pour renforcer la cohérence, la coordination et l'efficacité de la réponse collective aux crises à travers trois grands domaines d'appui : la gouvernance, la résilience et la sécurité.

Protection des civils

L'Organisation a continué de contribuer à la protection des civils en agissant pour prévenir et régler les conflits, pour faire progresser les droits humains et l'état de droit, ainsi que pour favoriser les opérations humanitaires. Au Mali, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et à Abyei, nous nous sommes employés à renforcer les systèmes d'alerte et d'intervention rapides pour protéger les civils. La violence contre les civils au Soudan du Sud a reculé en 2021, la mission des Nations Unies ayant établi 116 bases opérationnelles temporaires et permis l'accroissement des patrouilles et l'engagement de consultations politiques locales. Un examen des mesures visant à atténuer les dommages causés aux civils dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations Unies a permis de formuler des recommandations, l'objectif étant d'éviter les dommages susceptibles d'être occasionnés par les opérations.

NOS ACTIVITÉS DE MAINTIEN DE LA PAIX

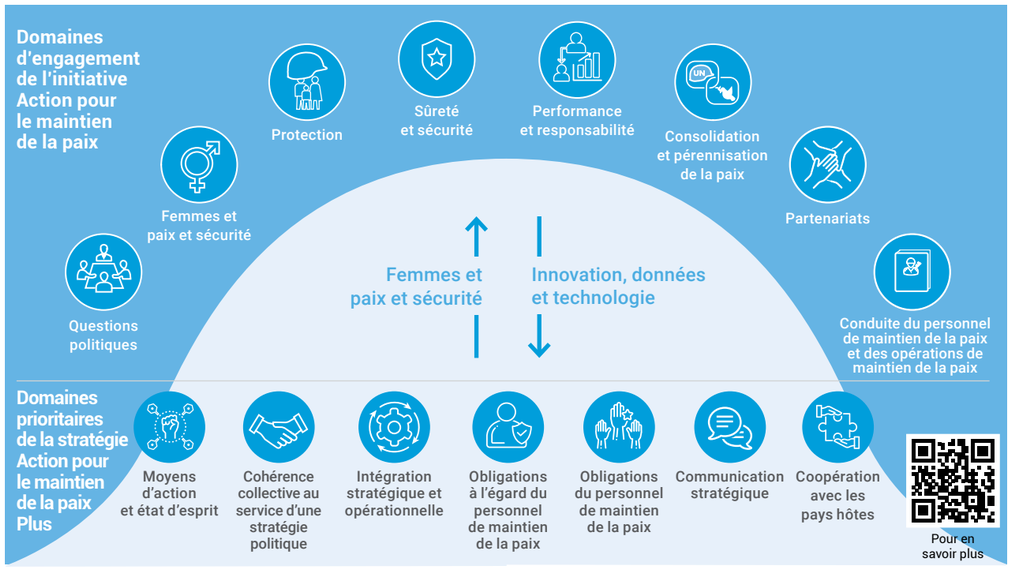
Plus de 87 000
soldats de la paix

6 800
femmes soldates de la paix

12
opérations de paix

Plus de 120
pays fournisseurs de personnel de maintien de la paix en tenue

INITIATIVE ACTION POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET STRATÉGIE ACTION POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX PLUS



Trois soldates de la paix appartenant à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (Djouba, février 2021).
© Photo ONU/Gregorio Cunha

Zoom sur les femmes et la paix et la sécurité

Le renforcement de la participation pleine, égale et véritable des femmes à la prise de décision reste une priorité essentielle. Au Soudan, pour améliorer la prise en compte des questions de genre dans les processus de paix et les processus politiques, la mission des Nations Unies a adopté une stratégie en plusieurs volets qui a contribué à ce que les femmes représentent 30 % des participants aux consultations de paix organisées au début de 2022. Les efforts concertés de nos missions en Colombie, au Mali, en République centrafricaine et au Soudan du Sud ont également favorisé la plus large participation des femmes aux comités de paix locaux, au suivi des accords de paix et aux organes décisionnels de transition. En République démocratique du Congo, la mission des Nations Unies a aidé les femmes à cartographier les menaces et les risques en matière de protection, ce qui a renforcé nos efforts de protection tenant compte des questions de genre. Le dialogue systématique du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient avec les artisanes de la paix a contribué à la signature par 200 Palestiniennes et Israéliennes, le 21 mai 2021, d'une déclaration commune appelant à la fin immédiate du conflit, la première initiative de ce genre en plus de 10 ans.

En 2021, l'ONU s'est attachée à favoriser la participation véritable des femmes par la représentation des femmes dans les délégations des parties, par l'organisation de consultations régulières avec les organisations féminines de la société civile et par la mobilisation d'experts en matière de genre dans les processus de paix à Bougainville et à Chypre, ainsi que dans les discussions internationales de Genève, le dialogue libyen et les travaux de la Commission constitutionnelle syrienne.

Des femmes parlementaires votent lors de l'élection présidentielle du 15 mai 2022 (Mogadiscio, mai 2022).
© Photo ONU/Fardosa Hussein

Avec le concours du Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire, plus de 7 000 représentantes de la société civile du Burundi, de l'Iraq, de l'Ouganda et de l'État de Palestine ont participé activement aux mécanismes de prise de décision ou de prévention des conflits et aux actions d'intervention, ce qui a permis d'éviter ou de régler par une médiation ou un renvoi plus de 14 900 conflits communautaires. En outre, 104 femmes appartenant à des organisations de défense des droits des femmes en Afghanistan, au Libéria, au Mali et au Soudan du Sud ont participé activement soit aux processus de paix officiels soit à la mise en œuvre des accords de paix, y compris au suivi de l'application des dispositions relatives à l'égalité des genres.

En mars 2022, les femmes occupaient 48 % des postes de chefs et de chefs adjoints de mission. Les objectifs fixés pour 2021 dans le cadre de la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue pour la période 2018-2028 ont été dépassés dans toutes les catégories, à l'exception de celle des contingents, où un effort supplémentaire, notamment de la part des pays fournisseurs, est nécessaire pour progresser encore.

NOTRE ACTION EN FAVEUR D'UNE REPRÉSENTATION ÉGALE

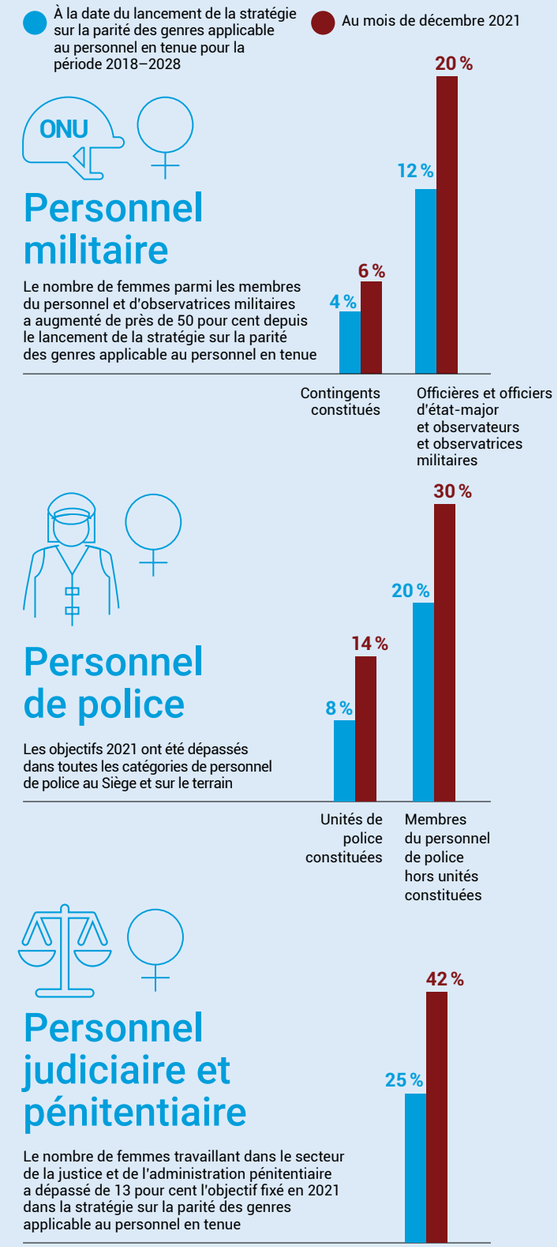
33 %
des envoyés, représentants et conseillers du Secrétaire général sont des femmes

50 %
des membres du Comité consultatif de haut niveau chargé des questions de médiation sont des femmes

43 %
des membres du personnel des équipes de médiation de l'ONU sont des femmes

19 %
des négociateurs et des délégués pour les processus de paix dirigés et codirigés par l'ONU sont des femmes

PARITÉ DES GENRES PARMI LE PERSONNEL EN TENUE



Appui à la consolidation de la paix

La Commission de consolidation de la paix a rassemblé l'ONU et ses partenaires pour soutenir la consolidation de la paix dans 13 pays et régions, dont la Colombie, la République centrafricaine, la Sierra Leone et les Grands Lacs.

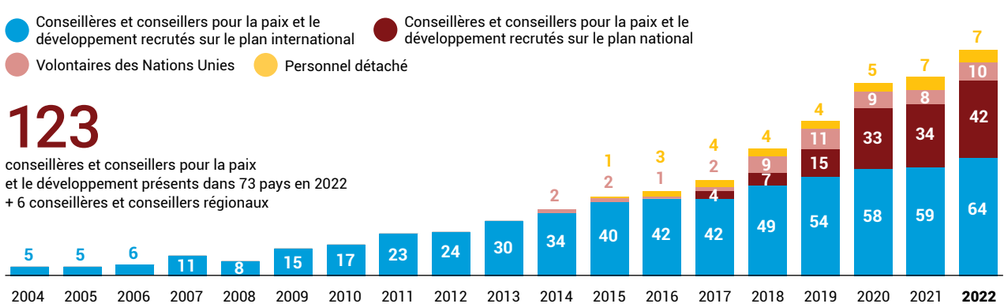
À une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale tenue en avril 2022, il a été confirmé que la consolidation de la paix était une responsabilité essentielle des Nations Unies et qu'un financement suffisant était indispensable à une paix durable.

En 2021, le Fonds pour la consolidation de la paix a approuvé un montant record de 195 millions de dollars pour des programmes visant à soutenir des mesures à l'échelle du système dans 31 pays, contribuant directement aux objectifs de développement durable. Plus d'un tiers des investissements ont été consacrés à des pays où les missions des Nations Unies sont en transition, afin de permettre aux équipes de pays des Nations Unies de renforcer leurs opérations.

En 2021, près de la moitié des investissements du Fonds pour la consolidation de la paix ont porté sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. La part des artisanes de la paix participant aux réunions de la Commission de consolidation de la paix est passée de 68 % en 2020 à 74 % en 2021.

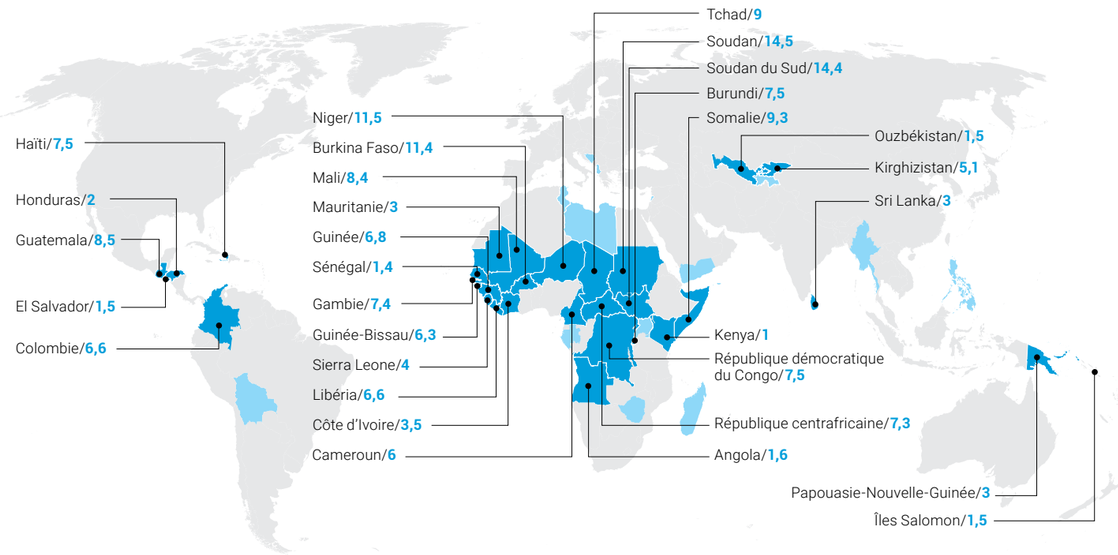
Une femme qui a perdu ses parents pendant le conflit armé interne au Guatemala a bénéficié d'une aide dans le cadre d'un projet sur la justice transitionnelle financé par le Fonds pour la consolidation de la paix (San Juan Cotzal (Guatemala), mars 2021). © Photo ONU/Carlos Paredes

PRÉVENTION DES CONFLITS : LA CONTRIBUTION DES CONSEILLÈRES ET CONSEILLERS POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT



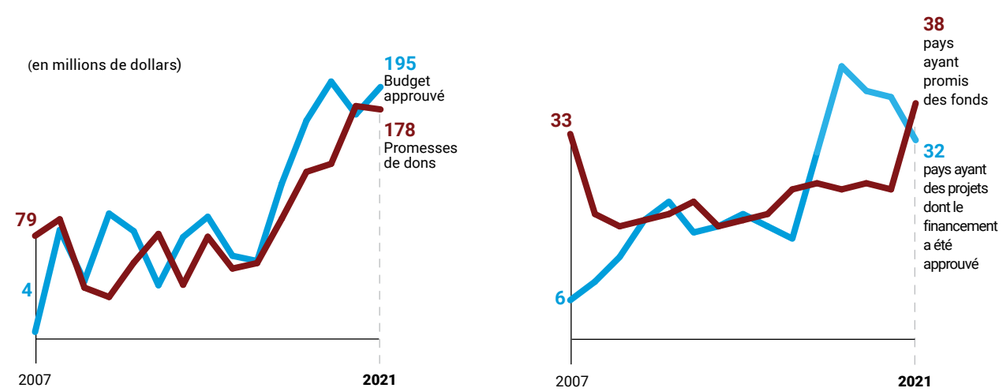
Les conseillères et conseillers pour la paix et le développement sont déployés dans le cadre du Programme conjoint du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du PNUD.

FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX : SOUTIEN À 31 PAYS



Le tracé définitif de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud n'a pas encore été arrêté. Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, ne valent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.

FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX : UN PORTEFEUILLE, DES DONATEURS ET UNE PORTÉE EN PLEINE EXPANSION



Assistance électorale

Entre la pandémie de COVID-19, la désinformation et la violence à l'égard des femmes en politique, les États Membres ont dû naviguer entre bien des écueils sur le plan électoral. Grâce à l'assistance technique électorale et à la diplomatie préventive, l'Organisation a continué à renforcer la capacité des pays à organiser des élections crédibles et pacifiques. Nous avons également consolidé les partenariats avec les organisations régionales, notamment en apportant une assistance à l'Organisation de la coopération islamique et à la Ligue des États arabes en matière de bases de données électorales, en aidant l'Union africaine à élaborer des lignes directrices en matière d'assistance électorale, et en organisant des sessions de formation électorale avec la Communauté d'Afrique de l'Est.

En Iraq, nous avons soutenu la participation des femmes à la vie politique et les mesures visant à lutter contre la violence à l'égard des candidates. Les femmes ont remporté 29 % des sièges aux élections législatives, un taux supérieur au quota de 25 % qui avait été fixé.

État de droit et institutions chargées de la sécurité

Près de 10 000 membres de la police des Nations Unies travaillant dans 15 missions et dans d'autres environnements ont apporté un soutien opérationnel et un appui en matière de renforcement des capacités et de développement pour consolider les capacités policières nationales. Nous avons soutenu les institutions judiciaires et pénitentiaires, notamment sur les questions de responsabilité pénale. Plus de 500 personnes ont ainsi été jugées pour des crimes graves au Mali, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. En République centrafricaine, le premier procès devant la Cour pénale spéciale s'est ouvert. Nous avons également amélioré la sécurité des prisons pour les détenus à haut risque ainsi que les conditions de détention dans les zones de conflit.

L'assistance à la gouvernance et à la réforme du secteur de la sécurité a aidé les pays à mieux protéger leurs citoyens. Notre nouveau corps permanent de spécialistes de la réforme du secteur de la sécurité a apporté un soutien rapide au Burkina Faso, à la République démocratique du Congo et à la Somalie.

Plus de 12 millions de personnes dans 34 pays et territoires ont bénéficié des activités de lutte contre les mines coordonnées par l'ONU.

Pour empêcher le recrutement et le réengagement d'individus, y compris de jeunes, dans les groupes armés, nous nous sommes employés à faire reculer la violence de proximité et à gérer les armes et les munitions. Dans le but de contribuer à l'action menée en matière de pérennisation de la paix, nous avons soutenu le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants.

NOS ACTIVITÉS D'ASSISTANCE ÉLECTORALE

47
États Membres et territoires ont bénéficié d'une assistance électorale

9
pays soutenus étaient sous mandat du Conseil de sécurité

25
élections et référendums ont fait l'objet d'une assistance, notamment en Albanie, en Arménie, en Équateur, en Éthiopie, au Honduras, au Mexique, au Niger, en Nouvelle-Calédonie, en Ouzbékistan et en Zambie

22
évaluations des besoins menées

18
missions consultatives effectuées

Affaires du Conseil de sécurité

En 2021, le Secrétariat a aidé le Conseil de sécurité à retrouver le rythme de travail qu'il avait avant la pandémie. Il a ainsi facilité 164 séances publiques ou privées, 67 consultations et 147 visioconférences. Il a également soutenu l'adoption par le Conseil de 57 résolutions et de 24 déclarations de la présidence et continué d'apporter un appui aux organes subsidiaires du Conseil, notamment aux comités des sanctions et aux groupes de travail.

NOS ACTIVITÉS D'APPUI À L'ÉTAT DE DROIT ET AUX INSTITUTIONS DE SÉCURITÉ

Plus de 10 000
membres de la police des Nations Unies affectés au renforcement des capacités de police nationales

Plus de 800 000
engins explosifs enlevés ou détruits dans le cadre des programmes de lutte antimines de l'ONU

Plus de 500
personnes jugées pour crimes graves au Mali, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud

760
km² de terres déclarées exemptes de contamination par les engins explosifs dans les pays où l'ONU mène des activités de lutte antimines

À une séance du Conseil de sécurité sur la situation en Colombie, le Conseil a entendu un exposé du Secrétaire général sur la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie et participé à un projet de réalité virtuelle créé par l'ONU (New York, janvier 2022). © Photo ONU/Manuel Elías

Les enfants et les conflits armés, la violence contre les enfants, les violences sexuelles liées aux conflits et la prévention du génocide

Un nombre croissant d'enfants ont été victimes de violences. En 2021, 23 982 violations attestées ont été commises contre des enfants par des forces gouvernementales et des groupes armés non étatiques, y compris ceux désignés comme groupes terroristes par le Conseil de sécurité. La violence sexuelle demeure largement sous-déclarée. Les enfants handicapés et les enfants déplacés sont particulièrement vulnérables. Au Mali et au Yémen, la Représentante spéciale pour la question des enfants et des conflits armés et l'ONU ont signé avec les groupes armés des plans d'action visant à faire cesser et à prévenir les violations graves contre les enfants. Au Niger, la Représentante spéciale chargée de la question de la violence contre les enfants est intervenue auprès des parties prenantes pour protéger les enfants et promouvoir un accès équitable aux services requis. Plus de 12 200 enfants ont été libérés des rangs de forces ou groupes armés et ont bénéficié d'une aide pour se réinsérer dans la société.

L'aggravation des crises croisées sur les plans politique et humanitaire et en matière de sécurité a exacerbé les violences sexuelles liées aux conflits. Plus de 3 200 faits de ce type ont été confirmés par l'ONU en 2021, soit environ 800 de plus qu'en 2020, mais la sous-déclaration chronique persiste en raison de la stigmatisation, de l'insécurité, de la crainte des représailles et de l'insuffisance de services. La Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit a mis au point un ensemble de dispositions législatives types et des orientations sur les enquêtes et les poursuites en matière de violences sexuelles liées aux conflits et signé un cadre de coopération avec l'Union interparlementaire afin de promouvoir la conception et l'application de lois nationales qui renforcent la protection de toutes les personnes touchées ou menacées par de tels faits.

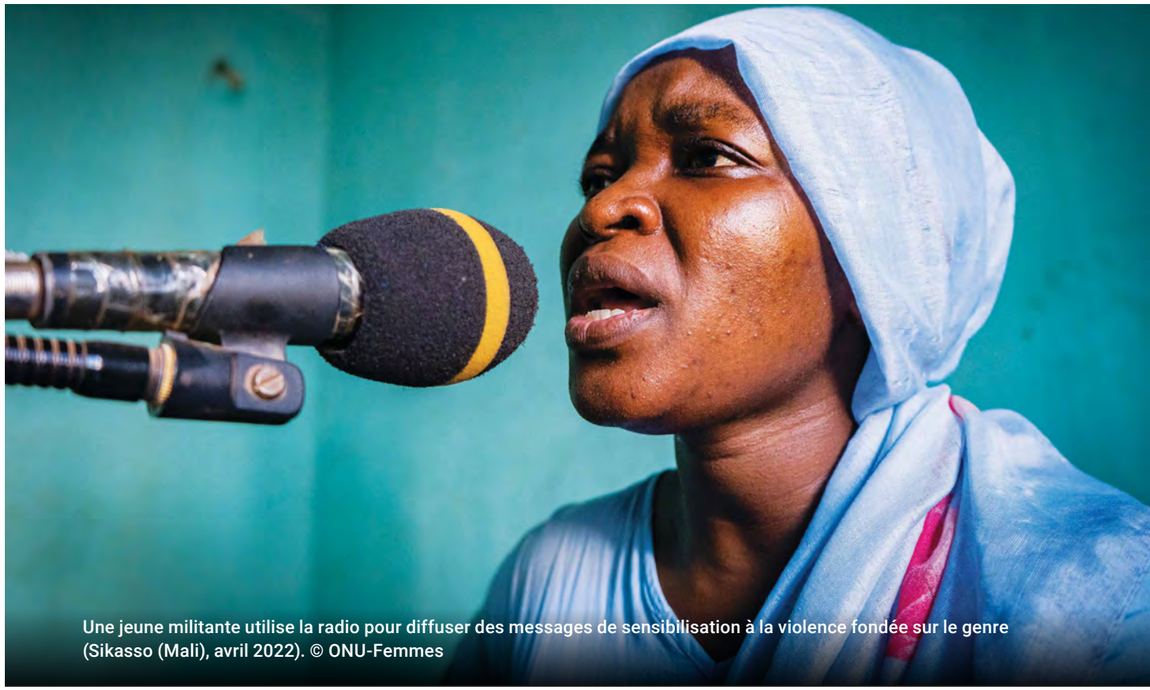
Dans le cadre de l'action que nous menons pour prévenir le génocide et les autres atrocités criminelles, nous avons organisé une conférence interministérielle sur la lutte contre les discours de haine par l'éducation, engagé un dialogue avec les chefs religieux sur les discours de haine liés à la COVID-19 et soutenu l'application à l'échelle du système de la Stratégie et du Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine. Nous avons également soutenu l'African Scholar Studies' Forum et une initiative asiatique visant à élaborer des programmes d'études sur le génocide dans les universités africaines et asiatiques.

“La communauté internationale a démonté le mythe insidieux de l'inévitabilité de la violence sexuelle pendant les conflits. À nous désormais de démontrer, par une action proactive de protection et d'autonomisation, que cette violence est effectivement évitable.”

Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit

“Par un mélange d'engagement concret, de collaboration et de détermination, la communauté internationale démontre que la protection des enfants contre les conflits armés est essentielle à la construction de sociétés pacifiques, résilientes et prospères.”

Virginia Gamba de Potgieter, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés



Une jeune militante utilise la radio pour diffuser des messages de sensibilisation à la violence fondée sur le genre (Sikasso (Mali), avril 2022). © ONU-Femmes

“Les enfants ne naissent pas haineux. Ils apprennent à l'être. Nous devons être attentifs aux discours de haine, qui peuvent être déshumanisants et conduire à des atrocités criminelles.”

Alice Wairimu Nderitu, Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide

“Des millions d'enfants sont laissés pour compte. Il est plus que jamais nécessaire d'investir dans la prévention de la violence contre les enfants. Les enfants font partie intégrante des solutions. C'est en leur donnant les moyens d'agir qu'on accélérera la réalisation des objectifs de développement durable.”

Dr. Najat Maalla M'jid, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants

Des agricultrices dans le nord du Sénégal reçoivent une formation au pilotage de drones, ce qui facilitera l'inspection de leurs champs et améliorera leur productivité (Richard-Toll (Sénégal), avril 2021).
© ONU-Femmes/Yulia Panevina

Développement de l'Afrique

PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Coordination de la mobilisation mondiale et appui apporté aux initiatives de développement de l'Union africaine
- Coordination régionale et appui apporté aux initiatives de développement de l'Union africaine
- Activités d'information et de sensibilisation à l'appui des initiatives de développement de l'Union africaine
- Coopération régionale au service du développement économique et social en Afrique

RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

109 millions de dollars

97 millions de dollars (budget ordinaire) et 12 millions de dollars (contributions volontaires) (y compris pour la Commission économique pour l'Afrique)

PRINCIPAUX MANDATS

- Cadre du nouveau partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique, résolution 71/254 de l'Assemblée générale
- Mécanisme de suivi des engagements pris en faveur du développement de l'Afrique, résolution 66/293 de l'Assemblée générale
- Déclaration politique sur les besoins de développement de l'Afrique, résolution 63/1 de l'Assemblée générale
- Mettre fin aux conflits en Afrique, résolution 2457 (2019) du Conseil de sécurité
- Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, résolution 73/335 de l'Assemblée générale
- Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, résolution 57/7 de l'Assemblée générale
- Déclaration de Victoria Falls sur la Décennie d'action et de réalisation des Nations Unies pour le développement durable en Afrique, E/HLPF/2020/3/Add.1, annexe
- Application des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique, résolution 73/336 de l'Assemblée générale
- Renforcer l'ONU : un programme pour aller plus loin dans le changement, résolution 57/300 de l'Assemblée générale

PRINCIPALES ENTITÉS

- Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique
- Commission économique pour l'Afrique
- Département de la communication globale

Le personnel soignant a été à l'avant-garde de la riposte de l'Afrique face à la COVID-19. Le relèvement après la pandémie pourrait être l'occasion de renforcer les investissements dans les services essentiels (Butaro (Rwanda), décembre 2021). © ONU/Martin Thaulow

LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

L'Afrique, qui compte actuellement quelque 1,4 milliard d'habitants, devrait représenter près d'un quart de la population mondiale d'ici à 2050. Le succès du continent est essentiel pour l'action mondiale en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable. Alors que le continent sort de la pandémie, il est crucial de considérer le relèvement comme une occasion d'accélérer les progrès en matière de développement, en se concentrant sur les domaines qui ont un effet multiplicateur pour amener des changements porteurs de transformation.

GRANDS OBJECTIFS

L'ONU promeut le développement durable et la paix en Afrique en contribuant à accélérer la mise en œuvre intégrée du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Pour ce faire, nous prenons en considération les dimensions économique, sociale et environnementale du développement et les liens qui existent entre la paix, la sécurité, les droits humains et le développement. Nous agissons également en faveur de l'intégration régionale et de la coopération internationale sur le continent.

« L'énergie est le dénominateur commun entre tous les domaines de développement en Afrique. Il est indispensable de réaliser l'accès universel à l'énergie pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063. »

Cristina Isabel Lopes da Silva Monteiro Duarte, Conseillère spéciale pour l'Afrique

« L'Afrique veut avoir davantage voix au chapitre dans les décisions qui façonnent la finance mondiale. Les économies africaines font face à une multitude de défis. Le continent a fait preuve d'une grande résilience, mais il faut investir et instaurer une confiance mutuelle pour se relever et construire en mieux l'avenir. »

Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Pour soutenir le relèvement de l'Afrique après la COVID-19, nous avons mis l'accent sur la mobilisation des ressources nationales, facteur déterminant pour la réalisation du Programme 2030. Nous avons formulé des recommandations spécifiques pour transformer le secteur extractif en moteur du développement durable, réduire les flux financiers illicites et en faire des sources de financement en faveur du développement. Nous avons également sensibilisé à la nécessité de soumettre les agences de notation à des normes internationales objectives, compte tenu de l'influence de ces sociétés sur la capacité des pays d'Afrique à assurer le service de leur dette.

Dans le cadre du dialogue de haut niveau sur l'énergie, nous avons facilité une approche coordonnée pour utiliser les investissements dans l'énergie comme accélérateurs de la réalisation des objectifs de développement durable. Les parties prenantes ont convenu de rechercher des initiatives axées sur l'énergie susceptibles de déclencher des progrès et d'accroître la résilience des pays d'Afrique grâce à l'amélioration des services sociaux et de la protection sociale, à la création d'emplois et de perspectives au profit des jeunes, des femmes et des filles d'Afrique, à l'industrialisation, à l'adaptation aux changements climatiques et à la transition numérique.

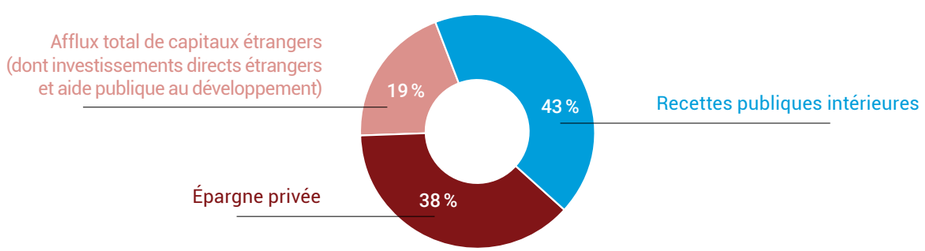
Nous avons développé de nouvelles connaissances sur la façon dont les déficiences dans la prestation des services publics peuvent devenir des causes profondes de la violence et recensé les obstacles qui sapent la fourniture des services publics. En coopération avec le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, nous avons travaillé à l'élaboration de solutions axées sur l'Afrique pour renforcer la gouvernance comme outil de prestation de services publics et de développement.

Nous avons également continué à ouvrir des espaces pour les voix africaines au sein de l'ONU. Le Réseau africain de connaissances et le Réseau des think tanks africains ont été lancés dans le but d'accroître la participation des experts africains aux discussions intergouvernementales. Nous avons organisé la première conférence universitaire sur l'Afrique à l'ONU.

ACCÉLÉRATEURS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'AFRIQUE

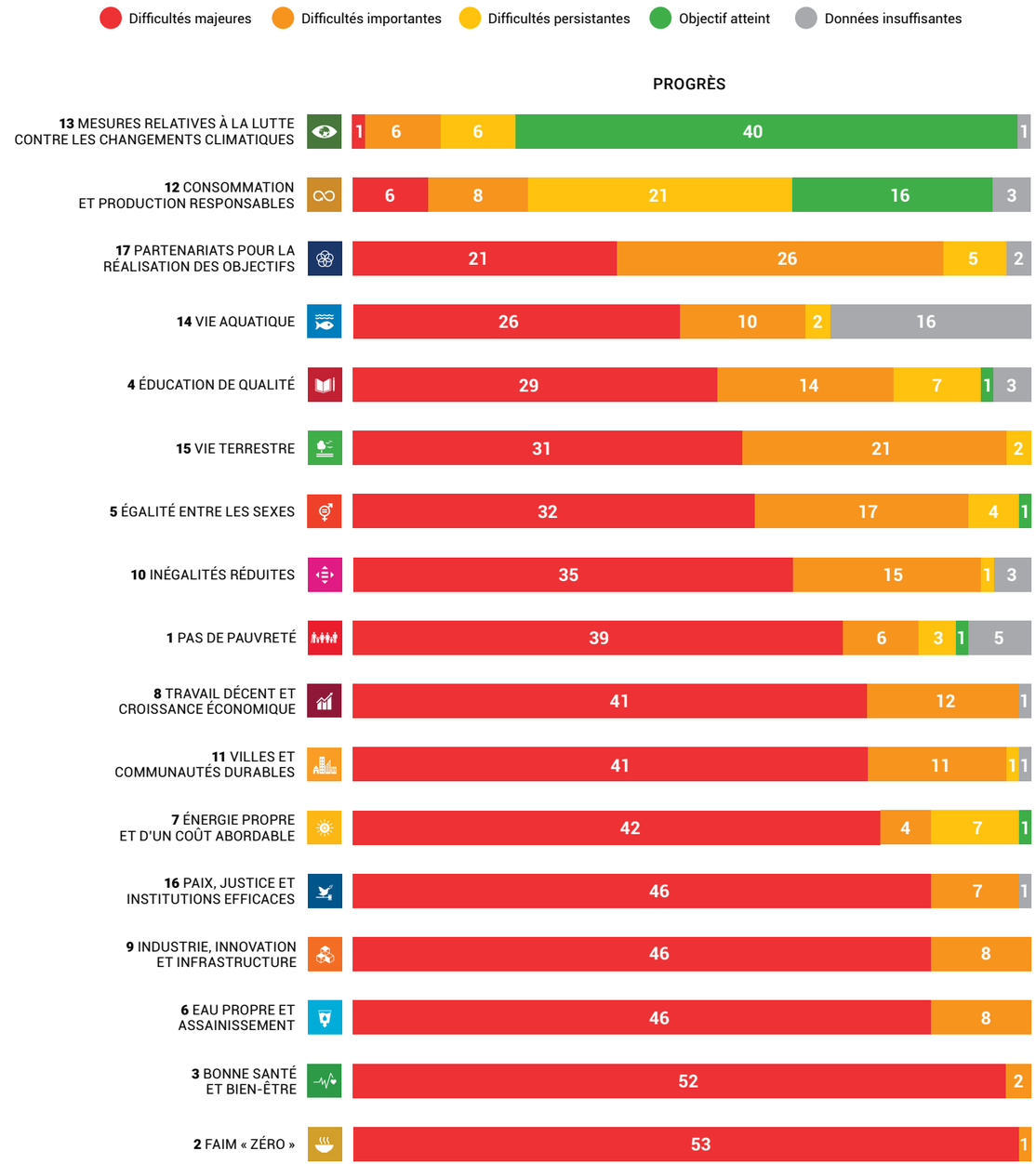
Pour accélérer le développement durable en Afrique, il faut tirer parti des actifs immatériels, qui se répartissent en trois catégories. Les « leviers » sont les conditions préalables pouvant permettre à l'Afrique de brûler les étapes vers la quatrième révolution industrielle (notamment l'éducation et le développement des compétences axés sur les secteurs concernés et l'existence d'institutions et de cadres normatifs efficaces). Les « moteurs » sont les éléments déclencheurs ayant un effet multiplicateur pour stimuler le développement global (par exemple, les investissements dans l'énergie). Enfin, les « facteurs qui changent la donne » désignent les éléments qui peuvent déterminer le succès ou l'échec des efforts réalisés en matière de développement (par exemple, la bonne mobilisation des ressources nationales).

MOBILISATION DES RESSOURCES NATIONALES : UN ÉLÉMENT CLEF DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE



Les dernières données sur les recettes publiques des 54 pays du continent remontent à 2018.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES 54 PAYS D'AFRIQUE



Zoom sur le système des Nations Unies et l'Afrique

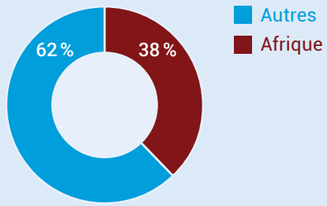
AFRIQUE : LARGE PRÉSENCE ET FORT INVESTISSEMENT DE L'ONU

Plus de 76 600
membres du personnel civil travaillent en Afrique

Plus de 62 000
membres du personnel en tenue sont déployés en Afrique

36 %
du personnel du Secrétariat est originaire d'Afrique

Part dans les dépenses totales du système des Nations Unies en 2020 (opérations de paix comprises)



En 2020, la part des dépenses de l'ONU consacrées aux activités de développement, d'aide humanitaire et de maintien de la paix en Afrique s'est élevée à quelque 38 % (21 milliards de dollars).

MANIFESTATIONS MONDIALES DES NATIONS UNIES EN 2021 : UN ÉLÉMENT CLEF POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE

Dialogue de haut niveau sur l'énergie
Élaboration d'un plan d'action, assorti d'un calendrier, devant permettre à 500 millions de personnes supplémentaires d'avoir accès à l'électricité d'ici à 2025 et à 1 milliard de personnes supplémentaires d'accéder à des modes de cuisson propres.

Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires
Appel en faveur d'une transformation des systèmes alimentaires mondiaux de sorte que ceux-ci contribuent à la nutrition, à la santé et au bien-être des populations, aident à restaurer et à protéger la nature, soient climatiquement neutres, adaptés aux circonstances locales et générateurs d'emplois décents et d'économies inclusives.

Vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
Plus de 25 dirigeants africains ont réclamé une justice climatique, et des promesses de 8,5 milliards de dollars et 1,5 milliard de dollars ont été faites, l'une, pour aider l'Afrique du Sud à abandonner la production de charbon, l'autre, pour protéger le bassin du Congo, dans le cadre des efforts visant à stopper et à inverser la déforestation d'ici à 2030.

PRIORITÉS INTERDÉPENDANTES POUR UNE AFRIQUE PLUS SÛRE ET PLUS DURABLE

- Prévenir et régler les conflits
- Éviter les catastrophes et réduire la pauvreté
- Tirer parti du potentiel des jeunes
- Donner aux femmes et aux filles les moyens d'agir
- Accélérer la transition vers une économie verte
- Préserver la nature

De nombreux pays d'Afrique investissent massivement dans les énergies renouvelables. Ici, une pompe fonctionnant à l'énergie solaire est installée, avec l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix (Faya (Tchad), novembre 2021).
© OIM/Fonds pour la consolidation de la paix

Le Secrétaire général, António Guterres, rencontre des membres de l'International Disability Alliance (New York, octobre 2021).
© Photo ONU/Manuel Elías

Promotion et protection des droits humains

PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme
- Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires
- Services consultatifs, coopération technique et activités sur le terrain
- Intégration des droits humains, droit au développement, recherche et analyse

RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

336 millions de dollars

121 millions de dollars (budget ordinaire), 2 millions de dollars (budgets des opérations de maintien de la paix, 2020/2021) et 213 millions de dollars (contributions volontaires)

PRINCIPAUX MANDATS

- Déclaration universelle des droits de l'homme, résolution 217 (III) de l'Assemblée générale
- Déclaration sur le droit au développement, résolution 41/128 de l'Assemblée générale
- Haut-Commissaire chargé de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme, résolution 48/141 de l'Assemblée générale
- Renforcement et amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme, résolution 68/268 de l'Assemblée générale
- Conseil des droits de l'homme et Examen périodique universel, résolutions 60/251 et 65/281 de l'Assemblée générale

PRINCIPALE ENTITÉ

- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Des représentantes du Nagaland dans le nord-est de l'Inde (à gauche) et du Népal (à droite) participent au dialogue sur les droits humains lors de la vingt et unième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (New York, avril 2022). © Photo ONU/Manuel Elías

LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

Dans le monde entier, la pandémie de COVID-19, l'instabilité politique et économique et les profondes inégalités structurelles ont des répercussions sur les droits humains et la protection. En plaçant les droits et la dignité des personnes au cœur de notre action face à ces défis, nous avons la possibilité de bâtir un monde plus égalitaire, plus inclusif, plus sûr et plus sain et de donner pleinement corps aux promesses inscrites dans la Charte.

GRANDS OBJECTIFS

L'action que nous menons pour promouvoir et protéger les droits humains traverse les trois piliers de l'action de l'ONU et se décline selon les axes suivants : l'appui aux mécanismes internationaux des droits humains; l'intégration des droits humains dans les activités de développement et dans les opérations de paix; la promotion des principes de non-discrimination, de participation et de responsabilité. Nos efforts couvrent un large éventail de problèmes, allant des défis immédiats comme la pandémie aux défis intergénérationnels comme les changements climatiques.

PROGRAMMES DE BOURSES DE HAUT NIVEAU DESTINÉES AUX AUTOCHTONES ET AUX PERSONNES APPARTENANT À DES MINORITÉS (2021–2022)

Les programmes de bourses du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme offrent aux défenseurs et défenseuses des droits humains qui sont autochtones ou appartiennent à des minorités la possibilité de suivre une formation intensive pour renforcer leur connaissance des mécanismes internationaux des droits humains et ainsi améliorer l'action menée pour protéger les droits de leurs communautés. En 2020-2021, ces programmes ont bénéficié à **35** boursières et boursiers répartis sur **28** sites.

54 %	46 %
de femmes	d'hommes

57 %	43 %
d'autochtones	de personnes appartenant à des minorités

PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS HUMAINS

L'ONU ET LES DROITS HUMAINS : 104 IMPLANTATIONS DANS LE MONDE

2 Villes sièges

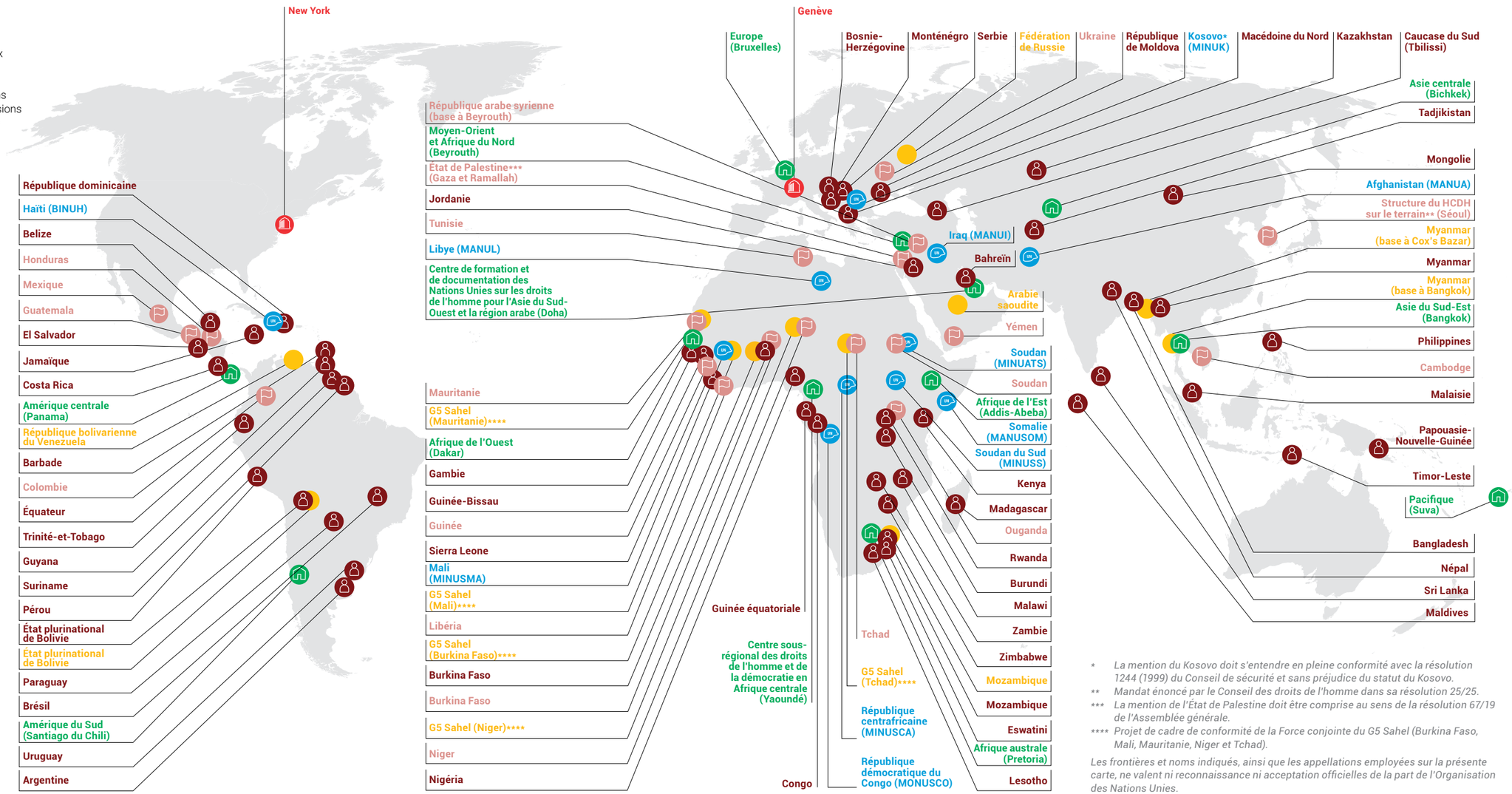
19 Bureaux de pays/bureaux autonomes/missions axées sur les droits humains

12 Bureaux et centres régionaux

11 Composantes Droits humains des missions de paix et missions politiques des Nations Unies

53 Conseillères et conseillers pour les droits humains déployés dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour le développement durable

7 Autres présences sur le terrain



* La mention du Kosovo doit s'entendre en pleine conformité avec la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité et sans préjudice du statut du Kosovo.

** Mandat énoncé par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 25/25.

*** La mention de l'État de Palestine doit être comprise au sens de la résolution 67/19 de l'Assemblée générale.

**** Projet de cadre de conformité de la Force conjointe du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad).

Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, ne valent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Appui aux mécanismes internationaux des droits humains

Le Conseil des droits de l'homme et les autres mécanismes internationaux des droits humains ont poursuivi leur travail sur fond de COVID-19. Le Conseil a tenu des sessions extraordinaires sur l'Afghanistan, l'Éthiopie, le Soudan, l'Ukraine et le Territoire palestinien occupé. Par une résolution historique, il a reconnu le droit de l'être humain à un environnement durable. Il a créé le poste de rapporteur(se) spécial(e) sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques.

Les organes conventionnels ont également renoué avec la pratique des missions dans les pays. Le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants s'est rendu au Brésil, tandis que le Comité des disparitions forcées s'est déplacé au Mexique. Les organes conventionnels ont également publié des orientations sur le droit des migrants à la liberté et à la protection contre la détention arbitraire et sur les droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique.

“Les appels en faveur de la paix et de la sécurité, du développement et des droits humains qui montent de partout dans le monde nous avertissent que notre avenir doit être un monde ancré dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.”

Michelle Bachelet, Haute-Commissaire aux droits de l'homme

NOS ACTIVITÉS EN FAVEUR DES DROITS HUMAINS

46 000
victimes de torture ont bénéficié d'une aide à la réadaptation dans **92** pays

54
conseillères et conseillers pour les droits humains déployés dans les équipes de pays des Nations Unies

13 000
victimes de formes contemporaines d'esclavage ont reçu une assistance dans **33** pays

63 %
augmentation de la protection des droits des personnes handicapées dans **79** pays

11
composantes Droits humains au sein des missions de paix (**561** membres du personnel)

Plus de 432 000
recommandations émises dans le cadre de l'Index universel des droits de l'homme pour l'ensemble des 17 objectifs de développement durable

Plus de 85 000 personnes se sont engagées à défendre les droits humains dans le cadre de la campagne des Nations Unies #StandupforHumanRights visant à accroître le soutien apporté aux droits de la personne à l'échelle mondiale (Bichkek, janvier 2021). © HCDH

EXPERTISE ET APPUI AUX ORGANES CHARGÉS DES DROITS HUMAINS

ORGANES CONVEN-TIONNELS

- Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
- Comité des droits économiques, sociaux et culturels
- Comité des droits de l'homme
- Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Comité contre la torture
- Comité des droits de l'enfant
- Comité pour les travailleurs migrants
- Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
- Comité des droits des personnes handicapées
- Comité des disparitions forcées

ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX

- Conseil des droits de l'homme
- Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme

Les jeunes activistes et les militantes et militants autochtones présents à la réunion Stockholm+50 demandent aux États de respecter le droit humain à un environnement propre, sain et durable. L'intensification des efforts visant à réaliser ce droit, qui a été reconnu pour la première fois par le Conseil des droits de l'homme en 2021, est une recommandation clef du sommet (Stockholm, juin 2022). © PNUE/Duncan Moore

Rôle des droits humains dans les activités de développement

Nous avons continué à placer les droits humains au cœur de nos activités de développement. L'analyse de la situation des droits humains a nourri l'élaboration de 19 des 21 analyses communes de pays et plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable en 2021, et contribuera à celle des 43 autres qui doivent être conclus en 2022. Dans le cadre de notre initiative de choc, nous avons conseillé 15 pays en matière de politique budgétaire afin d'inverser des décennies marquées par le sous-financement des services publics. En partenariat avec les banques multilatérales de développement, nous avons contribué à quatre examens de politiques opérationnelles, fourni des conseils sur le mécanisme de responsabilité indépendant de la Banque africaine de développement et publié le rapport *Remedy in Development Finance* (Voies de recours dans le contexte du financement du développement).

Paix et sécurité

Mettant fortement l'accent sur les droits humains dans nos opérations de paix, nous avons formé plus de 500 gestionnaires et formateurs de mission, contribué à l'élaboration de supports pédagogiques à l'intention de plus de 75 000 membres du personnel en tenue et piloté la mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière de droits humains dans toutes nos présences sur le terrain. Nous avons également soutenu les efforts menés pour établir un cadre visant à assurer la conformité des opérations de paix de l'Union africaine avec le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire. Dans notre souci de privilégier la prévention, nous avons déployé trois équipes d'intervention d'urgence supplémentaires et contribué à l'intégration des droits humains dans le système d'alerte rapide de l'Union africaine.

Non-discrimination

Nous avons contribué à l'établissement de protocoles d'enquête sur les meurtres liés au genre au Chili et au Honduras, ainsi qu'à l'élaboration d'une loi et d'une stratégie sur l'égalité des genres en Macédoine du Nord. Dans le cadre de notre action en faveur des droits des migrants, nous avons renforcé les capacités dans plusieurs régions, participé à l'élaboration du nouveau protocole de la Fédération ibéro-américaine des ombudsmans sur les migrants, et assuré la promotion du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Dans le domaine de la discrimination raciale, nous avons également apporté notre concours à la mise en place de l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine.

Participation

Nous avons poursuivi notre action visant à élargir l'espace civique. Nous avons ainsi renforcé les mécanismes nationaux destinés à protéger la liberté des médias et les journalistes et approfondi notre coopération avec l'Union interparlementaire. Nous avons également travaillé à consolider les réseaux de défenseurs et défenseuses des droits des femmes et des droits humains dans le Pacifique et en Afrique de l'Est, ainsi que dans plusieurs pays devant connaître des élections. Nous avons intensifié notre action de sensibilisation en faveur d'une gouvernance des contenus en ligne fondée sur les normes relatives aux droits humains.

NOTRE APPUI À LA COOPÉRATION ENTRE ÉTATS MEMBRES

24
formalités conventionnelles ont été accomplies : **1** signature, **7** adhésions et **16** ratifications

24
gouvernements ont accueilli **26** titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

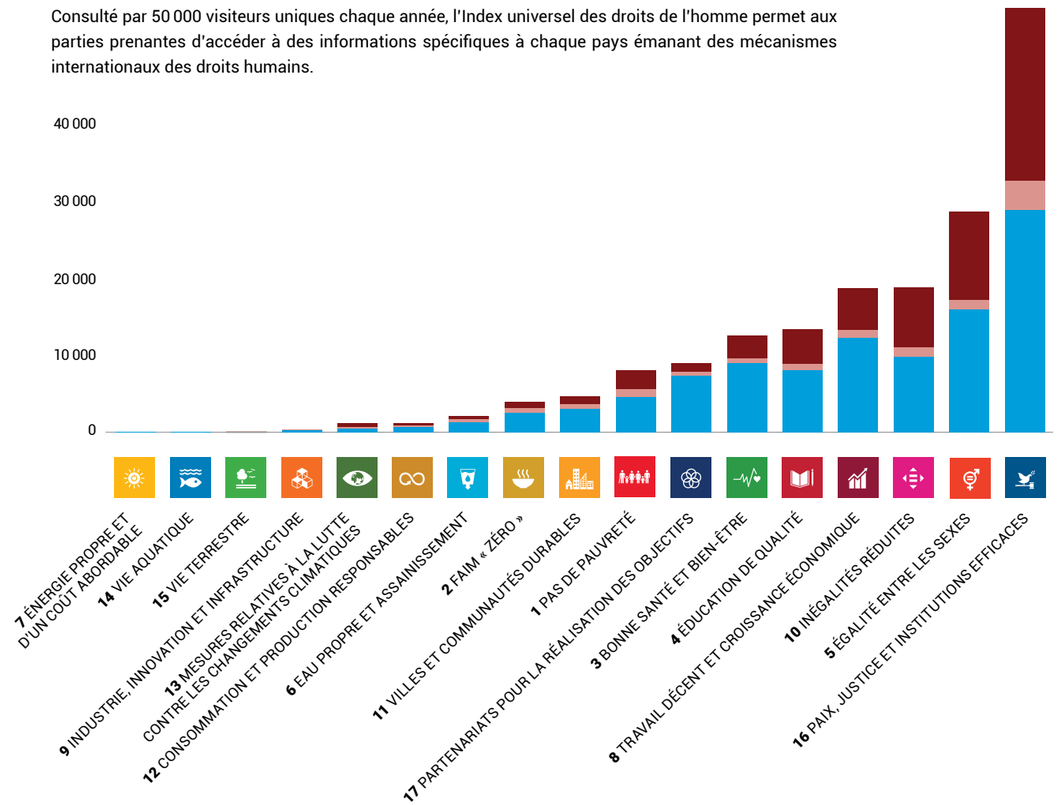
81
rapports d'États parties ont été examinés par les organes conventionnels

Plus de 2 800
documents officiels ont été soumis pour les réunions des mécanismes des droits humains, de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social

INDEX UNIVERSEL DES DROITS DE L'HOMME : LES RECOMMANDATIONS PORTENT SUR TOUS LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Organes conventionnels · Procédures spéciales · Examen périodique universel

Consulté par 50 000 visiteurs uniques chaque année, l'Index universel des droits de l'homme permet aux parties prenantes d'accéder à des informations spécifiques à chaque pays émanant des mécanismes internationaux des droits humains.



Responsabilité

Nous avons soutenu les activités d'enquête et d'établissement des responsabilités menées sous les auspices du Conseil des droits de l'homme dans plus de 11 pays et territoires. Nous avons prêté une assistance technique à la conception et à l'application de mécanismes de justice transitionnelle inclusifs, adaptés au contexte et centrés sur les victimes dans plus de 13 pays.

NOUVEAU PROGRAMME POUR LA JUSTICE ET L'ÉGALITÉ RACIALES

En 2021, nous avons lancé une initiative majeure : le programme de transformation pour la justice et l'égalité raciales. Nous sommes intervenus auprès des États Membres pour les convaincre de traduire ce programme en plans d'action et avons mis en place un mécanisme international d'experts indépendants chargé de promouvoir la justice et l'égalité raciales dans le contexte de l'application des lois.

Des équipes des Nations Unies évaluent les dommages matériels et interrogent les résidents sur leurs besoins à la suite du tremblement de terre du 14 août 2021 qui a fait plus de 2 000 morts et laissé de nombreuses personnes sans toit et sans moyens de subsistance (Les Cayes (Haïti), août 2021).
© OCHA/Matteo Minasi

Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire

PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Coordination de l'action humanitaire et des interventions d'urgence
- Services d'appui d'urgence
- Information et mobilisation dans les situations d'urgence humanitaire
- Réduction des risques de catastrophe naturelle
- Analyse des politiques

RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

1,8 milliard de dollars
102 millions de dollars (budget ordinaire) (y compris pour le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le HCR et l'UNRWA) et 1,7 milliard de dollars (contributions volontaires) (y compris pour le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Fonds central pour les interventions d'urgence et les fonds de financement communs pour les pays)

PRINCIPAUX MANDATS

- Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies, résolutions 46/182 et 76/124 de l'Assemblée générale
- Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles, résolution 76/128 de l'Assemblée générale
- Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies, résolution 76/127 de l'Assemblée générale
- Aide et protection en faveur des personnes déplacées, résolution 76/167 de l'Assemblée générale
- Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), résolution 69/283 de l'Assemblée générale
- Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, résolution 70/1 de l'Assemblée générale

PRINCIPALES ENTITÉS

- Bureau de la coordination des affaires humanitaires
- Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes

Après avoir été déplacée en 2018, avec sa famille, de sa ville natale de Teh dans la campagne au sud d'Edleb, cette femme vit désormais dans le camp de déplacés de Teh (Edleb (République arabe syrienne), novembre 2021). © OCHA/Bilal Al-Hammoud

LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

Entre les nouveaux conflits armés et ceux qui se prolongent, la crise climatique et les catastrophes liées au climat, la pandémie de COVID-19, la progression de la faim et l'augmentation du risque de famine, la situation humanitaire dans le monde est désastreuse. Les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment les attaques contre les civils, les travailleurs humanitaires et les services de santé et d'éducation, se poursuivent en toute impunité. Les catastrophes sont de plus en plus fréquentes et dévastatrices. À la mi-2022, les déplacements provoqués par les conflits et la violence avaient atteint des proportions historiques : plus de 100 millions de personnes, soit plus de 1 % de la population mondiale, avaient été déplacées de force.

GRANDS OBJECTIFS

L'ONU s'emploie à faire en sorte que les interventions humanitaires soient coordonnées, cohérentes, efficaces et rapides, afin de sauver des vies et d'alléger les souffrances causées par une catastrophe, un conflit ou une autre situation d'urgence. Notre action consiste à défendre les principes humanitaires, à promouvoir le respect du droit international humanitaire et à mobiliser les ressources nécessaires pour se préparer aux crises et intervenir en coopération avec nos partenaires. Pour être efficace, la coordination doit répondre à un double impératif : agir vite et agir tôt. D'où le recours notamment à des stratégies d'anticipation. En outre, l'ONU agit en faveur de la réduction des risques de catastrophe au moyen de la prévention et de systèmes d'alerte rapide afin d'empêcher la survenue de catastrophes ou d'en atténuer les effets lorsque celles-ci se produisent.

“Nous, membres de la communauté internationale, sommes solidaires de celles et de ceux qui sont dans le besoin, et nous intensifions nos efforts pour aider les populations du monde entier qui sont aux prises avec une crise humanitaire.”

Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence

NOTRE APPUI À LA COORDINATION DE L'AIDE HUMANITAIRE

60
pays ont été touchés et ont nécessité une aide humanitaire

45
plans d'intervention et appels au niveau national ou régional ont été coordonnés par l'ONU

20,3 milliards de dollars d'aide humanitaire ont été mobilisés

174 millions
de personnes ont bénéficié de l'aide humanitaire

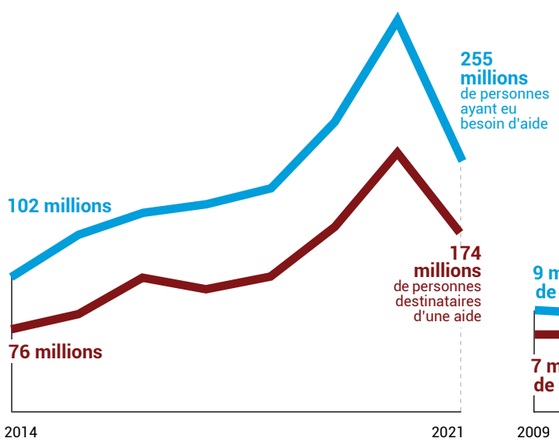
PRINCIPALES RÉALISATIONS

En 2021, les plans de réponse humanitaire coordonnés par l'ONU ont nécessité le déblocage de 37,7 milliards de dollars pour fournir une assistance et une protection vitales à 174 millions de personnes dans 60 pays. Grâce au soutien généreux des donateurs, l'ONU et les organisations partenaires ont mobilisé pour financer ces plans un montant record de 20,25 milliards de dollars, soit 54 % des besoins. Sur les 153 millions de personnes visées par les plans au niveau des pays, 107 millions (soit 70 %) ont reçu une assistance. L'ONU et les organisations non gouvernementales partenaires ont notamment intensifié la réponse humanitaire à l'échelle du système face à l'augmentation considérable des besoins en Afghanistan, dans le nord de l'Éthiopie et, début 2022, en Ukraine.

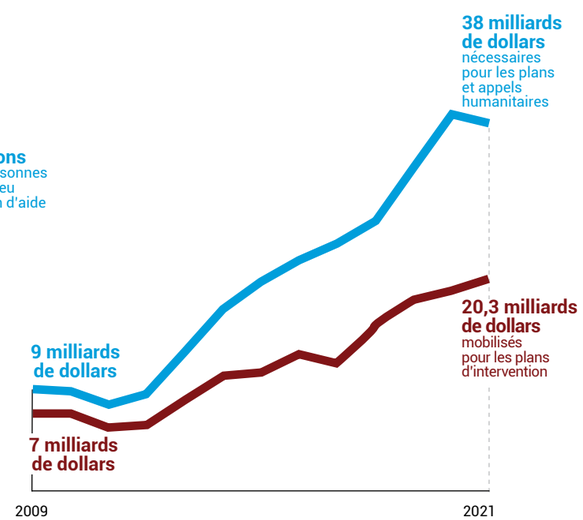
En 2021, la faim et l'insécurité alimentaire ont atteint des proportions inédites : quelque 193 millions de personnes dans 53 pays et territoires ont eu besoin d'une aide alimentaire et nutritionnelle urgente, ce qui représente une augmentation de près de 40 millions (soit plus de 25 %) par rapport à 2020. Face à cette situation, les partenaires humanitaires ont intensifié leurs efforts. Ainsi, au Soudan du Sud, une aide vitale a permis d'éviter la famine à 500 000 personnes en proie à une insécurité alimentaire catastrophique (niveau 5 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire). En Afghanistan, quelque 4 millions de personnes ont bénéficié d'une aide alimentaire.

PLUS DE 255 MILLIONS DE PERSONNES ONT EU BESOIN D'AIDE EN 2021

Le pic de 2020 correspond aux besoins aigus créés par la pandémie de COVID-19



BESOINS DE FINANCEMENT SATISFAITS À 50 % EN 2021



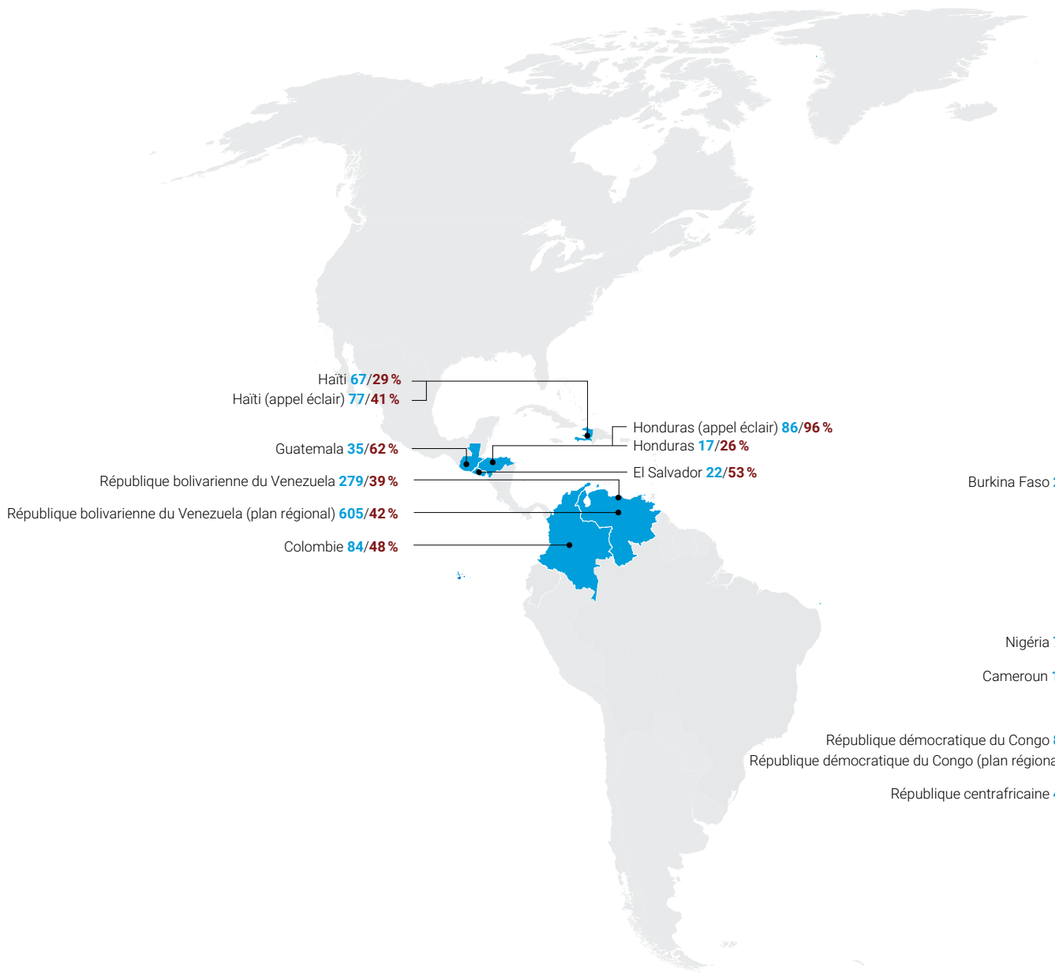
Des familles déplacées de diverses villes en raison du récent conflit vivent désormais dans des conditions très difficiles à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan (Kandahar (Afghanistan), novembre 2021). © OCHA/Sayed Habib Bidell

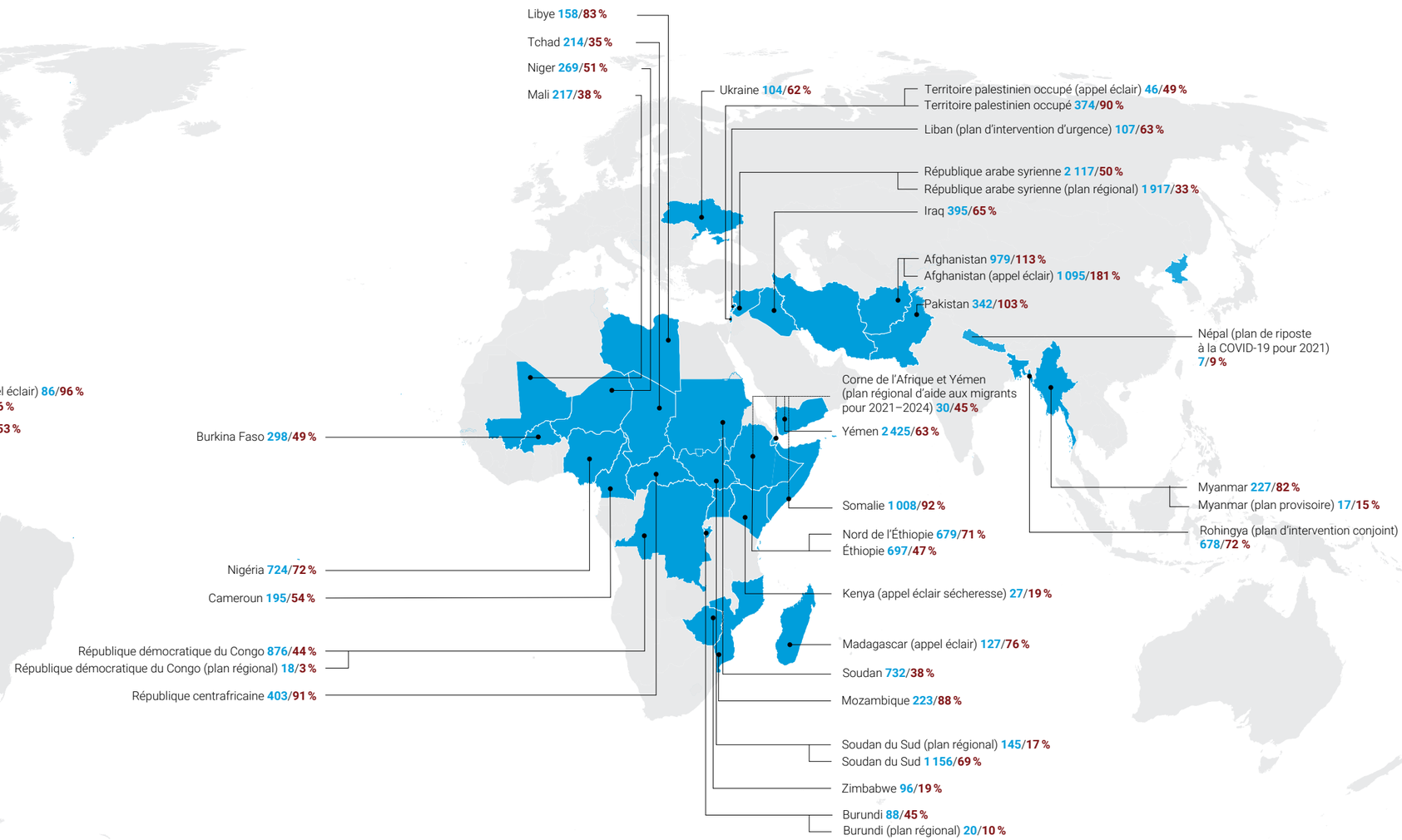
EFFICACITÉ DE LA COORDINATION DES OPÉRATIONS D'ASSISTANCE HUMANITAIRE

EN 2021, L'ONU A CONTRIBUÉ À MOBILISER 20,3 MILLIARDS DE DOLLARS SUR LES 38 MILLIARDS NÉCESSAIRES POUR AIDER 174 MILLIONS DE PERSONNES DANS 60 PAYS ET TERRITOIRES

Financement humanitaire reçu (en millions de dollars)

Financement des besoins (en pourcentage)



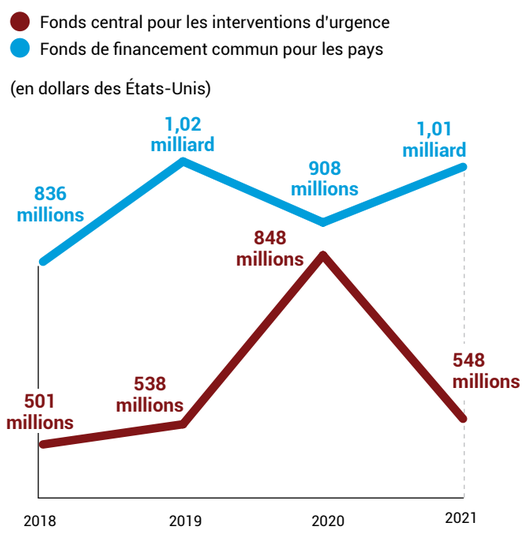


La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur les cartes n'offrent aucune garantie d'exactitude et ne valent pas nécessairement approbation ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

Les fonds communs destinés à financer l'aide humanitaire sont restés indispensables pour atteindre les personnes les plus vulnérables frappées par les crises, prévenir de nouvelles souffrances et lutter contre la violence fondée sur le genre. En 2021, les fonds de financement commun pour les pays ont distribué 1 milliard de dollars à 777 partenaires soutenant plus de 1 500 projets dans 20 situations de crise différentes. Ces financements ont permis d'atténuer les souffrances de près de 43 millions de personnes, en particulier des femmes, des enfants et des personnes handicapées. Les fonds ont également été la principale source de financement pour les organisations non gouvernementales nationales de première ligne dans leurs pays et territoires d'intervention. Quelque 268 millions de dollars ont été versés directement aux partenaires locaux, qui peuvent tirer parti de leur proximité avec les personnes touchées et exploiter les savoirs et les réseaux locaux. Enfin, les fonds de financement commun ont alloué 55,5 millions de dollars à des projets consacrés à la lutte contre la violence fondée sur le genre, qui ont bénéficié à 3,4 millions de personnes.

Le Fonds central pour les interventions d'urgence demeure un outil essentiel pour la coordination de l'action humanitaire : en 2021, un montant de 548 millions de dollars a été débloqué pour financer les interventions d'urgence et les situations d'urgence sous-financées. Ce financement s'est traduit par une aide vitale pour environ 51,5 millions de personnes, dont 3 millions de personnes handicapées. L'ampleur des sommes allouées est restée l'un des principaux atouts du Fonds. Ainsi, en avril 2022, alors que les retombées de la guerre en Ukraine risquaient de pousser des millions de personnes au bord de la famine, le Fonds a affecté 100 millions de dollars supplémentaires à la lutte contre la faim en Afrique et au Moyen-Orient. Il a également assuré un financement urgent aux organisations appelées à faire face à l'augmentation rapide des besoins dans le nord de l'Éthiopie. En Afghanistan, avec le fonds de financement commun, il a permis aux partenaires humanitaires de rester dans le pays et de fournir une aide vitale lorsque les autres financements internationaux étaient rares.

FONDS DE FINANCEMENT COMMUN POUR LES PAYS : UN DISPOSITIF CLEF POUR LES INTERVENTIONS



FONDS CENTRAL POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE

- A permis d'apporter une aide vitale à **51,5 millions** de personnes dans 31 pays
- **40 millions** de personnes ont bénéficié de soins de santé
- **5,2 millions** de personnes ont reçu une aide alimentaire et une aide à la subsistance
- **3 millions** de personnes en situation de handicap ont bénéficié d'une aide

FONDS DE FINANCEMENT COMMUN POUR LES PAYS

- **43 millions** de personnes ont reçu une aide dans 20 pays
- **3,4 millions** de personnes exposées à la violence fondée sur le genre ont bénéficié d'une aide

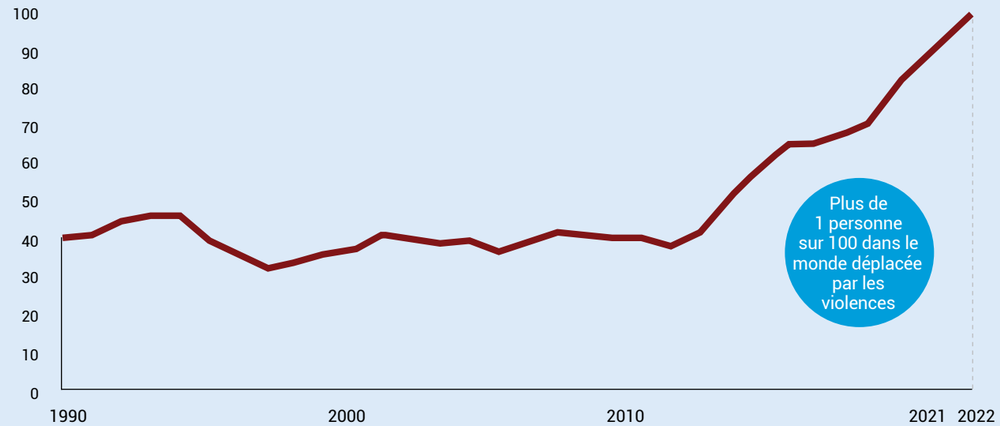
EFFICACITÉ DE LA COORDINATION DES OPÉRATIONS D'ASSISTANCE HUMANITAIRE

Un couple d'agriculteurs avec leurs enfants dans un centre pour déplacés à Mekele après avoir fui Samre, dans le sud-ouest de la région du Tigré (Tigré (Éthiopie), juillet 2021). © OCHA/Saviano Abreu

Zoom sur les risques complexes à l'origine d'un nombre record de déplacements

PLUS DE 100 MILLIONS DE PERSONNES DÉPLACÉES PAR LES VIOLENCES ET LES CONFLITS

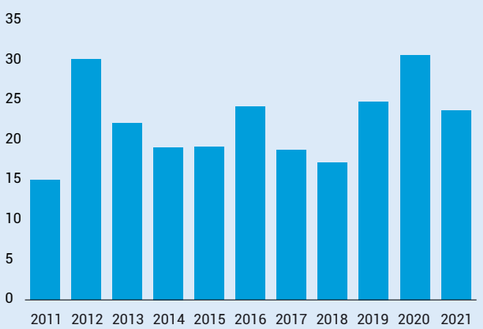
Au mois de mai 2022



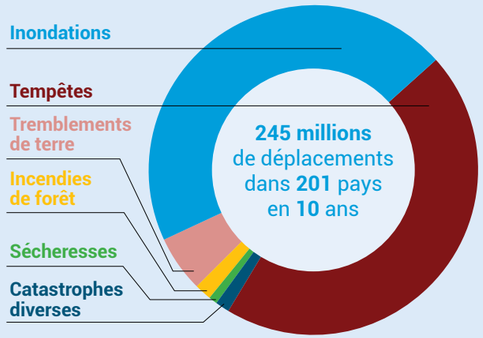
Source : HCR/mai 2022.

24 MILLIONS DE PERSONNES SUPPLÉMENTAIRES DÉPLACÉES PAR LES CATASTROPHES NATURELLES

Nouveaux déplacements internes causés par les catastrophes naturelles (en millions)



Catastrophes naturelles, par type (2011–2021)

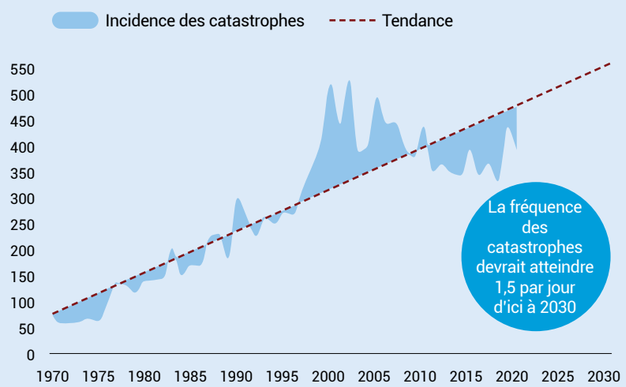


Source : Observatoire des situations de déplacement interne.

Des civils évacués de Marioupol dans le cadre d'une opération conjointe sécurisée coordonnée par l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge. En mai 2022, plus de 100 millions de personnes dans le monde avaient été déplacées par les violences et les conflits (Ukraine, mai 2022). © OCHA/Kateryna Klochko

INVESTIR DANS L'ANTICIPATION DEVANT LA MULTIPLICATION DES CATASTROPHES

Incidence des catastrophes naturelles et extrapolation (1970–2030)



Source : Base EM-DAT du CRED; données téléchargées en novembre 2021.

Les personnes vivant dans des environnements fragiles et touchés par des crises sont exposées à un ensemble de risques de plus en plus complexes, notamment des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves. Face à cette situation, l'ONU investit dans l'anticipation. Le Fonds pour l'analyse des risques complexes (CRAF'd) est un nouvel instrument de financement multilatéral créé pour renforcer l'écosystème de données et développer les capacités d'utilisation des données à l'échelle du système en vue d'anticiper les crises, de les prévenir et d'y répondre.

CRAF'd
Fonds pour l'analyse des risques complexes

Pour en savoir plus

Pour aider les États Membres à faire face ensemble aux risques liés aux catastrophes, nous avons organisé quatre plateformes régionales pour la réduction des risques de catastrophe, qui ont débouché sur l'élaboration de plans d'action concrets et permis de renforcer l'engagement politique sur cette question. L'initiative « Pour des villes résilientes 2030 » a pris de l'ampleur, renforçant la contribution des administrations locales à la réduction des risques de catastrophe. Afin d'améliorer la capacité des acteurs de la société civile à anticiper les conséquences des risques climatiques, nous avons engagé une collaboration avec des partenaires sur la définition d'indicateurs personnalisés destinés à mesurer l'efficacité des systèmes d'alerte rapide.

Une femme marche dans l'État de Hirchébéli en Somalie, où sévit la pire sécheresse depuis 40 ans et où 6 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë (Garacad (Somalie), janvier 2022). © FAO/MANUSOM

NOTRE APPUI À LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Plus de 8 600
fonctionnaires et autres acteurs de la réduction des risques de catastrophe (dont **43 %** de femmes) ont reçu une formation en 2021

Plus de 270 millions
de citadines et de citadins se sont inscrits à l'initiative « Pour des villes résilientes »

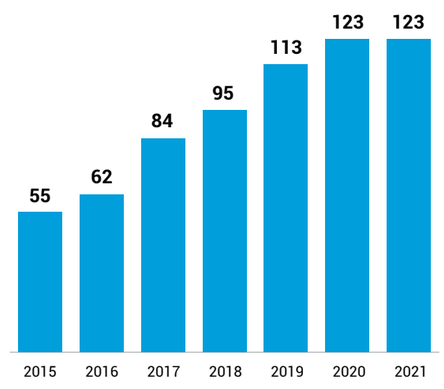
150
États Membres et États observateurs ont communiqué des informations sur les indicateurs mondiaux prévus par le mécanisme du système de suivi du Cadre de Sendai

« Les catastrophes complexes exigent de passer d'une logique de réaction à une logique de prévention. Pour ce faire, il faut renforcer les capacités et étendre les réseaux afin de comprendre les risques et de se préparer stratégiquement. »

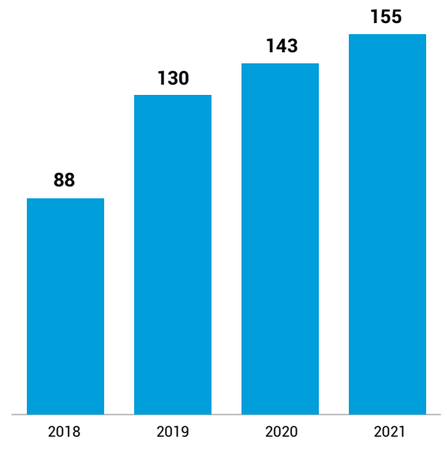
Mami Mizutori, Sous-Secrétaire générale et Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe

L'EXPERTISE MONDIALE DANS LE DOMAINE DE LA RÉDUCTION DES RISQUES AU SERVICE D'UN NOMBRE CROISSANT DE PAYS

Pays disposant de stratégies de réduction des risques de catastrophe



Pays utilisant le système de suivi du Cadre de Sendai



À sa soixante-treizième session annuelle, la Commission du droit international a examiné diverses questions telles que la prévention des crimes contre l'humanité et la protection de l'atmosphère (Genève, juillet 2021). © Photo ONU

Promotion de la justice et du droit international

PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Services juridiques fournis à l'ensemble du système des Nations Unies
- Services juridiques fournis aux organes de l'ONU et aux fonds et programmes des Nations Unies
- Mécanismes internationaux extraordinaires d'établissement des responsabilités
- Garde, enregistrement et publication des traités
- Développement et codification du droit international
- Droit de la mer et affaires maritimes
- Commerce international

RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

220 millions de dollars

112 millions de dollars (budget ordinaire), 4 millions de dollars (budget des opérations de maintien de la paix, 2020/2021), 87 millions de dollars (quotes-parts hors budget ordinaire) et 17 millions de dollars (contributions volontaires)

PRINCIPAUX MANDATS

- Charte des Nations Unies
- Développement progressif et codification du droit international, Commission du droit international, résolutions 94 (I) et 75/135 de l'Assemblée générale
- Enseignement, étude, diffusion et compréhension plus large du droit international, résolutions 2099 (XX) et 75/134 de l'Assemblée générale
- Renforcement et promotion du régime conventionnel international, résolutions 97 (I), 73/210 et 75/144 de l'Assemblée générale
- Harmonisation et unification progressives du droit commercial international, Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, résolutions 2205 (XXI) et 75/133 de l'Assemblée générale
- Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, résolutions 52/26, 75/89 et 75/239 de l'Assemblée générale
- Promotion et perfectionnement de la justice internationale, résolutions 57/228 B et 71/248 de l'Assemblée générale; résolutions 1315 (2000), 1966 (2010), 1757 (2007) et 2379 (2017) du Conseil de sécurité; résolution 39/2 du Conseil des droits de l'homme

PRINCIPALES ENTITÉS

- Bureau des affaires juridiques
- Cour internationale de Justice
- Mécanismes internationaux d'établissement des responsabilités

Un représentant met son bulletin dans l'urne lors de l'élection des membres de la Commission du droit international, lors de la trente-deuxième séance plénière de l'Assemblée générale (New York, novembre 2021). © Photo ONU/Loey Felipe

LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

Dans un monde toujours plus interdépendant, le droit international constitue le socle sur lequel les pays se fondent pour interagir et œuvrer ensemble à la réalisation d'objectifs communs. Depuis sa création, l'ONU occupe une place centrale dans l'élaboration du droit international, apportant une contribution sans pareille à son développement, à sa codification et à son application.

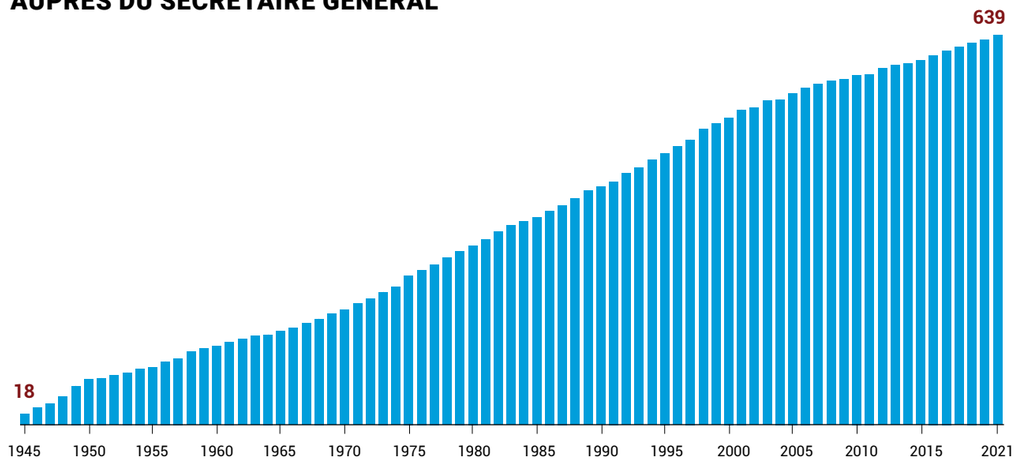
GRANDS OBJECTIFS

L'ONU travaille à promouvoir la justice et le droit international au moyen de diverses actions et divers mandats, tels que ceux liés aux océans et au droit de la mer, au commerce international, aux traités et accords internationaux, aux opérations de paix, aux juridictions internationales et aux sanctions. En outre, la Cour internationale de Justice, principal organe judiciaire de l'Organisation des Nations Unies, est chargée de régler les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les États et de rendre des avis consultatifs sur des questions juridiques.

« À tout le moins, le droit international est la langue commune fondamentale que les États utilisent pour se parler. »

Miguel de Serpa Soares, Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique de l'ONU

AUGMENTATION DU NOMBRE DE TRAITÉS MULTILATÉRAUX DÉPOSÉS AUPRÈS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



PRINCIPALES RÉALISATIONS

Dans le souci de promouvoir l'application et le développement du droit international sur les questions mondiales urgentes, nous avons soutenu les travaux de l'Assemblée générale relatifs à sa décision de créer un groupe de travail chargé de préparer la négociation d'une convention sur la protection des personnes en cas de catastrophe. L'Assemblée générale a également invité tous les États à respecter et à promouvoir de bonne foi les dispositions de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux.

La révision par l'Assemblée générale du règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte, qui s'applique depuis février 2022, a permis de moderniser le système d'enregistrement et de publication des traités, de les aligner sur les dernières évolutions informatiques et de renforcer le multilinguisme.

Nous avons poursuivi le travail engagé sur le cadre juridique du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents dans le monde, en fournissant un éventail important et croissant de services d'appui juridique aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents et à leurs bureaux, y compris sur les questions liées aux privilèges et immunités, aux accords relatifs aux contributions et aux accords de partenariat.

Plusieurs traités internationaux ont recueilli l'adhésion de nouveaux États parties. Il en est ainsi, notamment, de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (Convention de New York), qui compte désormais 170 parties, et de la Convention des Nations Unies sur les accords de règlement internationaux issus de la médiation (Convention de Singapour sur la médiation), qui rassemble aujourd'hui 55 signataires et 10 parties. Le nombre de parties à la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises a également augmenté.

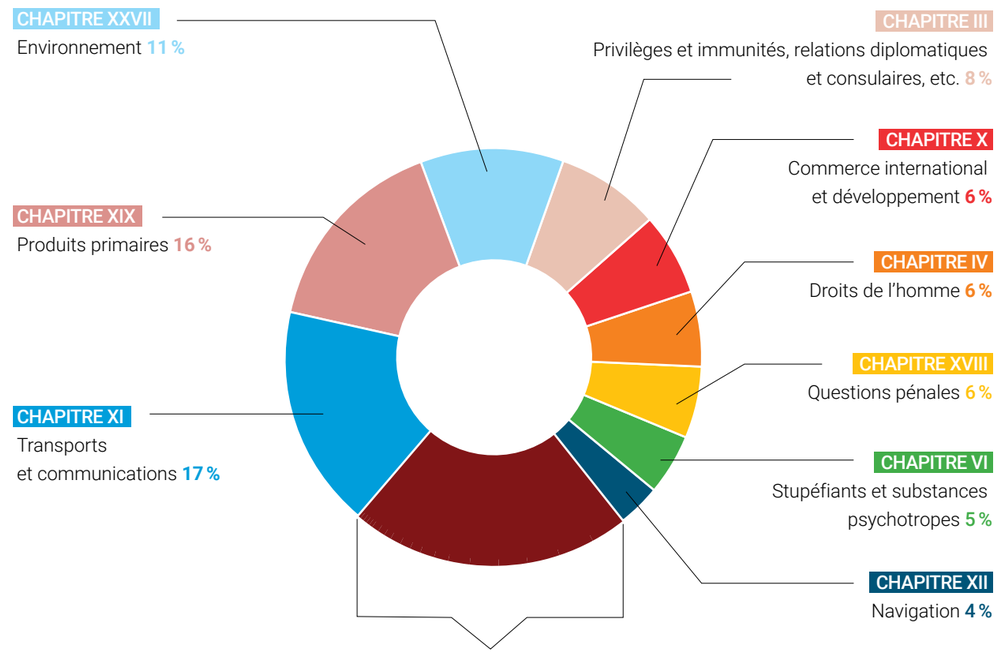
La Cour internationale de Justice a continué d'examiner de nombreuses affaires très médiatisées, notamment les deux procédures entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et l'affaire *Ukraine* c. *Fédération de Russie*. La Cour a prononcé des mesures conservatoires dans ces trois instances.

Les tribunaux créés ou appuyés par l'ONU ont poursuivi leurs travaux. En décembre 2021, les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens ont mis fin à deux affaires. N'étant plus saisie que d'un seul dossier, cette juridiction devrait avoir achevé ses travaux en 2022. En mars 2022, la Chambre d'appel du Tribunal spécial pour le Liban a infirmé l'acquittement de Hassan Habib Merhi et de Hussein Hassan Oneissi, prononcé par la Chambre de première instance, et les a déclarés coupables à raison de leur rôle dans l'attentat commis à Beyrouth en 2005 qui a coûté la vie à l'ancien Premier Ministre libanais, Rafik Hariri, et à 25 autres personnes. En tout, le Tribunal a condamné trois personnes en relation avec l'attentat.

Audience de la Cour internationale de Justice dans la grande salle de justice (La Haye (Pays-Bas), mars 2022).
© Photo ONU/Frank van Beek

TRAITÉS DÉPOSÉS CONCERNANT DES QUESTIONS D'INTÉRÊT MONDIAL

Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général, proportion par chapitre (au mois de mai 2022)



AUTRES CHAPITRES 21 %

CHAPITRE IX : Santé
CHAPITRE XXVI : Désarmement
CHAPITRE VII : Traite des êtres humains
CHAPITRE XIV : Questions de caractère éducatif et culturel
CHAPITRE XXI : Droit de la mer
CHAPITRE XXV : Télécommunications
CHAPITRE VIII : Publications obscènes
CHAPITRE V : Réfugiés et apatrides
CHAPITRE XIII : Statistiques économiques
CHAPITRE XXII : Arbitrage et médiation en matière commerciale
CHAPITRE XV : Déclaration de décès de personnes disparues
CHAPITRE XVI : Condition de la femme
CHAPITRE XXIII : Droit des traités
CHAPITRE XXIV : Espace extra-atmosphérique
CHAPITRE XXVIII : Questions fiscales
CHAPITRE II : Règlement pacifique des différends internationaux
CHAPITRE XVII : Liberté d'information
CHAPITRE XX : Obligations alimentaires
CHAPITRE XXIX : Questions diverses

Une vue de la sculpture « Non-Violence » exposée au Siège de l'ONU. Grande réplique en bronze d'un revolver de calibre 45 dont le canon est noué, cette œuvre créée en 1980 par l'artiste Carl Fredrik Reuterswärd se veut un symbole de paix (New York, janvier 2022).
© Photo ONU/Mark Garten

Désarmement

PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Négociations et délibérations multilatérales
- Armes de destruction massive
- Armes classiques
- Information et sensibilisation
- Désarmement régional

RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

30 millions de dollars
12 millions de dollars (budget ordinaire) et
18 millions de dollars (contributions volontaires)

PRINCIPAUX MANDATS

- Désarmement, résolution S-10/2 de l'Assemblée générale
- Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, résolution 76/232 de l'Assemblée générale
- Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement, résolution 76/24 de l'Assemblée générale
- Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements, résolution 75/48 de l'Assemblée générale
- Désarmement régional, résolution 76/41 de l'Assemblée générale
- Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, résolution 75/61 de l'Assemblée générale
- Jeunes, désarmement et non-prolifération, résolution 76/45 de l'Assemblée générale

PRINCIPALE ENTITÉ

- Bureau des affaires de désarmement

Pour soutenir l'initiative de l'Union africaine « Faire taire les armes », l'ONU participe à la collecte et à la destruction d'armes de petit calibre. À Madagascar, les armes sont détruites par broyage (Antananarivo, avril 2022). © Centre régional sur les armes légères et de petit calibre

LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

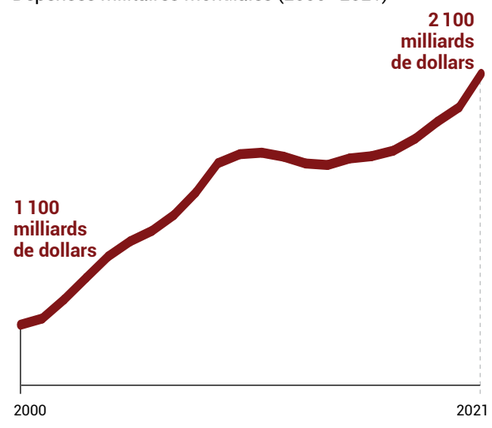
Les dépenses militaires ont atteint 2 100 milliards de dollars en 2021, soit le niveau le plus élevé de ces 30 dernières années. Les conflits et la violence sont en hausse dans plusieurs régions du monde. L'essor de nouvelles technologies, notamment dans l'espace numérique, s'accompagne de nouveaux défis. Dans ce contexte, l'ONU défend deux priorités fondamentales : d'une part, renforcer l'application des normes mondiales contre l'utilisation des armes nucléaires et autres armes de destruction massive; d'autre part, promouvoir la réglementation et la limitation des armes classiques.

GRANDS OBJECTIFS

L'ONU soutient les négociations et les initiatives multilatérales visant à parvenir au désarmement général et complet. Notre action s'articule en particulier autour des axes suivants : éliminer les armes nucléaires; faire respecter l'interdiction d'autres armes de destruction massive; réglementer l'utilisation des armes classiques; faire face aux problèmes posés par les technologies d'armement récentes; promouvoir les initiatives régionales de désarmement et les campagnes de sensibilisation du grand public.

LES DÉPENSES MILITAIRES ONT ATTEINT 2 100 MILLIARDS DE DOLLARS

Dépenses militaires mondiales (2000–2021)



Source : SIPRI. Les chiffres sont exprimés en milliards de dollars des États-Unis à prix et taux de change constants de 2018.

« Ce n'est pas le moment de renoncer au dialogue et à la diplomatie. C'est précisément maintenant que la communauté internationale doit faire bloc pour les revigorer. »

Izumi Nakamitsu, Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Alors que certaines réunions décisives ont dû être reportées en raison de la pandémie, nous avons continué à soutenir les États Membres dans le domaine du désarmement, notamment dans le cadre de la préparation de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

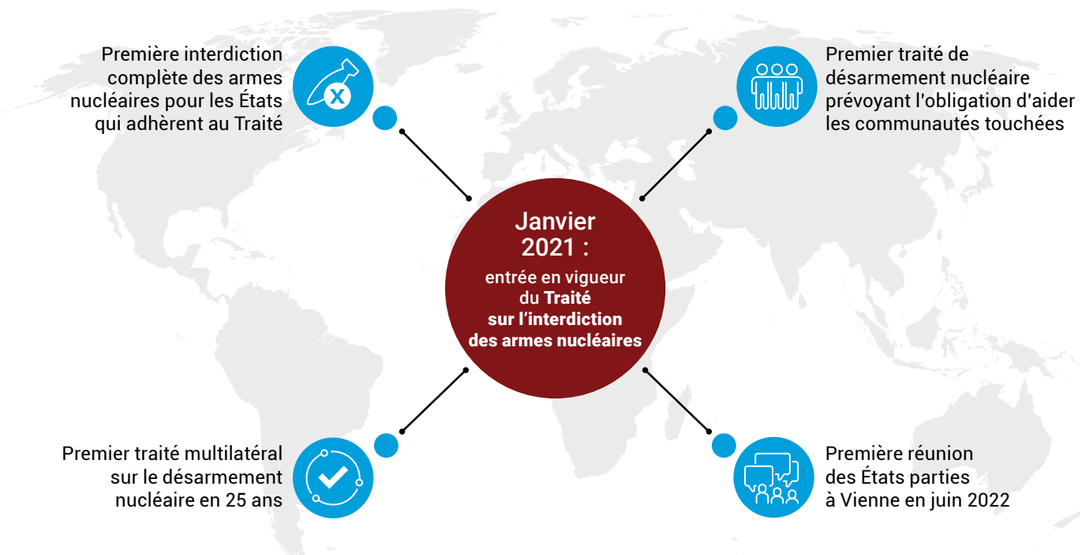
Nous avons apporté notre concours à deux réunions intergouvernementales visant à assurer un cyberespace sûr, sécurisé et pacifique. Les discussions ont débouché sur des avancées importantes, notamment la conclusion d'un accord sur un cadre normatif relatif au comportement responsable des États dans le cyberespace, ainsi que la définition d'une compréhension commune de la coopération internationale, du renforcement des capacités et de l'applicabilité du droit international au cyberespace. Par la suite, nous avons fourni un appui technique à un nouveau groupe de travail à composition non limitée chargé de poursuivre ces travaux dans le cadre d'un mandat de cinq ans. Nous avons également participé à des discussions d'experts sur les systèmes d'armes autonomes létaux et contribué à la mise en place d'un nouveau processus intergouvernemental visant à réduire les menaces militaires pesant sur les systèmes spatiaux.

Nous avons renforcé l'état de préparation opérationnelle du Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques en procédant à des exercices de simulation et en élargissant la liste mondiale des experts et des laboratoires.

FAIRE TAIRE LES ARMES

En partenariat avec l'initiative Faire taire les armes de l'Union africaine, l'ONU a collaboré avec 10 pays pour sensibiliser la population aux répercussions négatives de la prolifération illicite des armes de petit calibre. Ce travail de collaboration a permis de collecter et de détruire plus de 2 000 armes illicites.

TRAITÉ SUR L'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES



NOS ACTIVITÉS DE DÉSARMEMENT

500 %
augmentation du nombre de jeunes participant aux manifestations sur le désarmement et la non-prolifération grâce à des efforts de sensibilisation renforcés

104
projets liés à la maîtrise des armements financés, au profit de **145** États Membres

10
partenariats conclus avec des pays d'Afrique subsaharienne pour promouvoir la remise volontaire par les civils des armes de petit calibre détenues illégalement, dans le cadre du Mois de l'amnistie, initiative de l'Union africaine

494
experts qualifiés figurant sur le fichier du Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques

L'Assemblée générale marque la Journée internationale contre les essais nucléaires par une réunion sur le désarmement nucléaire général et complet (New York, août 2021). © Photo ONU/Loey Felipe

Nous avons également poursuivi le travail engagé pour améliorer la préparation en cas d'utilisation intentionnelle d'un agent biologique et pour favoriser la création d'un réseau de jeunes scientifiques de pays du Sud, comportant autant de femmes que d'hommes, travaillant sur la sécurité et la sûreté biologiques.

Nous avons mené un travail entre départements pour coupler les activités de gestion des armes et des munitions avec les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration ainsi qu'avec nos programmes de lutte contre la violence de proximité, l'objectif étant de faire progresser le désarmement dans les zones touchées par les conflits. Nous avons également continué de mobiliser les jeunes, de les sensibiliser et de leur donner des moyens d'action dans le cadre de notre initiative Les jeunes pour le désarmement (#Youth4Disarmament).

Au niveau régional, nous avons soutenu l'application du Plan d'action pour l'exécution durable des mesures prioritaires contre la prolifération illicite des armes à feu et des munitions dans les Caraïbes à l'horizon 2030, et mené un travail avec les autorités nationales en Afrique, en Asie et dans le Pacifique ainsi qu'en Amérique latine sur le contrôle des armes de petit calibre et la prévention de la violence fondée sur le genre.

PARITÉ ET DÉSARMEMENT

Conformément au Programme de désarmement (2018) du Secrétaire général, l'ONU continue de faire des progrès dans la pleine et égale participation des femmes à tous les processus décisionnels liés au désarmement et à la sécurité internationale.

Jeunes Champions du désarmement

50 % de femmes

5 femmes et 5 hommes

Conseil consultatif pour les questions de désarmement

50 % de femmes

8 femmes et 8 hommes siègent au Conseil

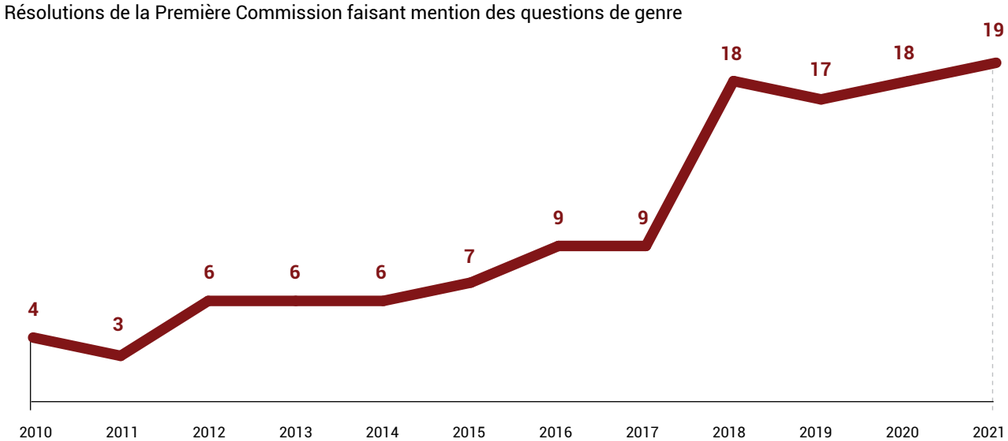
Bourses d'études pour la paix et la sécurité

87 % de femmes

150 jeunes administrateurs et administratrices dans la région de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS DE GENRE DANS LE DÉSARMEMENT

Résolutions de la Première Commission faisant mention des questions de genre



35 % de femmes

35 % des représentants à la Première Commission de l'Assemblée générale (New York) et à la Conférence du désarmement (Genève) étaient des femmes

Destinée à améliorer le traçage des armes, la formation en matière de restauration des numéros de série à l'intention des équipes de spécialistes des armes à feu porte sur la restauration et la récupération des numéros de série effacés. Ce cours fait partie de l'assistance fournie dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action pour l'exécution durable des mesures prioritaires contre la prolifération illicite des armes à feu et des munitions dans les Caraïbes à l'horizon 2030 (Georgetown (Guyana), décembre 2021). © Centre régional des Nations Unies à Lima

Le Secrétaire général, António Guterres, et le Secrétaire général adjoint chargé du Bureau de lutte contre le terrorisme, Vladimir Voronkov, lors du septième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, dans la salle de l'Assemblée générale (New York, juin 2021).
© Bureau de lutte contre le terrorisme

Lutte antidrogue, prévention de la criminalité et lutte contre le terrorisme

PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Lutte contre le problème mondial de la drogue
- Lutte contre la criminalité transnationale organisée
- Lutte contre le terrorisme et prévention de l'extrémisme violent
- Lutte contre la corruption
- Justice
- Étude, analyse des tendances et criminalistique
- Appui en matière de politiques
- Assistance technique

RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

399 millions de dollars
27 millions de dollars (budget ordinaire)
et 372 millions de dollars (contributions volontaires)

PRINCIPAUX MANDATS

- Septième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, résolution 75/291 de l'Assemblée générale
- Renforcer la capacité du système des Nations Unies d'aider les États Membres à appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, résolution 71/291 de l'Assemblée générale
- Convention des Nations Unies contre la corruption
- Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes
- Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et Protocoles s'y rapportant
- Coopération internationale pour aborder et combattre le problème mondial de la drogue, résolution 76/188 de l'Assemblée générale
- Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout de ses capacités de coopération technique, résolution 76/187 de l'Assemblée générale

PRINCIPALES ENTITÉS

- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- Bureau de lutte contre le terrorisme

L'ONU met en œuvre des programmes de formation aux compétences familiales à l'intention des réfugiés rohingya (Cox's Bazar (Bangladesh), janvier 2022). © ONUDC

LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

L'incertitude économique croissante et la pandémie de COVID-19 ont exacerbé les problèmes mondiaux liés à la drogue, à la criminalité organisée et au terrorisme. On assiste ainsi à une augmentation du trafic illicite d'armes à feu, de la violence à l'égard des femmes et des filles, et de la traite des personnes, ainsi qu'à une détérioration de la situation des personnes incarcérées. De même, les sociétés restent en butte aux problèmes de drogue, notamment à ceux liés aux opioïdes et aux nouvelles substances psychoactives. Les actions menées face à ces crises ont été entravées par la corruption et la criminalité économique. Dans les régions fragiles et touchées par des conflits, les terroristes exploitent à leur avantage les retombées politiques et socioéconomiques de la pandémie. La menace mondiale que représentent Daech, Al-Qaida et leurs branches régionales est aggravée par les préoccupations croissantes que suscitent le terrorisme fondé sur le racisme et l'intolérance ou les crimes terroristes ciblant les victimes en raison de leur religion ou de leurs convictions.

GRANDS OBJECTIFS

L'ONU aide les États Membres à lutter contre les problèmes liés aux drogues, à la criminalité et au terrorisme en contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre de normes et de règles internationales en matière de prévention du crime et de justice pénale et en aidant à faire appliquer les obligations prévues par les instruments multilatéraux relatifs à la corruption, à la criminalité transnationale organisée et au terrorisme.

« Nous sommes unis dans l'urgence de protéger les populations et de ne laisser personne de côté. Les crises ont exposé nos sociétés, et en particulier les personnes les plus vulnérables, à des menaces accrues en matière de criminalité, de drogue, de corruption, de terrorisme et d'exploitation. »

Ghada Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

« Nous sommes conscients qu'aucun État, qu'aucune région ne peut isolément s'attaquer efficacement à la menace du terrorisme. Guidées par les États Membres, l'ONU et les organisations multilatérales, régionales et sous-régionales peuvent contribuer à une riposte forte et concertée. »

Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint chargé du Bureau de lutte contre le terrorisme

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Prévention de la criminalité et lutte contre la criminalité transnationale organisée

Au niveau mondial, le quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale a débouché sur l'adoption de la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans laquelle les pays ont été invités à intégrer les besoins des femmes, des jeunes, des enfants et des groupes marginalisés dans les politiques de justice pénale et de prévention de la criminalité.

En 2021, nous avons associé plus de 2 200 personnes appartenant à quelque 500 organisations de la société civile à des activités de prévention de la criminalité en lien avec la Convention des Nations Unies contre la corruption et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Nous avons également formé plus de 4 000 agents des services de police à la lutte contre les flux financiers illicites dans trois pays asiatiques.

En Amérique du Sud, nous avons coordonné une opération conjointe avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) pour suivre la trace des armes à feu illicites et déterminer leurs liens avec la criminalité organisée. Nous avons également renforcé la capacité des parquets et des services de police à lutter contre la propagation des armes à feu illicites.

Dans le cadre d'une action menée dans 10 pays d'Afrique, l'ONU a renforcé la capacité des autorités nationales à réprimer la criminalité liée aux espèces sauvages en formant plus de 2 000 professionnels de la justice pénale et en apportant son concours à plus de 100 enquêtes. Nous avons également mis en place l'African Women in Cyber Professional Networking Group, premier réseau régional de femmes travaillant dans le domaine de la cybercriminalité et de la cybersécurité.

NOTRE APPUI À LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ, À LA LUTTE ANTIDROGUE ET À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

6 millions
de personnes touchées au moyen de supports en ligne destinés à fournir aux jeunes des compétences d'apprentissage social et émotionnel

Plus de 200 000
personnes ont reçu des informations sur la prise en charge et la promotion des compétences sociales pendant la COVID-19, afin de réduire la criminalité et de prévenir la consommation de drogues

Plus de 10 000
lycéennes et lycéens de **plus de 200** établissements d'enseignement ont été sensibilisés à la prévention de la criminalité dans le cadre d'activités sportives en Asie centrale

Plus de 14 000
points de mesure en temps réel sur les saisies de drogues dans **plus de 125 pays** ont été regroupés sur une plateforme de surveillance des drogues multisource

932
membres du personnel des cellules de renseignement financier en Afrique australe ont reçu une formation sur la localisation, la saisie et la confiscation des flux financiers illicites

LUTTE ANTIDROGUE, PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La criminalité organisée, la corruption et la fragilité des systèmes judiciaires compromettent la réalisation de tous les objectifs de développement durable. Le quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale a souligné combien l'état de droit était important pour le Programme 2030 (Kyoto (Japon), mars 2021). © Photo ONU/DCG

RÉSEAU MONDIAL CONTRE LA CORRUPTION

En 2021, l'ONU a lancé le Réseau opérationnel mondial des services de détection et de répression de la corruption. Ce réseau vise à créer une communauté mondiale de services de détection et de répression de la corruption afin de lutter contre les infractions de corruption transfrontières, de renforcer la communication et de développer l'apprentissage par les pairs entre services de détection et de répression. À la fin de l'année 2021, 84 services de lutte contre la corruption de 50 pays avaient rejoint le réseau.

La Conférence internationale contre la corruption de 2021 a réuni 152 pays avec l'objectif de faire progresser l'action menée dans le cadre de la Convention des Nations Unies contre la corruption et de renforcer les ripostes intégrées à la pandémie de COVID-19 (Charm el-Cheikh (Égypte), décembre 2021). © Photo ONU/DCG

Lutte contre le problème mondial de la drogue

En 2021, face à la flambée de surdoses d'opioïdes de synthèse et à l'accroissement du trafic, de l'utilisation et de la fabrication de drogues synthétiques et de nouvelles substances psychoactives, l'ONU a lancé la Stratégie sur les drogues synthétiques. L'objectif est de soutenir les efforts internationaux faits par les États Membres pour désorganiser le trafic de drogues de synthèse.

Notre action a également consisté à former plus de 2 700 soignants au problème de la consommation de substances psychoactives et à renforcer les capacités de plus de 1 900 responsables politiques en matière de traitement axé sur la famille. Ces initiatives ont bénéficié à plus de 34 000 personnes souffrant de troubles liés à la consommation de drogues et à leurs collectivités.

La sensibilisation des populations est au cœur d'un programme des Nations Unies prévoyant la mise en œuvre d'activités de prévention de la toxicomanie axées sur les jeunes dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (Oshodi-Isolo (Nigéria), janvier 2021). © ONUDC

Prévention du terrorisme

En juin 2021, nous avons organisé la deuxième Semaine de la lutte contre le terrorisme, qui a rassemblé plus de 2 000 participants et débouché sur l'adoption de la résolution sur le septième examen biennal de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. L'ONU a aidé 49 États Membres à utiliser les données passagers pour lutter contre les déplacements des terroristes et lancé le Programme des Nations Unies sur les modèles d'évaluation des menaces pour la sûreté de l'aviation. Nous avons également continué à améliorer les dispositions prises par les États Membres face aux enjeux et aux perspectives que présentent les nouvelles technologies dans la lutte contre le terrorisme, par une sensibilisation accrue et un soutien au renforcement des capacités.

Pour favoriser la coopération multilatérale en matière de lutte contre le terrorisme, nous avons poursuivi les efforts visant à renforcer la Plateforme mondiale des Nations Unies pour la coordination contre le terrorisme, qui relie 45 entités et 134 États Membres.

Nous avons lancé un nouveau dispositif mondial, coprésidé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et reposant sur une approche associant l'ensemble du système des Nations Unies, pour soutenir les États Membres en matière de protection, de rapatriement, de poursuites, de réadaptation et de réintégration des ressortissants étrangers revenant de République arabe syrienne ou d'Iraq, qui ont des liens supposés ou réels avec des groupes terroristes désignés. Des activités ont été menées en Iraq, au Kazakhstan, aux Maldives, en Ouzbékistan et au Tadjikistan.

Nous avons également rendu hommage aux victimes du terrorisme, notamment à l'occasion d'une cérémonie organisée avec le National September 11 Memorial & Museum à New York, qui a rassemblé 300 personnes de plus de 120 États Membres, et lors de la Journée internationale du souvenir, en hommage aux victimes du terrorisme.

NOS ACTIVITÉS DE LUTTE ANTITERRORISTE

Plus de 9 000
personnes formées dans le cadre de **676** activités de renforcement des capacités destinées à promouvoir la lutte contre le terrorisme

Plus de 2 000
personnes ont participé à la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies réunissant les chefs d'organismes antiterroristes des États Membres, dont **88** organisations de la société civile et du secteur privé

920
points focaux de **45** partenaires et **134** États Membres ont été mis en réseau dans le cadre du Pacte mondial des Nations Unies de coordination contre le terrorisme

179 millions de dollars
montant d'un appel pluriannuel des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, lancé pour financer **52** projets et programmes

15
États Membres ont bénéficié d'une formation à l'intention des services pénitentiaires et de probation sur la gestion des détenus extrémistes violents et notamment des combattants terroristes étrangers détenus

Plus de 42 000
ressortissants étrangers de **56** nationalités rassemblés dans des camps situés dans le nord-est de la République arabe syrienne, dont **2 400** rapatriés à ce jour

LUTTE ANTIDROGUE, PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME

L'ONU et les États Membres marquent le vingtième anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre au National September 11 Memorial & Museum (New York, septembre 2021). © Photo ONU/Monika Graff

Les interprètes des Nations Unies assurent la traduction depuis et vers les six langues officielles de l'ONU (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe) lors des milliers de séances tenues chaque année par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social et tous leurs organes subsidiaires (Genève, juin 2022).
© Photo ONU/Jean-Marc Ferré

Bon fonctionnement de l'Organisation

PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Affaires de l'Assemblée générale et gestion des conférences
- Communication globale
- Contrôle
- Stratégies et politiques de gestion et de la conformité
- Bureaux hors Siège
- Appui opérationnel
- Sûreté et sécurité

RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

1,6 milliard de dollars

1,2 milliard de dollars (budget ordinaire), 343 millions de dollars (budgets des opérations de maintien de la paix, 2020/2021) et 58 millions de dollars (contributions volontaires)

PRINCIPAUX MANDATS

- Un nouveau modèle de gestion pour l'Organisation des Nations Unies, résolutions 72/266 A et B, et 73/281 de l'Assemblée générale
- Gestion des ressources humaines, résolutions 71/263 et 72/254 de l'Assemblée générale
- Achats, résolution 69/273 de l'Assemblée générale
- Multilinguisme, résolution 76/268 de l'Assemblée générale
- Plan des conférences, résolution 76/237 de l'Assemblée générale
- Questions relatives au projet de budget-programme pour 2022, résolution 76/245 de l'Assemblée générale
- Progrès accomplis dans l'élaboration d'un dispositif d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, résolution 74/271 de l'Assemblée générale
- Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale, résolution 75/325 de l'Assemblée
- Questions relatives à l'information, résolutions 75/101 A et B de l'Assemblée générale
- Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information, résolution 75/267 de l'Assemblée générale

PRINCIPALES ENTITÉS

- Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
- Département de la communication globale
- Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
- Département de l'appui opérationnel
- Département de la sûreté et de la sécurité
- Bureau des services de contrôle interne
- Offices des Nations Unies à Genève, Nairobi et Vienne
- Bureau de la déontologie de l'ONU

Un agent de sécurité de l'ONU se tient à l'entrée de la salle de l'Assemblée générale au sixième jour du débat général de la soixante-seizième session de l'Assemblée (New York, septembre 2021). © Photo ONU/Manuel Elías

LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

PRINCIPAUX AXES DE TRAVAIL

L'action du Secrétariat, qui compte plus de 35 000 agents répartis entre 465 lieux d'affectation, est conditionnée par un double impératif : d'une part, assurer la bonne gestion des finances, des ressources humaines, de l'informatique et des communications, des chaînes d'approvisionnement, des installations, de la santé, du renforcement des capacités, des services de conférence et des services de sécurité et de sûreté; d'autre part, veiller à faire connaître l'activité de l'Organisation.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Malgré les difficultés liées à la pandémie de COVID-19, nous avons rationalisé les modes de fonctionnement à l'échelle du Secrétariat. Nous avons ainsi amélioré les mécanismes de gestion des ressources humaines, mis en place un outil d'appel d'offres électronique, perfectionné les solutions relatives aux biens et services pour les entités clientes et renforcé la gestion du personnel en tenue.

Nous avons encouragé les partenariats de soutien opérationnel, notamment le projet phare de partenariat triangulaire, et consolidé notre architecture de prestation de services avec les entités, fonds et programmes. Dans une optique de continuité opérationnelle, nous avons renforcé les moyens diagnostiques et thérapeutiques, les mécanismes d'évacuation sanitaire et de vaccination du personnel et facilité le retour au bureau en toute sécurité et la mise en place de modalités de travail hybrides.

Grâce à un soutien à la sécurité opérationnelle et à une gestion inclusive de la sécurité, nous avons permis aux entités du système des Nations Unies de mettre en œuvre des programmes d'aide au profit de plus de 264 millions de personnes, notamment en Afghanistan, en Éthiopie, en Iraq, au Liban, en Libye, au Niger, en République arabe syrienne, en Somalie, en Ukraine et au Yémen.

“Nous favoriserons l'obtention de résultats en renouvelant les investissements dans la transition numérique, les capacités en matière de données et la prospective stratégique, ainsi qu'en améliorant sans cesse l'exécution des mandats qui nous sont confiés.”

Catherine Pollard, Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

“Face à l'évolution de la pandémie et des mesures d'atténuation, l'Organisation redoublera d'efforts pour atteindre l'excellence opérationnelle dans un environnement en mutation rapide.”

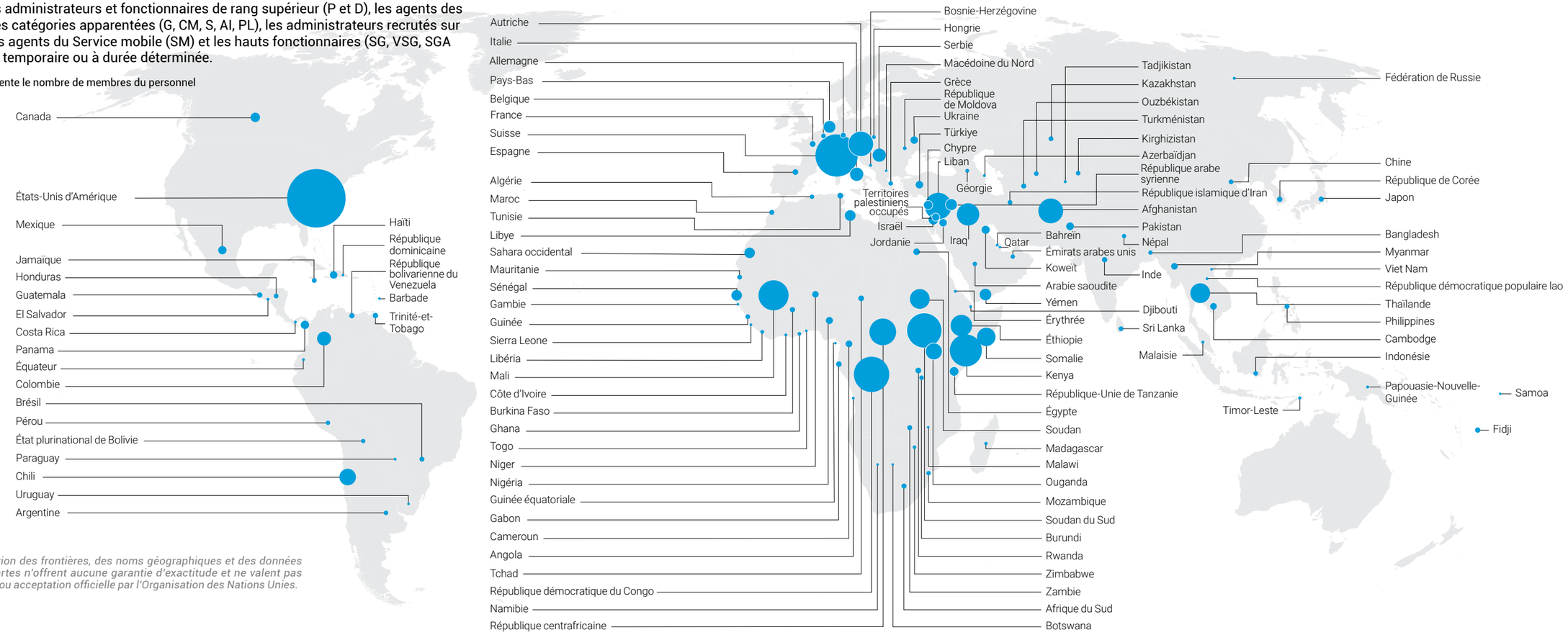
Atul Khare, Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel

BON FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISATION

EN 2021, PLUS DE 35 000 PERSONNES TRAVAILLAIENT POUR LE SECRÉTARIAT DE L'ONU DE PAR LE MONDE

Ce chiffre comprend les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (P et D), les agents des services généraux et des catégories apparentées (G, CM, S, AI, PL), les administrateurs recrutés sur le plan national (AN), les agents du Service mobile (SM) et les hauts fonctionnaires (SG, VSG, SGA et SSG), engagés à titre temporaire ou à durée déterminée.

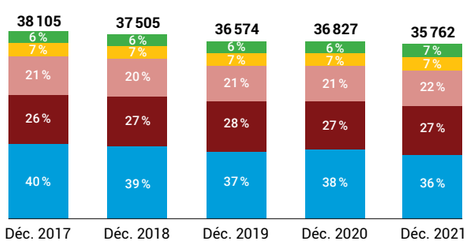
● La taille des points représente le nombre de membres du personnel



La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur les cartes n'offrent aucune garantie d'exactitude et ne valent pas nécessairement approbation ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR GROUPE RÉGIONAL*

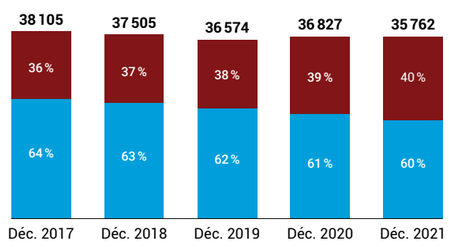
● Afrique ● Europe occidentale et autres ● Asie et Pacifique ● Amérique latine et Caraïbes ● Europe orientale



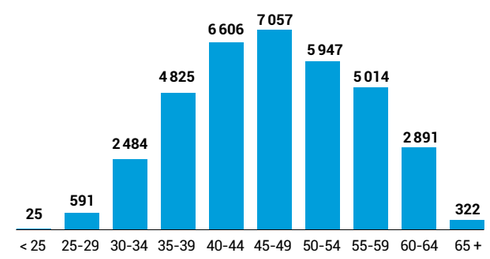
** Les cinq groupes régionaux ont été créés dans le but de favoriser la répartition géographique équitable des sièges entre les États Membres dans les différents organes de l'ONU. Note : 1) Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs éléments; 2) La catégorie « autres » regroupe les fonctionnaires originaires de l'État de Palestine et les fonctionnaires apatrides.*

RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR GENRE

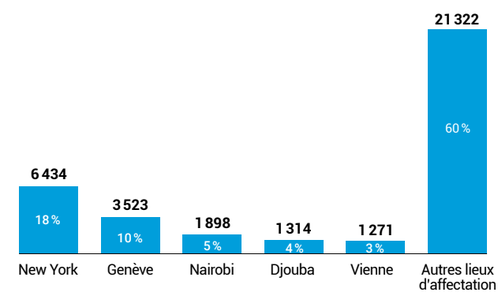
● Hommes ● Femmes



RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR TRANCHE D'ÂGE



RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR LIEU D'AFFECTATION



Sur la COVID-19, nos activités de communication ont eu pour objet d'imposer l'ONU comme une voix de premier plan dans la riposte à la pandémie. Ainsi, dans le cadre de notre initiative Verified, nous avons diffusé des informations fiables et fondées sur des données scientifiques, renforcé la confiance dans les messages de santé et offert des moyens de détecter et d'enrayer la propagation de la désinformation et de la mésinformation.

Notre performance environnementale s'est encore améliorée : nous avons atténué les risques liés aux eaux usées, réduit la consommation d'énergie et exploré les possibilités de transition vers les énergies renouvelables.

Pour faciliter le travail des États Membres et autres parties prenantes, nous avons enrichi le *Journal des Nations Unies* multilingue d'une nouvelle section intitulée « Conférences hors Siège », qui offre un accès en ligne aux documents de conférence. Nous avons par ailleurs amélioré le portail e-deleGATE, élargi et accéléré l'accès aux résolutions de l'Assemblée générale et introduit des tableaux de bord interactifs.

Le portail d'appui au personnel en tenue a permis aux États Membres d'avoir directement accès aux informations sur les contingents et les effectifs de police mis à la disposition des opérations de paix. De son côté, la salle de réunion numérique d'Umoja, qui propose des outils d'analyse et de visualisation complexes, a permis la consultation en temps réel de données institutionnelles.

Pour promouvoir une culture de la responsabilité, nous avons promulgué la politique d'évaluation du Secrétariat et publié un manuel sur la responsabilité. Nous avons également mis en place une boîte à outils adaptable pour prévenir les fautes professionnelles dans tout le Secrétariat.

Des soldats de la paix des Nations Unies marquent la Journée mondiale de l'environnement par une opération de nettoyage. L'Organisation avance sur la voie de la réduction de son empreinte écologique (Djouba, juin 2022). © Photo ONU

UN FONCTIONNEMENT EFFICACE

Plus de 108 millions
de visiteurs ont consulté le site un.org

12,4 millions
d'utilisateurs ont consulté le site Web de l'ONU consacré aux objectifs de développement durable (**plus de 40,8 millions** de pages vues)

180 000
membres du personnel et **400 000** personnes à leur charge dans **125** pays ont reçu un appui en matière de sécurité

4 000
communiqués de presse produits sur les réunions organisées, qui ont été vus **plus de 11 millions** de fois dans **244** pays et territoires

24 millions
de téléchargements de documents, de publications et d'ensembles de données des Nations Unies à partir de la Bibliothèque numérique des Nations Unies dans les six langues officielles

87 000
membres du personnel civil et du personnel en tenue affectés aux opérations de paix des Nations Unies ont reçu un appui

« Réinventer en permanence la manière dont nous fournissons des services intergouvernementaux pour aider les États Membres à obtenir les meilleurs résultats possibles, par l'innovation et la créativité, fait partie intégrante de notre quotidien. »

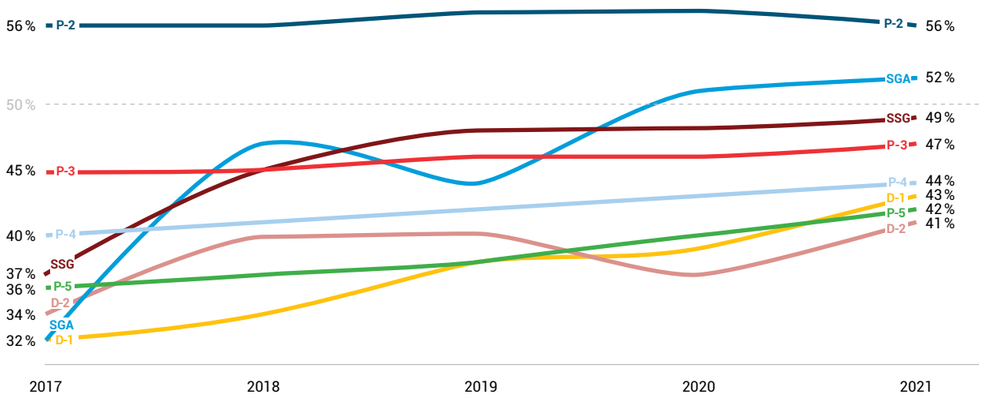
Movses Abelian, Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences

« La mission du Bureau des services de contrôle interne est de confirmer, de manière indépendante et transparente, que gérer les risques et rendre compte des résultats sont considérés comme prioritaires par l'Organisation. »

Fatoumata Ndiaye, Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne

ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA PARITÉ : L'ACTION PORTE SES FRUITS

Pourcentage de femmes engagées pour une durée déterminée dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur (2017–2021)



Avec le lancement de la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies, le Secrétaire général s'est engagé à faire progresser la parité dans l'ensemble du système à tous les niveaux, en commençant par les membres du personnel du Secrétariat appartenant à la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan international et titulaires d'un engagement à durée déterminée, d'un engagement continu ou d'un engagement à titre permanent/indéfini.

La Défenseuse des droits des victimes a continué son action en faveur d'une approche de l'exploitation et des atteintes sexuelles centrée sur les victimes et fondée sur les droits. Nous avons déployé des spécialistes hors classe des droits des victimes en Haïti, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud.

Les formations Unite Academy et le programme de formation approfondie en analyse et visualisation des données Kamino nous ont permis de renforcer la culture des données du personnel et de mieux mettre en valeur le résultat de notre travail. Les initiatives visant à promouvoir les technologies et les innovations en matière de données demeurent au cœur de ma stratégie d'exploitation des données.

Entre 2017 et 2021, les progrès réalisés pour atteindre nos objectifs de parité des genres ont été constants. La parité a été atteinte parmi les hauts responsables de l'Organisation et parmi les coordonnatrices et coordonnateurs résidents en 2020. On a également enregistré des avancées dans les échelons d'encadrement intermédiaire, où les changements sont plus difficiles à mettre en œuvre. Le nombre de femmes est ainsi passé de 32 % à 43 % à la classe D-1 et de 36 % à 42 % à la classe P-5. La Stratégie en faveur de la diversité géographique continue d'orienter notre action en faveur d'une représentation géographique équitable.

“Adopter une approche de la prévention et de l'intervention en matière d'exploitation et d'atteintes sexuelles qui soit centrée sur la victime implique de ne pas faire de suppositions sur ce qui caractérise une victime et de traiter toutes les victimes avec respect, sans stigmatisation ni discrimination.”

Jane Frances Connors, Défenseuse des droits des victimes

COMMUNICATION AUPRÈS D'UN PUBLIC MONDIAL

125
langues utilisées dans la production, la publication et la traduction d'informations

183
pays ont reçu un soutien en matière de communications

Plus de 202 millions
de visionnages de vidéos consacrées aux manifestations des Nations Unies sur les chaînes de l'ONU

Plus de 240 000
diffusions de programmes vidéo de l'ONU par des organes de presse audiovisuelle

Plus de 540 millions
d'abonnés exposés aux messages de l'ONU par les réseaux sociaux partenaires

Plus de 100 000
visites au pavillon de l'ONU à l'Expo 2020 à Dubaï (Émirats arabes unis)

Deux ans après son lancement, la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap a permis de dresser un état de référence sur l'inclusion des personnes handicapées dans 130 équipes de pays des Nations Unies, ce qui améliore la communication de l'information sur la mise en œuvre et facilite la collecte des enseignements tirés dans le contexte de la COVID-19. Le réseau Young UN continue de permettre aux jeunes fonctionnaires des Nations Unies de se rassembler pour faire entendre leurs voix, contribuant ainsi à la réflexion de l'Organisation sur les futures méthodes de travail et sur les réformes visant à renforcer la transparence, l'équité et la durabilité.

“Pour que l'ONU fonctionne bien, nous devons en faire connaître les activités, diffuser une information exacte et fiable, apporter des solutions, donner de l'espoir et mobiliser toutes les parties prenantes.”

Melissa Fleming, Secrétaire générale adjointe à la communication globale

ONU 2.0

Dans le cadre d'une deuxième vague de réformes, le Secrétaire général met en œuvre des stratégies visant à bâtir les capacités de prochaine génération dont le système des Nations Unies aura besoin au XXIe siècle. Ancrée dans Notre Programme commun, l'initiative ONU 2.0 du Secrétaire général s'articule autour de cinq axes de changement : capacités de données renforcées; innovation et transformation numérique; sciences comportementales; analyse prévisionnelle stratégique; souci de la performance et du résultat. En 2021, cette vision s'est déjà traduite par l'élaboration de stratégies, d'instruments de financement, de programmes, de profils d'emploi et de formations, qui ont mobilisé toutes les entités du système des Nations Unies, ainsi que des dizaines de milliers de membres du personnel et des pays partenaires dans le monde entier. Dans les années à venir, les programmes ONU 2.0 seront appelés à remodeler nos modes de fonctionnement et notre appui aux populations du monde et à la planète.

« La sécurité n'est pas accessoire : élément clef de la planification des activités et condition préalable à leur exécution, elle permet à l'ONU d'avoir un réel impact sur la vie des gens. »

Gilles Michaud, Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité

« Le Bureau de la déontologie continue de renforcer sa collaboration avec les entités au sein et en dehors du Secrétariat dans le but de faire face aux défis déontologiques existants ou nouveaux. »

Elia Yi Armstrong, Directrice du Bureau de la déontologie

Un convoi de l'ONU escorte le Croissant-Rouge arabe syrien, une organisation humanitaire à but non lucratif (Homs (République arabe syrienne), octobre 2021). © DSS

INITIATIVE « VERIFIED » : COMBATTRE LES FAUSSES INFORMATIONS LIÉES À LA COVID-19

Plus de 9 000
contenus ont été crées dans **60** langues

Plus de 1 000
messagers de confiance et **plus de 100** professionnels de la santé ont collaboré dans le cadre du projet Team Halo. Le projet Team Halo a créé plus de **3 000** vidéos, qui ont suscité plus de **350 000** commentaires et quelque **485** millions de vues sur l'ensemble des réseaux sociaux

ENGAGEMENT EN FAVEUR DU CHANGEMENT

À l'occasion de l'enquête 2021 sur la motivation du personnel, plus de 17 800 membres du personnel du Secrétariat ont exprimé leur avis sur les progrès réalisés en faveur d'un plus grand engagement dans divers domaines essentiels touchant leur travail, notamment les réformes. Les résultats de l'enquête montrent que les choses progressent en ce qui concerne la clarté de la direction suivie, la fierté tirée par le personnel de son travail et l'encouragement des nouvelles idées, mais que les difficultés persistent sur le plan de la discrimination et de la satisfaction professionnelle.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

(variation depuis 2019, si disponible)

- **89 %** (+ 10 %) du personnel voit un lien clair entre l'objet de son travail et les buts de son entité
- **90 %** du personnel est fier de travailler pour le Secrétariat
- **75 %** (+ 13 %) du personnel se sent encouragé à exprimer ses idées au travail

Le fait d'avoir un budget annuel a permis d'accroître la participation des gestionnaires au processus budgétaire et d'affiner les hypothèses et les prévisions budgétaires. La situation des liquidités du budget ordinaire s'est améliorée en 2021. Toutefois, si les États Membres ne donnent pas suite à mes propositions, nous connaîtrons bientôt une nouvelle crise de liquidités aux profondes ramifications. La première déclaration annuelle relative au contrôle interne a marqué une étape importante dans l'instauration d'une Organisation davantage axée sur les résultats et plus transparente.

Quelque 99,9 % des fonctionnaires concernés se sont conformés aux obligations de déclaration mises à leur charge par le dispositif de transparence financière en 2021. Dans le cadre de la mise en œuvre de ma politique relative à la protection contre les représailles des personnes qui signalent des manquements et qui collaborent à des audits ou à des enquêtes, le Bureau de la déontologie a procédé à 34 examens préliminaires en 2021 et renvoyé trois affaires aux fins d'enquête complémentaire.

NOUVELLE STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LE RACISME

Pour en savoir plus

Pour éradiquer le racisme et promouvoir la dignité de toutes et tous au Secrétariat de l'Organisation, nous avons lancé un plan d'action stratégique qui prévoit des mesures destinées à lutter contre toutes les formes de discrimination dans quatre domaines : la culture institutionnelle; les opérations et les pratiques de gestion; les systèmes, y compris les structures et les politiques; les dispositifs internes de sanction. Ce plan s'accompagne d'une stratégie de communication interne visant à sensibiliser au racisme et à la discrimination raciale au sein de l'Organisation.

BON FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISATION

SYSTÈME DES NATIONS UNIES

ORGANES PRINCIPAUX

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Organes subsidiaires

- Comités permanents et organes ad hoc
- Commission du désarmement
- Commission du droit international
- Conseil des droits de l'homme
- Corps commun d'inspection (CCI)
- Grandes commissions et autres comités de session

Fonds et programmes[1]

FNUAP Fonds des Nations Unies pour la population
ONU-Habitat[8] Programme des Nations Unies pour les établissements humains
PAM Programme alimentaire mondial (ONU/FAO)
PNUD Programme des Nations Unies pour le développement
- **FENU** Fonds d'équipement des Nations Unies
- **VNU** Volontaires des Nations Unies

PNUE[8] Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Recherche et formation

École des cadres du système des Nations Unies
UNIDIR Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
UNITAR Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNU Université des Nations Unies

Autres organismes

CNUCED[1,8]
HCR[1] Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ITC Centre du commerce international (ONU/OMC)
ONU-Femmes[1] Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
UNOPS[1] Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRWA[1] Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Organisations apparentées

AIEA[1,3] Agence internationale de l'énergie atomique
AIFM Autorité internationale des fonds marins
Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
CPI Cour pénale internationale
OIAC[3] Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
OIM[1] Organisation internationale pour les migrations
OMC[1,4] Organisation mondiale du commerce
Tribunal international du droit de la mer

Commission de consolidation de la paix

Forum politique de haut niveau pour le développement durable

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Organes subsidiaires

- Comité contre le terrorisme
- Comités des sanctions (ad hoc)
- Comité d'état-major
- Comités permanents et organes ad hoc
- Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux
- Opérations de maintien de la paix et missions politiques

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Commissions techniques

- Condition de la femme
- Développement social
- Forum des Nations Unies sur les forêts
- Population et développement
- Prévention du crime et justice pénale
- Science et technique au service du développement
- Statistique
- Stupéfiants

Commissions régionales[8]

CEA Commission économique pour l'Afrique
CEE Commission économique pour l'Europe
CEPALC Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Autres organes[10]

- Comité chargé des organisations non gouvernementales
- Comité des politiques de développement
- Comité d'experts de l'administration publique
- Instance permanente sur les questions autochtones

GENUNG Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques
ONUSIDA Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
UNGGIM Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale

Recherche et formation

UNICRI Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice
UNRISD Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Institutions spécialisées[1, 5]

FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA Fonds international de développement agricole
FMI Fonds monétaire international
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE[7]
- **BIRD** Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- **IDA** Association internationale de développement
- **SFI** Société financière internationale

OACI Organisation de l'aviation civile internationale
OIT Organisation internationale du Travail
OMI Organisation maritime internationale
OMM Organisation météorologique mondiale
OMPI Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS Organisation mondiale de la Santé
OMT Organisation mondiale du tourisme
ONUDI Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
UIT Union internationale des télécommunications
UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPU Union postale universelle

SECRÉTARIAT

Départements et bureaux[9]

EOSG Cabinet du Secrétaire général
BCAD Bureau de la coordination des activités de développement
BLT Bureau de lutte contre le terrorisme
BSCI Bureau des services de contrôle interne
Bureau des affaires de désarmement
Bureau des affaires spatiales
Bureau des Nations Unies pour les partenariats[2]
Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) pour l'Afrique
Bureau du (de la) Haut(e)-Représentant(e) pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général chargé(e) de la question de la violence contre les enfants
Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général chargé(e) de la question des violences sexuelles commises en période de conflit
Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés
DCG Département de la communication globale
DESA Département des affaires économiques et sociales
DGACM Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
DMSPC Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
DOS Département de l'appui opérationnel
DPO Département des opérations de paix
DPPA Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
DSS Département de la sûreté et de la sécurité
HCDH Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
OCHA Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OLA Bureau des affaires juridiques
ONUDC[1] Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONUG Office des Nations Unies à Genève
ONUN Office des Nations Unies à Nairobi
ONUV Office des Nations Unies à Vienne
UNDRR Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

CONSEIL DE TUTELLE[6]

Notes :

1 Membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS).
2 Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats sert de coordonnateur pour la Fondation pour les Nations Unies.
3 L'AIEA et l'OIAC font rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.
4 L'OMC n'a pas obligation de faire rapport à l'Assemblée générale, mais elle contribue à titre spécial à ses travaux et à ceux du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne les finances et les questions de développement.
5 Les institutions spécialisées sont des organisations autonomes dont le travail est coordonné par le Conseil économique et social (au niveau intergouvernemental) et par le CCS (au niveau intersecrétariat).
6 Le Conseil de tutelle a suspendu ses activités le 1er novembre 1994, suite à l'indépendance des Palaos, dernier territoire sous tutelle des Nations Unies, le 1er octobre 1994.
7 Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) ne sont pas des institutions spécialisées au sens des articles 57 et 63 de la Charte, mais font partie du Groupe de la Banque mondiale.
8 Les secrétariats de ces organes font partie du Secrétariat.
9 Font également partie du Secrétariat : le Bureau de la déontologie, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, et le Bureau de l'administration de la justice.
10 Consultez la liste complète des organes subsidiaires du Conseil économique et social à cette adresse : www.un.org/ecosoc/fr.

Ce tableau reflète l'organisation fonctionnelle du système des Nations Unies, à seule fin d'information. Il n'inclut pas tous les bureaux et organismes des Nations Unies.

© Nations Unies, 2021. Tous droits réservés.

Publié par le Département de la communication globale de l'Organisation des Nations Unies 21-00054 — Juillet 2021.